



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

8583^e séance

Mardi 23 juillet 2019, à 10 heures

New York

Provisoire

Président : M. Meza-Cuadra/M. Ugarelli (Pérou)

Membres :

Afrique du Sud	M. Mabhongo
Allemagne	M. Heusgen
Belgique	M. Pecsteen de Buytswerve
Chine	M. Wu Haitao
Côte d'Ivoire	M. Ipo
États-Unis d'Amérique	M. Greenblatt
Fédération de Russie	M. Nebenzia
France	M. de Rivière
Guinée équatoriale	M. Esono Mbengono
Indonésie	M. Djani
Koweït	M. Alotaibi
Pologne	M ^{me} Wronecka
République dominicaine	M ^{me} Blandino de Los Santos
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M ^{me} Pierce

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)

19-22585 (F)



Document adapté

Merci de recycler



La séance est ouverte à 10 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Le Président (*parle en espagnol*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants des pays suivants à participer à la présente séance : Arabie saoudite, Argentine, Bangladesh, Bahreïn, Brésil, Chili, Croatie, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Israël, Japon, Jordanie, Liban, Malaisie, Maldives, Maroc, Namibie, Norvège, Ouganda, Pakistan, Qatar, République arabe syrienne, République islamique d'Iran, Turquie, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du).

Je propose que le Conseil invite l'Observateur permanent de l'État de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies à participer à la présente séance, conformément au règlement intérieur provisoire et à la pratique antérieure suivie à cet égard.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M^{me} Rosemary DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite également les personnes suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Cheikh Niang, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien; et M. Maged Abdelfattah Abdelaziz, Observateur permanent de la Ligue des États arabes auprès de l'ONU.

Je propose que le Conseil invite le représentant de la Mission permanente d'observation du Saint-Siège auprès de l'Organisation des Nations Unies à participer à la présente séance, conformément au règlement intérieur provisoire et à la pratique antérieure suivie à cet égard.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M^{me} DiCarlo.

M^{me} DiCarlo (*parle en anglais*) : Le conflit israélo-palestinien reste enfermé dans une dangereuse paralysie qui alimente l'extrémisme et exacerbe les tensions en Israël et dans le Territoire palestinien occupé. Il existe un risque croissant que les actions unilatérales se multiplient et que l'espoir que la paix puisse être instaurée par la négociation soit anéanti.

Ce résultat n'est pas inévitable. Nous devons appuyer la création d'un environnement permettant de promouvoir la paix et d'ouvrir la voie à des négociations sur toutes les questions relatives au statut final, y compris Jérusalem. Pour y parvenir, nous devons faire preuve de leadership et de volonté politique et afficher une détermination à réaliser des progrès tangibles, malgré les difficultés. Nous devons travailler ensemble pour ramener les Israéliens et les Palestiniens à la table de négociation afin de régler le conflit sur la base du droit international, des résolutions pertinentes des Nations Unies et des accords antérieurs.

Sans la perspective de négociations viables à l'horizon, les faits sur le terrain continuent de compromettre la possibilité de parvenir à une solution prévoyant deux États.

En juin, la Commission du district de Jérusalem pour la planification et la construction a jugé que quatre maisons dans la colonie d'Alei Zahav pouvaient être régularisées rétroactivement en vertu du droit israélien, bien qu'elles aient été construites sur des terres privées palestiniennes. Cette décision est la première mise en œuvre concrète du principe dit de régularisation du marché, selon lequel jusqu'à 2 000 unités de logement pourraient être légalisées dans les colonies. En outre, le 8 juillet, le Comité de planification du district de Jérusalem a approuvé aux fins de dépôt un projet d'ajout de 48 unités de logement dans la colonie de Gilo à Jérusalem-Est. Je réitère que les colonies demeurent un obstacle important à la paix et constituent une violation du droit international.

Les démolitions et les saisies de structures appartenant à des Palestiniens par les autorités israéliennes se sont également poursuivies. Soixante-six structures ont été démolies ou saisies, en très grande majorité en raison de l'absence de permis de construire délivrés par Israël, qui sont pratiquement impossibles à obtenir pour les Palestiniens. Cette pratique doit cesser. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), cette situation a entraîné le déplacement de 90 Palestiniens, dont 58 enfants.

Le 11 juin, la Haute Cour de justice israélienne a rejeté une pétition présentée par les habitants palestiniens du quartier de Wadi el-Hummus/Sour Baher de Jérusalem-Est, leur laissant jusqu'au 18 juillet pour démolir neuf bâtiments du fait de leur proximité avec la barrière de séparation. Les structures ont été démolies par les autorités israéliennes le 22 juillet, ce qui a entraîné le déplacement de 24 Palestiniens, dont 14 enfants. Comme le Coordonnateur spécial adjoint McGoldrick l'a dit hier, la politique israélienne de destruction de biens palestiniens est incompatible avec ses obligations en vertu du droit international humanitaire et contribue au risque de transfert forcé auquel sont exposés de nombreux Palestiniens en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est.

Le 27 juin, six structures appartenant à des Palestiniens dans la communauté Zatar Al Kourchan de Bethléem ont été démolies, entraînant le déplacement de quelque 46 personnes. Le 10 juillet, une famille palestinienne a été expulsée d'une propriété dans le quartier de Silwan, à Jérusalem-Est. Cela s'est fait après que la Cour eut statué en faveur d'une organisation israélienne qui avait obtenu la propriété d'une part majoritaire de cette propriété.

Le mois dernier a encore vu décroître la violence à Gaza, tandis que les manifestations se sont poursuivies près de la barrière marquant le périmètre. Un Palestinien a été tué par les Forces de défense israéliennes (FDI) et 736 autres ont été blessés, dont 234 enfants et 39 femmes. Il y a eu aussi moins de lancements, depuis Gaza, de ballons et de cerfs-volants incendiaires par le Hamas et d'autres militants palestiniens. Malgré cela, 130 incendies ont été provoqués en Israël par quelque 100 engins au cours de la période considérée.

De même, il y a eu une réduction du nombre de roquettes tirées par des militants vers Israël depuis la dernière escalade dangereuse en mai. Deux roquettes ont été tirées au cours de la période considérée, ne causant ni blessures ni dégâts. Le tir de roquettes et de mortiers contre la population civile israélienne est interdit par le droit international humanitaire. Le Hamas et le Jihad islamique palestinien doivent cesser immédiatement cette pratique.

Par malheur, la période considérée a vu aussi se poursuivre les incidents violents en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est. Le 27 juin, un Palestinien de 21 ans a été tué par le tir d'un policier israélien après qu'il ait prétendument lancé des feux d'artifice vers les forces israéliennes lors d'affrontements à Jérusalem-Est, à la suite de quoi des affrontements ont

éclaté dans la zone pendant plusieurs jours, au cours desquels 88 Palestiniens ont été blessés.

Le 12 juillet, un garçon palestinien de 9 ans a été grièvement blessé par balle lors d'affrontements avec les forces de sécurité israéliennes dans le village de Kafr Qaddoum, en Cisjordanie. Je demande à Israël d'ouvrir rapidement une enquête approfondie et réaffirme que la vie et les droits des enfants doivent l'emporter sur toute autre considération. Les enfants doivent être protégés contre toutes les formes de violence. En outre, les forces de sécurité israéliennes ont blessé 154 Palestiniens, dont 14 enfants, lors d'affrontements qui ont éclaté à travers la Cisjordanie. Le 6 juillet, un véhicule conduit par un Palestinien aurait foncé sur un groupe de membres des Forces de défense israéliennes près de l'entrée du village de Hezma, au nord de Jérusalem, blessant cinq soldats.

La violence liée aux colons s'est également poursuivie. Selon l'OCHA, six Palestiniens ont été blessés au cours de six attaques menées par des Israéliens. Dans le même temps, deux Israéliens ont été blessés par des pierres lancées par des Palestiniens. Je condamne toutes les attaques contre civils palestiniens et israéliens, et je demande à toutes les parties de s'abstenir de toute violence. Tous les auteurs de violence doivent avoir à répondre de leurs actes.

Je vais revenir à la situation à Gaza.

L'ONU continue de travailler en étroite collaboration avec l'Égypte pour faire oeuvre de médiation et réduire les tensions. Tandis que nos efforts commencent à porter fruit, je reste profondément préoccupée par la situation humanitaire, économique et politique qui prévaut à Gaza. La pénurie de médicaments, de matériel et de personnel continue d'entraver la capacité des prestataires de services de santé de répondre aux besoins des patients, notamment de ceux grièvement blessés lors des manifestations hebdomadaires à la barrière de séparation.

Depuis le dernier cycle de médiation mené par l'ONU et l'Égypte, la zone de pêche de Gaza a été étendue, passant de 10 à 15 milles marins. Israël a aussi rendu à Gaza les 44 bateaux de pêche confisqués et a assoupli certaines des conditions de voyage imposées à des hommes d'affaires basés à Gaza. Je me félicite de cette évolution et j'exhorte à poursuivre et à élargir de telles actions.

Conformément aux accords convenus, l'ONU est en train d'accélérer la mise en œuvre de l'ensemble de

mesures décidées en septembre 2018 et avril 2019 par le Comité spécial de liaison pour la coordination de l'assistance internationale aux Palestiniens, laquelle comprend des interventions qui ont déjà commencé à améliorer la situation à Gaza. Dans ce contexte, les efforts que déploie l'ONU en vue de créer des emplois via le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, ont permis de créer jusqu'ici quelque 9000 possibilités d'emploi, dont environ 3000 pour les femmes.

ONU-Femmes a aussi lancé un programme de plus petite taille ciblant quelque 250 femmes vulnérables à Gaza. Une récente évaluation de la mise en oeuvre du programme à ce jour a révélé que 91 % des bénéficiaires n'avaient gagné aucun revenu avant ce programme. Environ 83 % des femmes ont affirmé que les possibilités offertes ont amélioré leurs moyens de subsistance; 71 % ont affirmé que les tensions au sein du ménage avaient diminué en raison de la disponibilité d'un revenu; et 55 % ont indiqué que ce revenu leur a permis de participer à la prise de décisions au niveau du ménage.

Le calme actuel doit être maintenu afin d'introduire progressivement des interventions à plus long terme qui favoriseront le développement durable de Gaza. Je saisis cette occasion pour remercier les États Membres qui ont contribué à ce jour et j'engage vivement les autres à appuyer ces efforts d'importance vitale, en particulier dans les domaines de la création d'emplois, des soins de santé, de l'eau, de l'assainissement et de l'énergie.

Pourtant, l'origine des problèmes de Gaza reste politique. Je demande à toutes les factions palestiniennes de prendre des mesures concrètes pour garantir la réunification de Gaza et de la Cisjordanie sous un gouvernement légitime et démocratique unique. Gaza est et doit rester partie intégrante d'un futur État palestinien dans le cadre de la solution des deux États.

Alors que les discussions visant à régler la crise financière de l'Autorité palestinienne restent en cours, aucune solution n'a encore été trouvée. Pour le cinquième mois consécutif, le Gouvernement palestinien refuse tout versement partiel des recettes fiscales qui lui sont dues. Malgré les mesures d'austérité qu'elle a annoncées et le soutien que le Qatar s'est engagé à lui apporter, l'Autorité palestinienne reste soumise à d'énormes pressions et peut atteindre très vite un point de rupture. L'économie palestinienne montre des signes

croissants de déclin, avec une réduction notable du pouvoir d'achat qui contribue à une réduction générale des activités économiques. J'appelle les deux parties à s'engager de façon constructive à garantir le respect du Protocole de Paris relatif aux relations économiques.

Dans l'intervalle, il est essentiel d'adopter des mesures temporaires pour faire face à la crise budgétaire de l'Autorité palestinienne, et j'encourage Israël et l'Autorité palestinienne à œuvrer de concert pour trouver de telles solutions. La récente décision de la Ligue des États arabes de lui fournir chaque mois jusqu'à 100 millions de dollars devrait apporter un peu de répit à l'Autorité palestinienne jusqu'à ce qu'une solution viable soit trouvée. Les récents mémorandums d'accord signés entre le Gouvernement de l'Autorité palestinienne et la Jordanie dans les domaines de l'énergie, de la santé et des transports sont également les bienvenus.

Au cours de la période considérée, nous avons observé un accroissement de l'aide internationale au développement économique de la Palestine. Je prends note de la tenue de la troisième Conférence de haut niveau sur la coopération entre les pays d'Asie de l'Est pour le développement de la Palestine, coprésidée par le Japon et la Palestine. Je prends également note de l'atelier «De la paix et à la prospérité» économique tenu à Bahreïn les 25 et 26 juin, auquel ont pris part des responsables gouvernementaux, des chefs d'entreprise, des représentants d'organisations internationales et des chefs religieux, entre autres.

L'aide économique et humanitaire à la population palestinienne est essentielle pour la création d'un environnement propice à une négociation viable. Ces mesures doivent être suivies d'un accord de paix global qui traite de toutes les questions relatives au statut final.

Pour terminer, je voudrais souligner la gravité de la situation dans le territoire palestinien occupé et la nécessité urgente de prendre des mesures concrètes pour inverser la trajectoire négative. Les circonstances ne seront jamais idéales pour promouvoir la paix, mais mettons tout en oeuvre, avec foi, espoir et créativité, pour aider à créer ces circonstances. L'ONU reste déterminée à aider les Palestiniens et les Israéliens dans leurs efforts visant à mettre fin au conflit et à concrétiser la vision de deux États vivant côte à côte dans la paix et la sécurité.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie M^{me} DiCarlo de son exposé.

Je donne maintenant la parole à l'Observateur permanent de l'État observateur de Palestine.

M. Mansour (Palestine) (*parle en anglais*) : Nous remercions la présidence péruvienne d'avoir convoqué l'importante séance de ce jour et d'avoir sagement dirigé le programme de travail du Conseil de sécurité. Nous remercions également la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo de son exposé sur la situation, laquelle s'aggrave malheureusement chaque jour que l'adoption de mesures garantissant la justice est retardée et que l'horizon politique d'une solution pacifique reste bouché.

Nous sommes venus à maintes reprises dans cette salle pour demander au Conseil de sécurité d'agir, pour l'implorer de prendre des mesures afin d'alléger les souffrances humaines, de préserver les perspectives de paix et de contribuer à faire de cette paix une réalité. Nous restons convaincus que ces mesures, conformes au droit international, aux résolutions du Conseil et à la responsabilité qui lui incombe, en vertu de la Charte des Nations Unies, en matière de paix et de sécurité internationales, sont le seul moyen de mettre fin à cette grave injustice.

Le respect du droit et des droits de la personne et l'instauration de la justice sont la seule voie à suivre. Ceux qui voudraient nous faire croire le contraire nous préparent à des décennies supplémentaires de souffrances et d'insécurité pour tous – les Palestiniens comme les Israéliens et toute la région. Je me permettrai d'ajouter à cet égard que tous les colonialistes et toutes les puissances occupantes, tout au long de l'histoire, ont toujours tenté de remplacer la liberté par une amélioration des conditions de vie des peuples et que pas une seule fois ils n'y sont parvenus. Ils n'y parviendront pas dans le cas du peuple palestinien, car nous ne serons jamais l'exception à la règle. Et malgré tous ceux qui, de l'intérieur ou de l'extérieur du Conseil de sécurité, tentent de nous convaincre que ce que nous faisons ne fait aucun sens, en nous disant qu'ils détiennent la formule magique, nous savons que leur formule a été essayée tout au long de l'histoire, et qu'elle n'a jamais fonctionné. Elle ne fonctionnera pas non plus cette fois-ci.

Après plus de 52 années d'occupation illégale de notre terre par Israël, de son déni flagrant et violent des droits de notre peuple et de ses efforts constants pour déposséder et déplacer, il est plus que temps de remédier à la situation de manière juste et permanente. Il s'agit là d'un cas flagrant d'occupation étrangère coloniale

belligérante, incontestable au regard du droit, et attestée par le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, la Cour internationale de Justice, d'innombrables organisations régionales et mondiales, les milieux universitaires et la communauté internationale dans sa quasi-totalité – et il faut y mettre un terme.

En l'absence d'établissement des responsabilités, y compris pour les violations les plus graves, cette occupation étrangère se muera très vite en apartheid, jetant l'opprobre sur tous ceux qui avaient promis de ne plus jamais permettre que l'on dénigre des êtres humains de cette manière. En outre, comme beaucoup le font remarquer depuis longtemps s'agissant de la question de Palestine, le non-respect du droit sur cette question sape le système international fondé sur des règles, expose au grand jour ses défauts et sa dépendance totale vis-à-vis de la volonté politique, et permet qu'il soit cyniquement exploité.

Cette situation ne doit jamais être considérée comme normale. Les obligations juridiques, politiques et morales qui incombent au Conseil de sécurité et à la communauté internationale tout entière sont claires, de même que les principes et valeurs véritablement indispensables à la paix et la sécurité dans notre monde. Toutefois, comme on a pu l'entendre de la bouche des représentants d'Israël et, plus récemment, de son plus ardent partisan au Conseil, il y a ceux qui réduisent ces principes et valeurs à des anachronismes ou à de simples slogans, et qui font ouvertement fi des droits des Palestiniens. Selon leur raisonnement, la loi et la morale n'ont aucune importance; seuls comptent le pouvoir brut et les illusions de supériorité. En dégageant le chemin qui mène à un avenir dépourvu de valeurs et de principes, non seulement ils donnent à voir la vacuité des arguments par lesquels ils prétendent rechercher un avenir pacifique, sûr et meilleur pour tous, mais ils desservent toute l'humanité en créant des précédents dangereux et lourds de conséquences.

Tout ce qui précède a été sombrement illustré par les scènes de destruction et d'injustice observées hier en Palestine occupée, dans le secteur de Wadi el-Hummus du quartier de Sour Baher, à Jérusalem, où Israël a donné l'ordre à l'armée de démolir 10 immeubles d'habitation, ce qui représente au moins 70 appartements et touche des centaines de familles. Au lieu de démolir le mur illégal, Israël se sert désormais de ce mur comme d'un prétexte pour démolir les habitations palestiniennes.

Je peux montrer aux membres du Conseil quelques photos de la réalité observée hier; elles montrent

certaines des logements qui ont été détruits. Devant ces maisons, nous voyons leurs propriétaires contempler cette démolition aux mains des autorités d'occupation israéliennes, lesquelles affichent un mépris total pour la souffrance des enfants dont les meubles sont en train d'être jetés à l'extérieur et qui assistent à la destruction de leurs maisons familiales. Ces plans et mesures, qui sont délibérés et systématiques, constituent des violations flagrantes des résolutions de l'ONU et de l'interdiction ancrée dans la Charte d'acquiescer des territoires par la force, s'inscrivent en grave contravention de la quatrième Convention de Genève, marquent le non-respect de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice en 2004 et sont constitutifs de crimes de guerre conformément au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI).

Et pourtant, au mépris de ses obligations juridiques et des appels lancés par l'ONU, par divers États et par des organisations palestiniennes, israéliennes et internationales de défense des droits de l'homme, Israël a commencé hier, comme je l'ai dit, à démolir les habitations de Sour Baher. Lundi, aux petites heures du matin, un important contingent de soldats israéliens est entré dans les maisons des familles qui y résidaient et les a forcées à partir, avant de procéder à la destruction de ces logements, à l'aide de bulldozers militaires et d'énormes quantités de dynamite. Comme je viens de le montrer aux membres du Conseil, les scènes qui se sont déroulées étaient choquantes et bouleversantes.

Parmi les familles déplacées et dépossédées hier de leurs biens et des possessions de toute une vie, on compte 17 personnes, dont 11 sont des enfants. Neuf sont des réfugiés palestiniens qui ont été traumatisés par un déplacement de plus. Alors que les destructions se poursuivent, 350 autres Palestiniens craignent la même perte, et viennent s'ajouter aux milliers d'autres Palestiniens, en particulier dans Jérusalem-Est occupée, qui vivent sous la menace israélienne d'ordres de démolition en instance.

Pour ces familles, l'angoisse est incommensurable et la situation est tragique. Leurs maisons ne leur ont pas été enlevées par une catastrophe naturelle comme nous en voyons malheureusement dans le monde entier; non, elles leur ont été enlevées par une décision délibérée du Gouvernement israélien et de sa prétendue Cour suprême, qui se sont arrogé des droits et privilèges auxquels le peuple d'Israël n'a pas droit, afin de priver un autre peuple de ses droits, de ses terres et de ses biens légitimes. Il s'agit d'un acte flagrant de nettoyage

ethnique et de transfert forcé; il s'agit d'un crime de guerre qui doit être absolument condamné et poursuivi comme tel.

Israël ne jouit pas de la souveraineté dans la zone de Sour Baher/Wadi el-Hummus, pas plus qu'il ne jouit de la souveraineté dans une quelconque partie du territoire palestinien occupé depuis 1967, y compris à Jérusalem-Est. Israël, Puissance occupante, a beau se l'être arrogé, il n'a aucun droit de procéder à cette colonisation sur nos terres. Le Gouvernement israélien, ses responsables et son personnel militaire doivent répondre de ces crimes, et la Puissance occupante doit être soumise à l'obligation de réparation ou de restitution au titre de ces pertes. L'État de Palestine ne ménagera aucun effort et continuera d'envisager tous les moyens de mettre fin à l'impunité et de faire en sorte que justice soit rendue aux victimes, y compris par le biais de la CPI.

Cela fait maintenant plus de cinq décennies que nous vivons sous occupation israélienne. Le prétexte peut varier, mais l'objectif est toujours le même : l'appropriation illégale des terres. Que les Israéliens créent des zones militaires d'accès réglementé, des espaces verts, de nouveaux sites archéologiques, de nouvelles routes ou de nouveaux tunnels, il s'agit toujours de terres confisquées. La religion, l'histoire et la sécurité sont mises au service de ce projet de colonisation au détriment des droits du peuple palestinien et des intérêts du peuple israélien.

Ainsi, lorsqu'Israël a annoncé le creusement d'un nouveau tunnel à Jérusalem-Est occupée, ses véritables intentions étaient évidentes. La récente inauguration de la « Route des pèlerins », avec l'appui de l'Ambassadeur des États-Unis en Israël et d'autres personnalités américaines, est un nouvel acte illégal visant à affirmer la souveraineté d'Israël là où elle n'existe pas et à modifier le caractère et le statut de la Ville sainte en violation flagrante des résolutions des organes de l'ONU, ce qui révèle une fois de plus les intentions expansionnistes et extrémistes de la Puissance occupante.

Est-ce là la vie meilleure dont parlent certains représentants du Gouvernement américain qui prétendent vouloir la paix? Est-ce là l'avenir promis lors du prétendu atelier intitulé « De la paix à la prospérité », tenu le mois dernier, qui s'est avéré inefficace et qui n'a même pas tenu compte des causes profondes du conflit, de la réalité d'un demi-siècle d'occupation et des droits fondamentaux du peuple palestinien? Nous nous le demandons.

Mon peuple vit en paix, malgré l'oppression constante, et il travaille dur, subvient à ses propres besoins et construit des maisons sur ses terres seulement pour les voir détruites pour des raisons aussi fausses qu'illégales. Comment cela peut-il contribuer à une vie meilleure, à un sentiment de dignité et à la stabilité? Face à cette dépossession qui a affecté des centaines de milliers de Palestiniens par le passé, comment pouvons-nous croire que la paix et la coexistence sont possibles? Nous ne le pouvons pas. Aucune tentative de manipulation ou campagne de propagande – ou histoire racontée au sein ou à l'extérieur du Conseil – ne peut dissimuler le fait que ces agissements constituent une grave violation du droit international humanitaire et s'apparentent à une lourde peine collective.

Pourtant, bien que dépossédé et déplacé, démuné et isolé, le peuple palestinien existe toujours. Il fait preuve de résilience et continuera d'en faire preuve. Il ne se soumettra pas et ne se rendra pas. Il n'y a aucun peuple sur cette terre qui renonce volontairement à son droit à la liberté et à la dignité humaine, et je dis cela en présence de représentants de pays qui se sont vaillamment battus pour se libérer de l'occupation. Les membres du Conseil qui ont vécu sous domination coloniale et lutté contre le colonialisme pour gagner leur liberté n'envisageraient pas une seule seconde d'échanger leur liberté contre de l'argent ou une vie meilleure. La liberté a toujours primé, et nous sommes exactement comme eux. Pour nous, la liberté est ce qu'il y a de plus sacré.

La persistance de ces actes criminels et inhumains, ainsi que tous les crimes qui ont été commis pendant plus de 70 ans d'injustice, ont fait naître chez notre peuple un profond sentiment de rancœur, de colère et de douleur, tandis que le silence et l'inaction de la communauté internationale n'ont fait que renforcer notre souffrance, notre désespoir et notre sentiment d'abandon. Il faut mettre un terme à la colonisation et à l'annexion de notre terre par Israël, à l'asphyxie de Gaza, à la violence, à la terreur et à l'incitation à la violence contre notre peuple, à l'assassinat de nos enfants, à l'emprisonnement de notre peuple, aux attaques contre nos lieux saints, au vol de nos ressources naturelles et financières et à la destruction de notre avenir.

Le consensus mondial reste fort sur le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et aux libertés qui sont chéries à travers le monde, et sur les principes et les critères d'une solution juste, et nous saluons les membres du Conseil et les remercions de défendre fermement leur position collective et unanime, en dépit

de tous les efforts déployés par certains pour tenter de les convaincre du contraire sur la base de grandes idées qui ne leur ont pas même été communiquées.

Ces principes et critères, et la volonté de les appliquer, sont réaffirmés tous les mois au Conseil. Ce consensus a été réaffirmé lors des récents sommets de la Ligue des États arabes, de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et de l'Union africaine, ainsi que lors des réunions ministérielles de l'OCI et du Mouvement des pays non alignés, et il demeure au cœur de la position internationale. À chaque fois, des appels sont lancés en faveur d'une solution des deux États fondée sur les frontières de 1967, conformément au droit international, aux résolutions pertinentes des organes de l'ONU, au principe de l'échange de territoires contre la paix proclamé à Madrid, à l'Initiative de paix arabe et à la feuille de route du Quatuor.

Les appels à l'action visant à mettre fin à l'occupation israélienne qui a commencé en 1967; à faire de la Palestine un État indépendant et souverain, avec Jérusalem comme capitale, vivant aux côtés d'Israël à l'intérieur de frontières sûres et reconnues; et à trouver une solution juste à la question des réfugiés palestiniens, conformément à la résolution 194 (III) adoptée en 1948 par l'Assemblée générale, sont tout aussi constants. Le consensus reste inchangé : c'est cette solution qui permettra de garantir une paix et une sécurité justes, durables et globales entre les Israéliens et les Palestiniens et entre les Arabes et les Israéliens.

Nous saluons ces positions de principe et la solidarité dont les pays font preuve envers notre juste cause et notre peuple, notamment envers les réfugiés palestiniens par l'entremise de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. Toutefois, l'attachement aux principes et à l'aide humanitaire ne peut à lui seul remédier à cette situation catastrophique et rendre la paix possible.

La communauté internationale doit agir conformément à ses obligations juridiques, politiques et morales concernant la question de Palestine. Il faut assumer ses responsabilités. Tous les outils légitimes qui sont disponibles sur les plans politique et juridique, notamment les poursuites en justice et les sanctions, doivent être utilisés sans la moindre hésitation.

Le Conseil de sécurité doit assumer ses responsabilités et agir immédiatement, conformément à ses résolutions, en vue de mettre un terme aux crimes de

la Puissance occupante, d'éviter une nouvelle détérioration de la situation, de protéger les civils innocents et de préserver les chances d'une paix juste. Israël doit supporter les conséquences de ses violations et de son mépris de la volonté de la communauté internationale.

Les États doivent également agir, individuellement et collectivement, pour appliquer les résolutions pertinentes, en paroles et en actes, et pour s'acquitter de leurs obligations juridiques, notamment l'obligation de ne pas reconnaître la situation illégale actuelle ou d'y contribuer, et l'obligation de faire appliquer le principe de responsabilité. Ils doivent, entre autres, prendre des mesures pour répondre à la demande formulée par le Conseil dans sa résolution 2334 (2016) et dans toutes ses autres résolutions pertinentes, y compris la résolution 478 (1980) sur Jérusalem, tendant à faire une distinction entre le territoire de l'État d'Israël et les territoires occupés depuis 1967.

Seuls ces moyens de pression et mesures peuvent permettre d'apporter des changements et de préserver les chances de la paix. Si nous continuons de ménager et de dorloter Israël, Puissance occupante, le pays jouira de la même impunité, et pire encore. Nous le ferons à notre péril, mais aussi à celui du peuple israélien et de la région tout entière, qui continueront d'être privés de la justice, de la paix, de la sécurité et du développement que tant de personnes recherchent et pour lesquels elles se battent depuis longtemps. Ne laissons pas une autre génération subir cette injustice.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant d'Israël.

M. Danon (Israël) (*parle en anglais*) : Il y a 40 ans, en 1979, le monde a assisté à deux événements historiques. L'un de ces événements a ouvert la voie à un avenir de paix et d'ordre dans notre région et l'autre a enhardi les forces d'un chaos absolu et complet. Le 26 mars de cette année-là, le Premier Ministre israélien, Menachem Begin, le Président égyptien, Anouar el-Sadate, et le Président des États-Unis, Jimmy Carter, se sont serré la main sur la pelouse de la Maison blanche pour consacrer une paix durable entre deux pays qui étaient auparavant des ennemis jurés.

Alors qu'une partie de la région apercevait la lumière au bout du tunnel, l'autre partie était en train de sombrer dans les ténèbres. Le 11 février, cinq semaines seulement avant la signature du Traité de paix entre la République arabe d'Égypte et l'État d'Israël, les fondateurs du régime iranien au pouvoir actuellement ont pris

le contrôle du Gouvernement, prenant en otage l'avenir de l'Iran et exploitant l'aspiration sincère du peuple iranien à la liberté. À deux semaines d'écart, deux événements historiques et radicalement opposés se sont produits au Moyen-Orient – le premier accord de paix entre Israël et un État arabe et la montée du régime violent et répressif qui a jeté les bases des menaces existentielles avec lesquelles le Moyen-Orient est actuellement aux prises.

En 2019, la paix perdure entre Israël et l'Égypte. Israël et la Jordanie sont également en paix. Ces accords, qui durent depuis des décennies, sont des facteurs essentiels d'ordre dans une région que frappe le fléau du terrorisme, de l'extrémisme et d'une idéologie haineuse.

Mais la révolution ne s'est pas non plus arrêtée. Les forces du chaos ont plutôt continué de se développer, dépassant largement les frontières iraniennes. Le régime iranien fait planer le danger dans la région et au-delà, propageant son idéologie en Iraq, en Syrie, au Liban, au Yémen et même sur le continent africain. Il finance le terrorisme tout en attaquant la liberté de navigation dans l'une des voies de navigation les plus importantes au monde. Il encourage ses agents à commettre des actes malveillants dans le monde entier et continue de chercher à se doter d'armes nucléaires avec le but explicite de détruire Israël.

L'ONU ne peut garder le silence lorsque ces forces du chaos détruisent les principes qu'elle défend. Notre devoir est aujourd'hui de protéger les forces de l'ordre en luttant contre les forces du chaos – le terrorisme, l'extrémisme, l'idéologie haineuse et le régime de la République islamique d'Iran.

Le 11 juillet 1997, Nelson Mandela a prononcé un discours sur la création d'un nouvel ordre mondial. Il a observé : « Dans le nouvel ordre mondial, aucun pays, aucune région ni aucun continent ne peut plus opérer en s'isolant du reste du monde » (« Renouveau et renaissance : vers un nouvel ordre mondial », discours prononcé au Centre d'études islamiques d'Oxford, au Royaume-Uni). Les paroles de Mandela prônent la coopération et le partenariat en faveur d'un ordre mondial nouveau et prospère, mais elles mettent également en garde les pays et les forces qui cherchent à agir isolées du reste du monde et à l'encontre de ses intérêts.

Il est devenu clair que l'ordre mondial interconnecté est défendu et protégé lorsque les pays se rassemblent pour lutter contre les acteurs sans scrupules et leurs partenaires malveillants. Ces régimes cherchent à dominer les régions du monde au moyen d'une

idéologie extrémiste. Ils punissent et vont jusqu'à tuer ceux qu'ils considèrent comme se dressant en travers de leur chemin. Ces régimes utilisent la violence et le terrorisme pour atteindre leurs objectifs. Ces régimes voyous s'apparentent à celui qui est au pouvoir en République islamique d'Iran.

L'année 1979, qui a connu une paix historique, a également été marquée par la montée de la République islamique d'Iran. La révolution iranienne a choqué le monde. Lorsque l'Ayatollah Khamenei a pris le pouvoir, il n'a pas perdu de temps pour transformer son idéologie militante extrémiste en politique. Lorsque Khamenei a créé la Force Al-Qods en 1980, avec pour objectif évident d'exporter la révolution à l'étranger, il a annoncé « Nous devons renverser les gouvernements injustes et traîtres ».

Il n'y a qu'à écouter les responsables politiques et militaires iraniens. Les dirigeants du régime célèbrent ouvertement leur intervention internationale et se vantent de leur influence régionale et de leur pouvoir en Iraq, en Syrie, au Liban, au Yémen et à Gaza. Ils se désignent, avec leurs principaux partenaires, agents et pantins, comme l'« axe de la résistance ». Cet axe comprend l'Iran; son agent, le Hezbollah, au Liban; et son partenaire, Bashar Al-Assad, ainsi que ses alliés criminels en Syrie. Son objectif est d'exporter la révolution iranienne en ciblant violemment l'Occident et tous ceux qui s'opposent à ses efforts visant à propager la révolution dans toute la région.

La force iranienne du chaos a infesté le Liban – 13 années se sont écoulées depuis le déclenchement de la seconde guerre du Liban en juillet 2006, lorsque le Hezbollah a lancé une attaque minutieusement orchestrée dans le but d'infiltrer le territoire souverain d'Israël, tuant huit soldats israéliens et en enlevant deux autres.

Un mois plus tard, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1701 (2006), qui porte création, entre la Ligne bleue et le Litani, « d'une zone d'exclusion de tous personnels armés, biens et armes autres que ceux déployés dans la zone par le Gouvernement libanais et les forces de la FINUL » (*par. 8*). Cette résolution appelle également à l'application intégrale de la résolution 1559 (2004), qui exige « que toutes les milices libanaises et non libanaises soient dissoutes et désarmées » (*par. 3*).

Toutefois, le Hezbollah, inspiré, financé et armé par l'Iran, n'a fait qu'enraciner sa présence dans la zone

d'opérations de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL). Bien que 13 ans se soient écoulés, le Conseil de sécurité n'a pas encore reçu d'image précise de la gravité de la situation dans le sud du Liban. Il est regrettable que certains aient choisi d'ignorer totalement la réalité sur le terrain.

La FINUL doit être pleinement équipée pour s'acquitter de son mandat et contribuer à la stabilité dans la région. Elle doit signaler au Conseil toutes les restrictions imposées à la liberté de circulation dans le plus grand détail, en expliquant où se sont vérifiées ces restrictions, qui en est responsable et pourquoi, parce qu'avec chaque jour qui passe où le Hezbollah continue d'asseoir sa présence, il devient de plus en plus difficile de dire où s'arrête Beyrouth et où commence Téhéran.

La résolution 1701 (2006) appelle à l'exclusion « de toute vente ou fourniture d'armes et de matériels connexes au Liban, sauf celles autorisées par le Gouvernement libanais » (*par. 8*). Il semble cependant que l'appel à un embargo ait été complètement ignoré.

Le régime iranien transfère des armes de diverses manières et les membres du Conseil peuvent le constater dans ce cas. La Force Al-Qods utilise à plein les aéroports civils de Damas et Beyrouth – des aéroports civils – et les infrastructures terrestres civiles à la frontière entre la Syrie et le Liban pour passer en contrebande des armes, des articles à double usage et d'autres moyens d'action. Mais aujourd'hui je présente de nouvelles preuves. En 2018 et 2019, Israël a constaté que l'Iran et la Force Al-Qods avaient commencé à promouvoir l'exploitation des voies maritimes civiles, et plus particulièrement du port de Beyrouth. Aux mêmes fins, un port civil – le port de Beyrouth – est maintenant le port du Hezbollah.

Sous la direction de la Force Al-Qods, des articles à double usage sont introduits illégalement au Liban pour permettre au Hezbollah d'augmenter ses stocks de missiles et de roquettes et d'alimenter son programme de conversion. Sous couvert d'entités syriennes, notamment le Centre d'études et de recherches scientifiques syrien, l'Iran et le Hezbollah ont réussi à acheter du matériel à double usage à des compagnies civiles, tout en dissimulant la véritable nature de ces achats, qui sont inspirés par l'hostilité à Israël et à ses citoyens.

Grâce à ces méthodes, l'Iran est en mesure de transférer les équipements à double usage du port de Beyrouth avec l'autorisation des autorités sans révéler son identité ni ses intentions réelles. Tous les États

Membres de l'Organisation doivent se poser les questions suivantes. Sont-ils absolument certains que ce ne sont pas leurs propres entreprises qui vendent du matériel à double usage au Hezbollah? Sont-ils certains que leurs citoyens connaissent l'utilisation finale de ces articles à double usage?

Le régime iranien s'efforce d'exporter sa révolution bien au-delà des rives de la Méditerranée. Le mois dernier, l'Iran a accéléré de façon dangereuse son programme nucléaire aux visées hostiles, à la suite de la déclaration faite par le Président Rouhani concernant son intention d'enrichir l'uranium « autant que nous le voudrions ». Le régime a jusqu'à présent produit de l'uranium enrichi à 4,5 %, dépassant la limite fixée par le Plan d'action global commun. Il est clair que l'Iran continuera de chercher à se doter de l'arme nucléaire, menaçant l'ensemble de l'hémisphère occidental.

C'est pourquoi je demande aux pays qui soutiennent encore le Plan d'action ce qu'ils comptent faire face à la menace nucléaire iranienne. Vont-ils fermer les yeux sur la situation? Que compte faire le Conseil de sécurité face à la menace nucléaire iranienne? Nous n'avons tout simplement pas le luxe de donner au régime iranien le bénéfice du doute. L'heure n'est pas à l'optimisme, mais au réalisme. Il est temps de trouver des partenaires qui partagent notre objectif, à savoir contrer ces forces du chaos.

Après des années de guerre, il est notable qu'Israël et ses voisins arabes aient trouvé un terrain d'entente. Le Conseil devrait peut-être nous écouter si nous sommes enfin d'accord sur une chose après toutes ces années. Nos objectifs communs nous ont rapprochés. Face à la menace que représente le régime iranien, nous sommes tous déterminés à rétablir l'ordre dans la région. Il est essentiel que, dans la lutte contre les ambitions expansionnistes iraniennes, toutes les parties considèrent la situation dans son ensemble. Face aux menaces existentielles, Israël, le monde arabe et la communauté internationale ne peuvent que gagner à œuvrer de concert. En luttant contre les forces du chaos, du terrorisme, de l'extrémisme et des ambitions nucléaires hostiles de l'Iran, nous pouvons jeter les bases de la paix dans la région.

Lorsque nous nous sommes réunis ici il y a trois mois, j'ai proposé un cadre reposant sur quatre piliers pour le passé et l'avenir (S/PV.8517). L'un de ces piliers est la coopération régionale. Tout comme en 1979, lorsqu'Israël et l'Égypte ont fait cause commune pour défendre la paix en dépit des troubles qui secouaient

l'autre extrémité de notre région, aujourd'hui, nous devons nous unir à nouveau pour affronter la menace qui pèse sur la paix. Les forces qui menacent cette paix mènent toutes au régime de la République islamique d'Iran. L'histoire nous a appris que lorsque la communauté internationale ne se montre pas à la hauteur de la situation et n'intervient pas à temps, le prix à payer est intolérable. Dans le cas du régime iranien, l'heure n'est pas à l'apaisement, mais à l'action.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Greenblatt (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je me réjouis d'être de retour au Conseil de sécurité aujourd'hui. J'aimerais informer les membres du Conseil des efforts de paix de l'Administration Trump.

Je sais que cette institution s'intéresse de près au conflit israélo-palestinien. Je sais aussi que bon nombre des personnes présentes sont frustrées par le fait que nous n'avons pas encore partagé les détails de notre vision. Nous comprenons cette frustration. Nous espérons qu'elle se dissipera le moment venu, tout comme la frustration que nous éprouvons tous face à l'absence de progrès vers le règlement du conflit, ainsi que l'absence de progrès pour améliorer les conditions de vie et la sécurité d'Israël et d'une grande partie de la région. Nous espérons que cette frustration cédera le pas à une compréhension commune du fait que notre vision offre une occasion sans précédent d'aider les deux parties et leurs voisins à parvenir à ce qui leur échappe depuis trop longtemps : un accord de paix global.

Nous savons que les Palestiniens ont vu certains faire des promesses qu'ils n'ont pas tenues, mais le Président Trump et son administration souhaitent améliorer la vie de tous les intéressés. Cela signifie les Palestiniens de Gaza, de Jérusalem et de ce que beaucoup appellent la Cisjordanie; cela signifie les Israéliens de Tel Aviv, de Jérusalem et de ce que beaucoup appellent la Judée et la Samarie.

Je tiens à exprimer ma gratitude au Royaume de Bahreïn pour avoir gracieusement coparrainé avec nous, le mois dernier, l'atelier très réussi, intitulé « De la paix à la prospérité ». À Manama, plus de 300 responsables du secteur public, du secteur privé et de la société civile se sont réunis pour démontrer leur engagement international à améliorer la vie des Palestiniens. Les responsables du secteur public, les chefs d'entreprise et les économistes présents à l'atelier ont convenu que

la vision économique était détaillée et ambitieuse, mais aussi réalisable et qu'elle pouvait être porteuse de transformation dans un environnement propice basé sur un accord de paix consensuel et des structures de gouvernance appropriées.

Notre vision économique, qui a été téléchargée plus d'un million de fois d'Internet, contient un portefeuille détaillé de projets et de programmes de renforcement des capacités susceptibles de donner lieu à une croissance du secteur privé enthousiasmante et durable pour les Palestiniens, les Jordaniens, les Égyptiens et les Libanais. Nous avons été clairs et honnêtes concernant le fait que cette vision économique ne peut se concrétiser sans un règlement du conflit politique entre les parties. Ce n'est pas une paix économique. Il n'y aura pas de prospérité économique sans règlement politique, mais aucun règlement politique n'aboutira sans un plan économique bien élaboré. Le Président Trump n'a pas encore décidé quand nous publierons la partie politique du plan, mais nous espérons prendre cette décision bientôt. En attendant, je voudrais demander aux personnes présentes de nous aider à créer les conditions qui permettront la tenue d'une conversation sérieuse entre nous tous.

Nous nous heurtons à de nombreux obstacles, notamment la litanie sans fin des discours ressassés encore et encore visant à entraver les progrès et empêcher des négociations directes. Il est temps de mettre fin à cette rhétorique. La paix exigera de l'honnêteté et la volonté d'envisager des idées neuves, mais aussi du courage et des compromis difficiles. L'heure est venue de nous parler franchement, au lieu de rabâcher des slogans éculés et des éléments de langage dépassés.

Je voudrais apporter quelques précisions. Le conflit ne prendra pas fin sur la base d'un consensus international concernant qui a raison et qui a tort, qui devrait abandonner X et qui devrait abandonner Y. Le consensus international peut fonctionner de temps en temps, lorsqu'il est possible de le dégager. Dans le cas du conflit israélo-palestinien, le consensus international n'a pas été dégagé. Ceux qui continuent d'appeler à un consensus international sur le conflit ne font rien pour encourager les parties à s'asseoir à la table des négociations et à consentir les compromis difficiles nécessaires à la paix. En fait, ils font tout le contraire en permettant aux gens de se cacher derrière des mots qui ne veulent rien dire. Le consensus international n'est trop souvent qu'un masque pour l'inaction.

N'oublions pas le jour où l'ONU n'a même pas été en mesure de trouver le moyen de bâtir un consensus international sur le fait que le Hamas est une organisation terroriste qui attaque sans relâche les Israéliens par le biais de ballons incendiaires, de missiles, de tunnels offensifs et d'autres moyens, y compris en se cachant parfois dans des quartiers résidentiels où habitent des familles palestiniennes. Le Hamas détient les soldats israéliens Hadar Goldin et Oron Shaul qu'il utilise de façon macabre comme monnaie d'échange. Le Hamas a emprisonné les civils israéliens Avraham Mengistu et Hisham Al-Sayed. Le Hamas est une organisation terroriste sanguinaire qui ne cause que malheurs et souffrances aux Palestiniens et aux Israéliens. C'est une organisation qui continue de jurer la perte d'Israël.

Cet échec est une honte. Si nous ne sommes même pas capables de dégager un consensus international sur le Hamas, un consensus international va-t-il vraiment mettre fin au conflit? Et comment se fait-il que nous ne parvenions pas à trouver un consensus international sur la pratique odieuse de l'Autorité palestinienne qui récompense les auteurs d'actes de terrorisme et les meurtriers d'Israéliens en utilisant des fonds publics, dont certains sont versés par des pays représentés dans cette salle, une pratique qui doit cesser?

Le consensus international n'est pas le droit international. Cessons donc de nous leurrer : si un prétendu consensus international pouvait résoudre le conflit israélo-palestinien, il l'aurait été il y a des décennies. Cela n'a pas été le cas.

Ce conflit ne sera pas non plus résolu en invoquant le droit international car celui-ci n'est pas concluant. Nous avons tous entendu des arguments convaincants prétendant que le droit international dit une chose ou une autre sur tel ou tel aspect du conflit israélo-palestinien. Certains de ces arguments sont persuasifs – du moins pour certains publics, mais aucun n'est concluant. Nous n'allons pas chercher à savoir quelle interprétation du droit international est correcte dans ce conflit. Il n'existe dans le monde aucun juge, jury ou tribunal auquel les parties concernées aient accepté de donner compétence pour décider quelles interprétations sont correctes. Le droit international relatif à ce conflit est un sujet délicat qui pourrait être discuté pendant des années sans jamais parvenir à une conclusion. Nous pouvons donc passer des années et des années à discuter de ce qu'est le droit et à nous demander s'il est applicable, prolongeant ainsi les souffrances actuelles, ou nous pouvons reconnaître la futilité de cette approche.

Le conflit ne sera pas non plus résolu en se référant constamment aux centaines de résolutions des Nations Unies sur la question. La référence constante à ces résolutions issues de longues négociations et volontairement ambiguës n'est rien d'autre qu'un prétexte pour éviter un débat de fond sur les réalités sur le terrain et sur la complexité du conflit. L'interprétation de l'une des résolutions les plus souvent citées, la résolution 242 (1967), a fait l'objet de vifs débats au cours des cinquante dernières années. Ce débat ne nous a pas rapprochés d'une paix durable et globale. Il n'a même pas comblé le fossé entre ceux qui interprètent la résolution 242 (1967) comme appelant au prétendu droit au retour et à l'indemnisation des Palestiniens déplacés et le fait que le monde choisit d'ignorer le sort du nombre à peu près égal de Juifs qui ont été expulsés ou forcés de quitter leur foyer dans les pays arabes à la suite de la guerre d'indépendance menée par Israël. La résolution 242 (1967) et d'autres résolutions ont peut-être été rédigées et votées dans le but sincère de mettre fin aux souffrances endurées par toutes les personnes impliquées dans ce conflit, mais nous devons reconnaître qu'elles n'ont pas réussi. Une paix globale et durable ne sera pas créée en invoquant le droit international ou ces résolutions peu claires et au libellé complexe.

Il en va de même pour le statut de Jérusalem. Il n'y a pas de consensus international au sujet de Jérusalem, et aucun consensus international ni aucune interprétation du droit international ne persuadera les États-Unis ou Israël qu'une ville où les Juifs ont vécu et prié pendant près de 3 000 ans et qui a été la capitale de l'État juif pendant 70 ans n'est pas aujourd'hui et pour toujours la capitale d'Israël. Jérusalem est une ville de trois confessions. Les droits de tous ceux qui souhaitent prier dans les lieux saints de la ville de Jérusalem doivent être protégés. Il est vrai que l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et l'Autorité palestinienne continuent d'affirmer que Jérusalem-Est doit être une capitale pour les Palestiniens. Mais n'oublions pas qu'une aspiration n'est pas un droit. Je prie le Conseil de ne pas lire dans cette déclaration quoi que ce soit au sujet du contenu du volet politique du plan. Je fais simplement une déclaration de fait. Les aspirations ont leur place à la table des négociations, et seules des négociations directes entre Israël et les Palestiniens peuvent résoudre la question de Jérusalem, si elle peut l'être. Elle ne sera pas résolue dans cette salle, au sein de cette institution ou dans toute autre capitale du monde. Cela ne veut pas dire que les Palestiniens ne peuvent pas aspirer à avoir une capitale à Jérusalem-Est, avec des solutions créatives qui tentent

de respecter les trois religions qui chérissent cette ville incroyable. Mais seules les parties elles-mêmes, par le biais de négociations directes, peuvent régler cette question et parvenir à une telle solution.

De nombreux participants à cette conversation continuent de revenir sur les événements de 1967, lorsque Israël a agi avec courage pour se défendre contre la menace qui pesait sur son existence même. Nombreux sont ceux qui préfèrent s'insurger contre les maux supposés de ce qu'ils appellent couramment une occupation illégale plutôt que d'aborder de manière constructive les différends qui caractérisent le conflit actuel. Ce n'est pas un dialogue productif. Le différend sur le territoire est une question qui ne peut être réglée que dans le cadre de négociations directes entre les parties. Et mon objectif est de ramener ces parties à la table des négociations. J'espère avoir l'appui du Conseil à cet égard.

Ceux qui ont utilisé comme une arme le terme « occupation » pour critiquer Israël ne font rien pour promouvoir une solution à ce conflit. En fait, ils compromettent gravement les chances de parvenir à la paix et d'améliorer la vie des Palestiniens et des Israéliens. Israël et les Palestiniens revendiquent certaines terres. Il s'agit d'un différend non résolu, et ce n'est que par des négociations directes entre les parties que nous aurons une chance de le régler et d'instaurer une paix globale. Ne perdons pas de vue le fait qu'Israël a déjà concédé au moins 88 % du territoire conquis dans la guerre défensive à laquelle il n'a eu d'autre choix que de participer en 1967. Nous appelons les dirigeants de l'OLP et de l'Autorité palestinienne à renoncer à rejeter en bloc un plan qu'ils n'ont même pas vu et à montrer leur volonté de s'engager de bonne foi dans un dialogue significatif avec Israël. Et nous appelons chacun des membres du Conseil de sécurité et chaque pays qui souhaite vraiment aider les Israéliens et les Palestiniens à parvenir à un accord de paix global à les encourager à revenir à la table des négociations.

La vision pour la paix que nous avons l'intention de présenter ne sera pas ambiguë, contrairement à de nombreuses résolutions qui ont été adoptées dans cette salle. Elle fournira suffisamment de détails pour que les gens puissent voir quels compromis seront nécessaires pour parvenir à une solution globale, réaliste et durable à ce conflit, un conflit qui a volé tant de potentiel aux Palestiniens, aux Israéliens et à l'ensemble de la région. Je demande à tous les membres de réserver leur jugement jusqu'à ce que nous publions, et que les membres du Conseil lisent, la soixantaine de pages qui détaillent

à quoi pourrait ressembler la paix. La réalisation de cette vision nécessitera des compromis difficiles de la part des deux parties si elles sont prêtes à faire de tels compromis, mais nous croyons que les deux parties y gagneront beaucoup plus qu'elles ne donneront.

Nous voulons tous que ce conflit soit résolu. Nous voulons tous aider ceux qui continuent à supporter le poids insoutenable de ce conflit, qu'il s'agisse des Palestiniens, des Israéliens ou de leurs nombreux amis et voisins dans la région. Commençons donc par reconnaître qu'il n'y a pas de raccourcis et que les histoires de consensus international, de légitimité internationale, d'arguments sur qui a raison et qui a tort en référence au droit international, et d'aspirations exprimées en tant que droits ne permettront pas d'instaurer la paix. Une solution ne peut être imposée aux parties. Des mesures unilatérales prises par des instances internationales et multilatérales ne résoudront en rien ce conflit. Soyons honnêtes avec nous-mêmes, avec les parties et avec la région : la seule voie à suivre est celle des négociations directes entre Israël et les Palestiniens.

Et ne perdons pas de vue non plus la profonde division qui existe entre les Palestiniens eux-mêmes – entre le Fatah et le Hamas – une question grave qui doit être résolue pour pouvoir progresser. Commençons un nouveau débat réaliste. Nous devons nous tourner vers l'avenir au lieu de nous attarder sur le passé. Construisons de véritables fondations de paix et travaillons à transformer véritablement des vies en nous disant la vérité directement les uns aux autres à la table des négociations.

M. Alotaibi (Koweït) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, nous remercions M^{me} Rosemary DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, de son exposé.

Tôt hier matin, Israël, Puissance occupante, a commencé à démolir des bâtiments à Wadi el-Hummus, dans le village de Sour Baher, à Jérusalem-Est, qui contiennent de nombreux appartements, déplaçant ainsi de nombreuses familles palestiniennes. Les opérations se poursuivent sous la protection de soldats israéliens. Une déclaration commune a été publiée par M. Jamie McGoldrick, Coordonnateur des opérations humanitaires des Nations Unies pour le territoire palestinien occupé, M^{me} Gwyn Lewis, Directrice des opérations de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, et M. James Heenan, Chef du Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

dans le territoire palestinien occupé, dans laquelle ils ont souligné les conséquences dramatiques de ces activités illégales et soulèvent la question de savoir ce qui pousse Israël, Puissance occupante, à adopter des politiques qui violent le droit international et les résolutions du Conseil de sécurité. La réponse est l'absence de respect du principe de responsabilité et le fait qu'Israël ignore les réactions des Nations Unies et de la communauté internationale. L'absence de responsabilité d'Israël pour ses actes est la cause sous-jacente de la détérioration de la situation dans les territoires occupés. Je mettrai donc l'accent sur la question de l'absence de respect par Israël du principe de responsabilité.

Premièrement, l'absence de respect du principe de responsabilité a conduit la Puissance occupante à poursuivre ses activités et pratiques expansionnistes de colonisation, notamment la confiscation de terres par la force, la confiscation de maisons palestiniennes et les déplacements forcés, qui ont atteint leur plus haut niveau ces dernières années, en violation flagrante des dispositions de la résolution 2334 (2016).

Deuxièmement, en l'absence d'un mécanisme de reddition de comptes efficace et solide, ces pratiques israéliennes sont de nature à accroître la violence et représentent une menace pour la vie des civils. Les raids et les détentions illégales se poursuivent, ainsi que l'incarcération de détenus pour une durée indéfinie sans inculpation.

Troisièmement, l'absence de respect du principe de responsabilité enhardit Israël et l'amène à poursuivre ses pratiques illégales dans les territoires occupés, en particulier à Al-Qods Al-Charif occupé, où l'objectif est d'effacer son identité religieuse et historique et de mettre fin à la présence palestinienne par des activités israéliennes et des raids répétés sur la mosquée Al-Aqsa, gardée par l'armée israélienne, ainsi que des pratiques autorisées par les tribunaux comme la destruction des bâtiments et des évictions forcées, comme dans le cas du village de Sour Baher.

Quatrièmement, l'absence de respect du principe de responsabilité a permis à Israël de jouir facilement de l'impunité et de poursuivre ses violations du droit international en recourant sans relâche à des mesures militaires. Nous rejetons donc ce comportement sans précédent, prémédité et provocateur d'Israël, qui vise à prolonger l'occupation et à compromettre les perspectives d'une solution prévoyant deux États.

Cinquièmement, l'absence de respect du principe de responsabilité et le refus d'Israël d'appliquer la résolution 1860 (2009) ont conduit à un blocus de 13 ans sur Gaza. La situation humanitaire à Gaza est précaire. Son économie connaît une profonde stagnation. Le taux de chômage a atteint 50 % ou plus, tandis que les restrictions empêchent les habitants de Gaza de gagner leur vie et compromettent leurs chances de recevoir des soins de santé adéquats, en particulier pour ceux qui ont été blessés lors de la Grande Marche pacifique du retour.

Sixièmement, en vertu du droit international humanitaire et de la quatrième Convention de Genève, les autorités israéliennes ont l'obligation de mettre en œuvre des mesures pour servir au mieux la population sous occupation. Cependant, Israël viole ces obligations et exploite un climat d'impunité, faisant fi de ses responsabilités en tant que Puissance occupante. Le pays continue de prendre des mesures unilatérales, dont les plus récentes sont le rejet du renouvellement de la Présence internationale temporaire à Hébron et sa décision de retenir une partie des recettes douanières palestiniennes. Nous appelons donc Israël à respecter ses obligations et ses accords bilatéraux avec l'Autorité palestinienne.

Septièmement, en ce qui concerne les difficultés financières rencontrées par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), nous demandons que soient donnés à l'Office les moyens de continuer à jouer son rôle dans la fourniture de services aux réfugiés dans les domaines de l'éducation, de la santé et des services sociaux. Il importe également de continuer à assurer l'appui financier nécessaire à l'UNRWA. L'État du Koweït restera l'un des principaux partenaires de l'Office. Nos contributions volontaires au cours des quatre dernières années s'élèvent à 113 millions de dollars.

En l'absence de responsabilité pour les violations quotidiennes et systématiques commises par Israël dans les territoires palestiniens occupés et à la lumière de la manipulation par Israël de cette situation, qui peut ainsi priver les Palestiniens de leurs droits légitimes et usurper et piller leurs terres et leurs biens, les perspectives de parvenir à une paix juste et durable dans la région sont compromises. Il est donc urgent de cesser d'agir comme si les droits du peuple palestinien n'étaient pas couverts par les lois et normes internationales.

En tant que membres du Conseil, nous avons la responsabilité particulière d'appliquer ses résolutions et de mettre fin aux violations du droit international et

de la Charte des Nations Unies perpétrées par Israël, Puissance occupante.

Enfin,, nous sommes attachés aux positions arabes, islamiques et internationales, selon lesquelles la paix est le choix stratégique et une solution durable et globale repose sur des paramètres tels que les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, le principe de l'échange de territoires contre la paix, la feuille de route du Quatuor et l'Initiative de paix arabe, et doit être mise en œuvre de manière à permettre aux Palestiniens de jouir de leurs droits politiques légitimes et de créer leur État indépendant sur leur territoire, avec Jérusalem-Est comme capitale.

M. Heusgen (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je serai relativement bref parce que nous tournons essentiellement en rond compte tenu du débat précédent que nous avons eu ici (voir S/PV.8557) et parce que je m'associe à la déclaration qui sera faite par le représentant de la Croatie au nom des États membres de l'Union européenne.

Je voudrais tout d'abord commencer par exprimer mon soutien à l'Organisation des Nations Unies. J'ai entendu ce que M^{me} Rosemary DiCarlo a dit dans son exposé et j'aimerais y revenir. Je souscris entièrement à ce qu'elle a dit, et je dois dire que j'ai également été très frappé par ce qu'elle a dit sur la trajectoire négative sur laquelle nous nous trouvons. Elle a parlé, entre autres, de violence, de colonisation, de démolition, de roquettes et de rhétorique provocatrice.

Le conflit israélo-palestinien est politique et sera résolu uniquement par une solution politique. L'Allemagne est favorable à une solution négociée prévoyant deux États, sur la base de paramètres convenus au niveau international et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Je voudrais répondre à cet égard à ce que le représentant des États-Unis vient de dire. En tant qu'Ambassadeur d'Allemagne, je dois dire que, pour nous, le droit international est pertinent; le droit international n'est pas futile. Nous croyons en l'Organisation des Nations Unies – c'est la raison pour laquelle nous avons cherché à devenir membre du Conseil de sécurité pour un mandat de deux ans. Nous croyons dans les résolutions du Conseil de sécurité; pour nous, ce sont des dispositions contraignantes du droit international.

Comme je l'ai dit, nous croyons en la force du droit international et nous ne croyons pas dans le droit du plus fort. Pour nous, le droit international n'est pas un

menu à la carte. En d'autres occasions, les représentants des États-Unis ont insisté sur le droit international et sur l'application des résolutions du Conseil de sécurité, comme celles sur la Corée du Nord. Nous appuyons sans réserve cette idée et, en tant que Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), nous travaillons très dur pour appliquer les résolutions du Conseil de sécurité à la lettre. Pour nous, la résolution 2334 (2016) – pour citer la plus récente résolution du Conseil de sécurité – a force de loi et reflète le consensus international. Ce sont les États-Unis qui se sont retirés du consensus international sur la résolution 2334 (2016).

En ce qui concerne la situation, l'Allemagne a participé à l'atelier de Bahreïn, car nous sommes intéressés par des mesures raisonnables qui favorisent la paix et stimulent l'économie. Mais je pense qu'une chose est claire : la prospérité sera hors de portée tant qu'elle ne sera pas fermement ancrée dans un cadre politique. Beaucoup de choses ont été dites au sujet des implantations, mais pas par le représentant des États-Unis dans son intervention. Pour nous, les activités de colonisation sont illégales en vertu du droit international. Elles sapent les perspectives d'une solution négociée prévoyant deux États. La rhétorique est allée au-delà des projets de colonisation. Nous entendons maintenant des discours faisant allusion à l'annexion possible de certaines zones de Cisjordanie. Nous sommes extrêmement préoccupés. L'Allemagne ne reconnaîtra aucune modification aux frontières de 1967, y compris en ce qui concerne Jérusalem; nous ne reconnaitrons que les changements qui sont le résultat de négociations.

S'agissant de la question des zones de peuplement, de l'approbation de projets de construction et des appels d'offres pour la construction de nouveaux logements en Cisjordanie et à Jérusalem, l'Allemagne est particulièrement préoccupée par la démolition et la saisie de structures appartenant à des Palestiniens en Cisjordanie et par l'expulsion de Palestiniens de leurs habitations dans des quartiers de Jérusalem-Est, tels que Cheik Jarrah, Silwan et Wadi el-Hummus. Nous avons vu des photos de zones où des démolitions ont lieu en ce moment même. De telles activités affectent les structures palestiniennes situées dans les zones A et B et créent un précédent qui menace les Accords d'Oslo. Nous appelons donc Israël à mettre fin à l'expansion des colonies, à la légalisation des avant-postes, aux démolitions, aux saisies et aux expulsions des structures appartenant à des Palestiniens.

Qu'il me soit permis de revenir au droit international et, plus précisément, à la résolution 2334 (2016), qui ne se réfère pas seulement aux activités de colonisation. Cette résolution mentionne également le terrorisme, la violence contre les civils, l'incitation, les actes de provocation et la rhétorique incendiaire. L'Allemagne condamne fermement toutes les attaques contre Israël. Les tirs de roquettes à partir de Gaza par le Hamas ou d'autres groupes sont inacceptables. L'Allemagne reste profondément attachée à la sécurité d'Israël en tant qu'État juif et démocratique. Nous ne resterons pas silencieux lorsque la sécurité ou le droit à l'existence d'Israël seront remis en question ou compromis. Pour la communauté internationale, la paix est mieux servie par le respect du droit international. Cela vaut pour la résolution 2334 (2016) et d'autres résolutions. C'est également vrai en ce qui concerne la crise dans le Golfe et en Iran. Je réaffirme que la mise en œuvre par tous de la résolution 2334 (2016) serait un pas dans la bonne direction.

Enfin, je voudrais faire référence à ce que vient de dire mon collègue koweïtien. Alors que nous travaillions sur la résolution 2334 (2016), nous avons estimé que l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) était indispensable pour répondre aux besoins fondamentaux des réfugiés palestiniens. L'Allemagne est fière d'avoir été le principal donateur bilatéral de l'UNRWA l'année dernière.

M. Mabhongo (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé aujourd'hui.

Ces dernières semaines, des rapports inquiétants ont fait état d'une augmentation du nombre d'expulsions, de confiscations et de démolitions de biens palestiniens à Jérusalem-Est et en Cisjordanie. Des maisons et des structures dans les quartiers palestiniens de Jérusalem-Est sont en train d'être démolies et les activités de peuplement se poursuivent dans l'ensemble du territoire palestinien occupé. Depuis 2009, plus de 6 100 structures palestiniennes ont été détruites, entraînant le déplacement de plus de 9 400 personnes. Depuis 2009, aucune mesure n'a été prise pour remédier à ces injustices.

L'Afrique du Sud est particulièrement préoccupée par la poursuite des excavations sous le quartier de Silwan à Jérusalem-Est, dont la population est majoritairement palestinienne. Ces actions de la part du Gouvernement israélien ne sauraient être tolérées. Il incombe au Conseil de sécurité, dans le cadre de son devoir de maintenir la paix et la sécurité internationales,

de condamner ces actes et de demander à Israël d'y mettre fin avec effet immédiat. Le Conseil de sécurité se doit de faire une déclaration ou d'agir face aux violations persistantes du droit international et des résolutions par Israël. Il doit assumer ses responsabilités en vertu de la Charte des Nations Unies et agir en conséquence.

Nelson Mandela a défendu sans ambiguïté la solution des deux États, conformément au droit international, comme le prévoient les résolutions du Conseil de sécurité et les décisions de la Cour internationale de Justice. Évoquant l'histoire de l'Afrique du Sud et la situant dans un monde interconnecté, Nelson Mandela a déclaré : « Nous ne savons que trop bien que notre liberté est incomplète sans celle des Palestiniens ». Nelson Mandela était aussi un ami des enfants et des jeunes. Dans ce contexte, nous voudrions axer le reste de notre déclaration sur le sort des jeunes en Palestine et l'impact de l'occupation sur la vie de la nouvelle génération.

Les jeunes Palestiniens représentent 27 % de l'ensemble de la population palestinienne. Les tendances démographiques indiquent qu'à l'avenir les jeunes constitueront une proportion toujours croissante de la société palestinienne. Du fait de l'occupation de longue date par l'État d'Israël, la réalité quotidienne des jeunes Palestiniens est marquée par l'oppression, la violence et les privations.

Les points de contrôle militaires et le mur de séparation illégal ont limité les échanges commerciaux entre la Palestine et d'autres pays, en particulier dans la région, réduisant les possibilités d'emploi des Palestiniens et limitant la circulation des personnes et des biens à destination et en provenance de Cisjordanie et de Gaza, ce qui a des répercussions néfastes sur le bien-être social et économique et sur l'avenir des jeunes de Palestine.

En raison de cette situation alarmante, et motivés par le désespoir, un nombre croissant de jeunes Palestiniens reconsidèrent leur manière de s'engager politiquement. Dans le même temps, nous notons que la jeunesse palestinienne s'est positionnée à l'avant-garde de la Grande Marche du retour, dans le cadre de laquelle elle a organisé régulièrement des manifestations non violentes le long de la frontière de Gaza, même si elle a subi de plein fouet une réaction israélienne violente et disproportionnée qui a entraîné la mort de plus de 200 manifestants non armés. Ces activités non violentes prouvent que les jeunes Palestiniens veulent reconquérir leurs aspirations légitimes d'une manière réfléchie. Elles démontrent leur capacité à

s'engager dans des activités pacifiques pour exprimer leurs besoins et leurs espoirs.

Nous devons saisir cette occasion pour devenir les partenaires de la jeunesse palestinienne et reconnaître son rôle potentiel en tant qu'agent de changement dans le règlement de la crise sur leurs terres. À cet égard, nous devons également reconnaître le rôle important que l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) joue dans la vie de tous les Palestiniens, et en particulier dans la vie des jeunes. L'Afrique du Sud se félicite donc des engagements pris récemment à la conférence pour les annonces de contributions de juin en faveur de l'UNRWA. Nous réaffirmons que cet appui humanitaire crée les conditions qui contribuent à atténuer la situation désastreuse dans laquelle se trouve le peuple palestinien. Les enfants de la région - qu'ils soient palestiniens, israéliens, chrétiens, musulmans ou juifs - ont tous le droit de vivre en paix et en sécurité aux côtés les uns des autres.

En conclusion, alors que nous pleurons le décès prématuré hier du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Yukiya Amano, nous saluons son engagement en faveur du Plan d'action global commun. Ce plan est un accord international global qui apporte une grande valeur à la paix et la sécurité internationales. Il favorise la transparence. Grâce à une série de rapports de l'AIEA, il renforce également la confiance dans le programme nucléaire iranien.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo de son exposé sur la situation dans les territoires palestiniens occupés.

Le Moyen-Orient est au cœur de la politique internationale et la région est en proie à une multitude de crises, anciennes et nouvelles. Ces derniers jours, les tensions ont augmenté dans le golfe Persique. À notre avis, elles sont artificiellement amplifiées. Cette crise met en péril la paix et la sécurité régionales, ainsi que les efforts internationaux visant à régler les conflits régionaux. Dans le contexte d'un échange continu d'accusations, une présence militaire est en train de s'établir, y compris de la part d'États situés au-delà de la région, ce qui crée le risque d'un affrontement armé. Tout incident pourrait déclencher un conflit aux conséquences dévastatrices.

Nous appelons toutes les parties prenantes à prendre des mesures pour désamorcer la situation et résoudre leurs problèmes par des moyens politiques et diplomatiques. Avant tout, cela présuppose la fin des ultimatums, des sanctions et des menaces. Il devient d'autant plus nécessaire de mettre en place un mécanisme durable pour la sécurité collective dans la région sur la base d'un dialogue équitable. L'initiative russe pertinente vise en effet à sortir de l'impasse dans ces conflits et à élaborer des mesures de confiance et de contrôle.

Cependant, au centre des problèmes auxquels la région est confrontée figure le règlement de la question du Moyen-Orient. Pour notre part, nous ne ménageons aucun effort pour promouvoir un règlement de la série de questions complexes relatives à la crise au Moyen-Orient et appelons toutes les parties prenantes à faire de même. Nous sommes prêts à organiser une rencontre des dirigeants d'Israël et de la Palestine à cet égard. Nous prenons des mesures pour contribuer à rétablir l'unité interpalestinienne et nous saluons les efforts déployés par nos collègues égyptiens à cette fin.

Une action internationale dynamique s'impose pour alléger la situation humanitaire catastrophique qui règne dans la bande de Gaza. Dans le même temps, toute assistance à la zone doit être apportée en coordination avec les autorités légitimes palestiniennes relevant du Président Abbas et doit être conforme à la tâche à accomplir, à savoir restaurer l'unité palestinienne.

Dans ce contexte, nous devons envoyer une mission du Conseil de sécurité dans la région, ce qui n'a que trop tardé. Elle doit être conçue de manière à instaurer la confiance et à faciliter la reprise de négociations entre les parties afin d'empêcher l'anéantissement des efforts déjà entrepris par la communauté internationale pour assurer les conditions propices à la mise en œuvre du seul règlement viable, à savoir un règlement fondé sur le droit international. Cette base a été conçue par le Conseil de sécurité; il s'agit du véritable consensus international, dont le représentant des États-Unis a mentionné l'absence. Ce consensus international, c'est le droit international, car les résolutions du Conseil de sécurité constituent le droit international; elles doivent tout simplement être respectées. Toute révision de ce consensus international est également entre les mains du Conseil de sécurité. La question, ce n'est pas l'absence de consensus international, mais le mépris total des États-Unis à son égard. Je me demande si le

représentant des États-Unis comprend où le mèneront une telle médiation, une telle approche et une telle base.

Nous rejetons la pratique consistant à monopoliser les efforts politiques et diplomatiques. Nous proposons de revenir à la pratique éprouvée des efforts multilatéraux, notamment à l'implication du Quatuor des médiateurs internationaux pour le Moyen-Orient en tant que mécanisme unique en son genre pour promouvoir un règlement au Moyen-Orient. Aucune mesure unilatérale ne peut remplacer les principes fondamentaux d'une solution prévoyant deux États, de l'échange de territoires contre la paix et de l'Initiative de paix arabe, ni modifier le statut des territoires occupés, y compris du Golan syrien.

Nous continuerons de contribuer à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Les activités de l'UNRWA sont de nature humanitaire, mais aussi politique, compte tenu de leur important effet stabilisateur sur les territoires palestiniens et sur les pays du Moyen-Orient.

Outre la question palestinienne, les crises régionales de date plus récente attendent toujours d'être réglées. Les opérations antiterroristes menées en Syrie, avec la participation des forces aérospatiales russes, ont permis de progresser dans la lutte contre le terrorisme. L'éradication des foyers terroristes en Syrie est dans l'intérêt des États du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, mais également des pays d'Europe, car elle réduit le niveau des menaces terroristes ainsi que le flux de migrants. L'initiative du Président Poutine tendant à forger un large front antiterroriste reste d'actualité.

Nous travaillons actuellement à élaborer un règlement politique en Syrie en collaboration avec l'ONU et dans le cadre du processus d'Astana. Nous sommes favorables au déploiement d'efforts régionaux communs. Il est désormais essentiel de s'attaquer aux questions de relance socioéconomique en République arabe syrienne sans conditions préalables. Par ailleurs, nous devons régler les problèmes liés aux réfugiés et abandonner la pratique consistant à les détenir de force dans des pays tiers.

L'attention générale est actuellement focalisée sur la situation en Libye. Nous restons convaincus que la seule façon d'aider le peuple libyen à sortir de la crise est de consolider les positions des acteurs internationaux. La situation actuelle est la conséquence des interventions militaires étrangères. Celles-ci, bien qu'elles aient

visé à évincer un régime indésirable, aboutissent à l'élimination totale des structures étatiques dans le pays. Nous exhortons toutes les parties prenantes libyennes à coopérer avec l'ONU et à s'abstenir de promouvoir des objectifs unilatéraux, et appelons les acteurs extérieurs à respecter les règles.

La crise libyenne a conduit à l'émergence de nouveaux phénomènes, tels que les vagues migratoires. Toutefois, on ne doit pas régler ce problème en luttant contre les flux migratoires, mais plutôt en créant des conditions de vie acceptables pour les migrants dans leur pays d'origine. Une telle approche est tout aussi pertinente dans le cas du Yémen, où toutes les parties doivent agir dans le cadre des initiatives unificatrices de l'ONU afin de trouver un règlement politique et de rétablir l'existence d'un État.

La récente mission du Conseil de sécurité au Moyen-Orient a montré que l'Iraq a besoin d'une attention internationale vigilante et d'assistance dans de nombreux domaines de la vie sociopolitique. Un autre résultat important de la mission a été de nous avoir clairement montré à tous que les parties régionales doivent contribuer à la désescalade de la situation dans le golfe Persique. Personne ne veut d'une guerre là-bas ni n'en a besoin.

La Russie maintient des relations amicales et constructives avec tous les pays de la région, sans exception. Nous contribuerons activement à stabiliser la situation au Moyen-Orient et sommes prêts à agir avec toutes les parties intéressées à cette fin. Nous demandons à tous de participer aux efforts collectifs.

M^{me} Wronecka (Pologne) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo de son exposé détaillé.

Par ailleurs, je voudrais m'associer à la déclaration qui sera prononcée ultérieurement par le représentant de la Croatie au nom des États membres de l'Union européenne.

Malgré nos appels constants à la reprise de négociations de fond entre les parties et à la restauration d'un processus politique pour régler le conflit, nous n'avons constaté aucun progrès. Au contraire, la situation sur le terrain devient extrêmement préoccupante. L'évolution récente de la situation dans la bande de Gaza et en Cisjordanie nous rappelle la menace imminente d'une escalade de grande ampleur, qu'il faut éviter à tout prix.

La priorité de la communauté internationale doit être de rétablir un horizon politique pour la reprise d'un véritable processus de paix. Nous pensons qu'une solution négociée prévoyant deux États et le règlement de toutes les questions relatives au statut final, y compris Jérusalem, les colonies de peuplement, l'avenir des réfugiés palestiniens et les accords relatifs aux frontières et à la sécurité, demeurent le seul moyen de répondre aux aspirations légitimes des deux parties et d'instaurer une paix durable.

Nous continuons d'appuyer les paramètres convenus essentiels qui sont fondés sur le respect des principes internationaux et du droit international. Les paramètres pour le règlement du conflit sont bien connus et internationalement reconnus, et notre délégation les a exposés en détail à de nombreuses occasions. Nous appelons les deux parties à s'abstenir de prendre des mesures unilatérales qui préjugent de l'issue des négociations sur le statut final et attendons d'elles qu'elles démontrent, par leurs actions et leurs politiques, leur attachement à la paix. Nous condamnons tous les actes de violence, le terrorisme et l'incitation à la violence et à la haine, qui sont fondamentalement incompatibles avec la promotion d'une solution pacifique prévoyant deux États.

Nous restons convaincus que c'est seulement en reprenant des négociations bilatérales sérieuses, fondées sur le droit international et sur les résolutions pertinentes, qui résument les paramètres convenus au niveau international, qu'il sera possible d'apporter une contribution positive à ce processus. C'est la seule voie vers une solution prévoyant deux États et vers le règlement de toutes les questions relatives au statut final. Malheureusement, la situation sur le terrain continue de se détériorer, la solution des deux États continuant de fait à être démantelée pièce par pièce, en particulier en raison de l'expansion incessante des colonies de peuplement. Actuellement, nous sommes très proches du point où la création d'un État palestinien viable serait difficile, voire impossible.

La position de la Pologne sur la politique de colonisation israélienne dans le territoire palestinien occupé est claire et reste inchangée. C'est aussi la position bien connue de l'Union européenne. Toute activité de peuplement est illégale en vertu du droit international. Non seulement elle compromet la viabilité de la solution des deux États et les perspectives d'une paix durable, mais elle constitue un obstacle à la paix.

Outre les actions visant à étendre les colonies de peuplement, la démolition de biens palestiniens par

les autorités israéliennes, le transfert forcé de résidents et les tentatives de légalisation des avant-postes en Cisjordanie continuent de compromettre gravement la possibilité d'une solution viable prévoyant deux États. À cet égard, nous sommes extrêmement préoccupés par la démolition prévue des villages palestiniens de Khan el-Ahmar et de Sour Baher, et nous demandons à nouveau à Israël de renoncer une fois pour toute à ces plans.

Nous suivons de près les discussions menées par l'Égypte en vue de la réconciliation entre Palestiniens et nous espérons que le processus aboutira. Nous exhortons donc toutes les factions palestiniennes à œuvrer de concert pour réaliser des progrès durables et permettre à l'Autorité palestinienne d'assumer à nouveau entièrement ses responsabilités à Gaza. Une autorité palestinienne légitime et unique est un élément essentiel pour l'unité d'un futur État palestinien et la base d'un accord de paix viable.

Pour terminer, je voudrais souligner le rôle de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Nous saluons les efforts collectifs de la communauté internationale visant à permettre à l'UNRWA de s'acquitter de son mandat, qui est de fournir secours, développement et services de protection essentiels aux réfugiés palestiniens et aux Palestiniens déplacés par le conflit. L'UNRWA reste, pour nous, un contributeur clef qui fournit aide humanitaire, stabilité et sécurité à la région.

M. Wu Haitao (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé.

La situation actuelle au Moyen-Orient est instable. Les incertitudes se sont visiblement accrues. S'agissant des questions brûlantes dans la région, la communauté internationale doit restée attachée à une solution politique, promouvoir le dialogue et la négociation, adopter une approche constructive pour gérer la situation, et tenir compte des droits et des intérêts légitimes des parties concernées.

La question de Palestine est au cœur de la crise au Moyen-Orient. Elle est à l'origine de tous les problèmes liés à la région du Moyen-Orient. Défendre les droits et les intérêts légitimes des Palestiniens est une responsabilité conjointe de la communauté internationale.

Présentement, le processus de paix au Moyen-Orient est dans l'impasse, tandis que la rhétorique

incendiaire et les actes d'hostilité s'accroissent. La construction de colonies de peuplement et la démolition de structures palestiniennes se poursuivent, et la crise humanitaire à Gaza s'aggrave. La Chine est profondément préoccupée par ces tendances. Je voudrais donc souligner les points suivants.

Premièrement, la résolution 2334 (2016) doit être effectivement mise en œuvre. Les récents affrontements dans le village de Sour Baher, à Jérusalem, ont suscité une attention accrue de la part de la communauté internationale. Les parties concernées doivent immédiatement arrêter la démolition de maisons palestiniennes et la destruction de biens palestiniens, cesser toutes les activités de peuplement dans les territoires occupés, et prendre des mesures pour prévenir la violence contre les civils. Toutes les actions en justice et les initiatives unilatérales visant à légaliser les colonies de peuplement doivent cesser immédiatement, et des mesures concrètes doivent être prises pour éliminer leur incidence concrète sur le terrain afin d'éviter d'affaiblir les perspectives d'une solution à deux États.

Deuxièmement, nous devons défendre le multilatéralisme et faire respecter l'équité et la justice en promouvant une solution globale, juste et durable. La solution à deux États est le seul moyen viable de résoudre les problèmes entre la Palestine et Israël. L'Initiative de paix arabe, le principe de l'échange de territoires contre la paix et les résolutions pertinentes du Conseil offrent des paramètres fondamentaux pour résoudre le conflit et doivent sous-tendre les efforts de la communauté internationale visant à promouvoir une reprise rapide des négociations entre les deux parties en vue de l'établissement, à terme, d'un État palestinien pleinement souverain, basé sur les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale. Toute nouvelle initiative doit respecter ces principes directeurs internationaux de base, et tous les pays qui ont une influence majeure dans la région du Moyen-Orient doivent jouer un rôle constructif s'agissant de créer les conditions nécessaires à la reprise des pourparlers.

Troisièmement, il faut porter une vive attention à l'objectif d'améliorer la situation économique et humanitaire en Palestine. La Chine se déclare encore une fois préoccupée par la retenue des recettes fiscales perçues au nom de la Palestine et appelle les parties concernées à honorer leurs obligations souscrites au titre des traités internationaux pertinents, y compris le Protocole relatif aux relations économiques entre le Gouvernement de l'État d'Israël et l'Organisation de libération de la

Palestine, à mettre pleinement en œuvre les résolutions pertinentes du Conseil, et à lever rapidement et complètement le blocus imposé à Gaza. La communauté internationale doit continuer à renforcer son soutien à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, en vue d'améliorer la situation humanitaire des réfugiés palestiniens. La Chine a déjà annoncé qu'elle augmenterait sa contribution annuelle à l'Agence, la portant à 1 million de dollars cette année. Nous fournirons aussi une aide au peuple palestinien par des voies bilatérales, notamment des projets d'assistance pour les réfugiés palestiniens dans les pays de la région.

M. Pecsteen de Buytswerve (Belgique) : La Belgique soutient la déclaration qui sera faite au nom des membres de l'Union européenne.

Je voudrais tout d'abord remercier la Secrétaire générale adjointe, M^{me} Rosemary DiCarlo, pour son exposé.

La situation sur le terrain se dégrade de jour en jour, avec la poursuite de la politique de colonisation comme un de ses principaux catalyseurs. Cette politique, accompagnée de mesures telles que des déplacements forcés, des expulsions et des démolitions, est illégale au regard du droit international.

Nous condamnons la destruction, le 4 juillet, des installations d'un projet humanitaire d'Oxfam financé par la Belgique dans le village de Khirbet Ad-Duqaiqah, qui comprenait, entre autres, trois réservoirs d'eau et au moins 2500 arbres. Ce projet soutenait trois communautés et visait à étendre l'utilisation des terres par la réhabilitation de réserves d'eau et par des techniques de gestion des pâturages. Trente-cinq familles ont été touchées par les destructions, dont 63 % de jeunes. Et ceci, ce n'est pas de la rhétorique, ce ne sont pas des slogans, ce sont des faits. La Belgique rappelle que la destruction de biens et d'objets nécessaires à la survie de la population civile est contraire au droit international humanitaire.

Dans la même veine, nous condamnons les récentes démolitions et expulsions dans le quartier de Silwan, à Jérusalem-Est, ainsi que les démolitions massives d'immeubles, hier, dans la communauté de Sour Baher, en majorité situés en zones A et B de Cisjordanie, mais du côté ouest du mur de séparation. Ces destructions illustrent une nouvelle fois les pressions exercées sur la présence palestinienne à Jérusalem-Est et dans sa périphérie immédiate. Elles contribuent à un changement

significatif du caractère démographique de la ville de Jérusalem, qui porte préjudice aux négociations sur le statut final de cette ville comme capitale de deux États. La poursuite de cette politique remet en question la perspective d'une solution à deux États.

Une autre préoccupation immédiate concerne la crise financière dans laquelle se trouve l'Autorité palestinienne. Nous attendons que les accords économiques et budgétaires entre Israël et l'Autorité palestinienne soient pleinement mis en œuvre, y compris les obligations d'Israël au titre du Protocole de Paris. Il est important que l'Autorité palestinienne continue d'accepter entre-temps les transferts fiscaux à titre provisoire, ce qui ne constitue en aucun cas une approbation juridique ou politique des déductions israéliennes.

La situation sécuritaire à Gaza continue de nous préoccuper. Nous appelons les parties à continuer à observer la plus grande retenue et à respecter le cessez-le-feu, établi grâce aux efforts de l'Égypte et du Coordonnateur spécial des Nations Unies.

La crise sociale, économique et humanitaire à Gaza doit trouver une solution politique, globale et durable. Cela implique un changement fondamental, qui comprenne notamment la levée du blocus et l'ouverture des points de passages, tout en tenant compte des préoccupations légitimes d'Israël quant à sa sécurité. Une solution politique à la crise actuelle exige également le retour de ce territoire sous le contrôle de l'Autorité palestinienne. Nous appelons les parties à reprendre un dialogue constructif et saluons les efforts égyptiens et russes entrepris à cet égard.

Le mois dernier, les États-Unis ont présenté une série de mesures économiques intitulées « Peace to Prosperity », lors d'un atelier organisé à Manama avec le Bahreïn. Nous avons pris note de la reconnaissance, lors de la présentation de ce plan, de la nécessité d'intégrer ces mesures dans un plan politique. En effet, comme nous l'avons déjà souligné, la paix ne peut être globale, juste et durable que si elle rencontre l'aspiration légitime de chacune des parties à réaliser son destin national dans la paix et la sécurité, au sein d'une région stabilisée. La perspective à laquelle la communauté internationale doit œuvrer est bien la coexistence de deux États, avec la ville de Jérusalem comme future capitale de ceux-ci, conformément aux paramètres internationalement agréés – et oui, ils ont bien été internationalement agréés. Cette perspective peut être soutenue par des mesures économiques, mais ces mesures économiques ne peuvent se substituer à une solution politique. La fin

de l'occupation, le libre accès des Palestiniens à leurs terres et à leurs ressources, la liberté de mouvement et d'accès à l'ensemble du territoire et la capacité à s'intégrer dans un marché régional sont essentiels afin de permettre à l'économie palestinienne de se développer au mieux.

En conclusion, il est temps, plus que jamais, que les parties reprennent la voie du dialogue et agissent pour bâtir la paix. Nous sommes convaincus qu'il en va de l'intérêt bien compris d'Israël et des Palestiniens. Dans ce cadre, la Belgique réitère le rôle clef du Conseil de sécurité en tant que garant de toute solution globale, juste et durable, dans la ligne de ses précédentes résolutions et du plein respect du droit international. Comme le Représentant permanent de l'Allemagne l'a très bien dit, nous croyons en effet dans le droit international; nous croyons qu'il doit être respecté. La Belgique continuera donc à œuvrer dans ce sens, au Conseil et conjointement avec nos amis palestiniens et israéliens.

M. Ipo (Côte d'Ivoire) : Ma délégation salue la tenue de cette séance d'information sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne. Elle félicite M^{me} Rosemary DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, pour son exposé qui éclaire, une fois de plus, le Conseil sur les défis à relever dans la quête de la paix et de la stabilité durables dans cette région.

L'enlèvement de la crise israélo-palestinienne constitue une source de vive préoccupation pour la Côte d'Ivoire, en raison des violences récurrentes et de l'échec des multiples initiatives de paix de la communauté internationale. Ces éruptions de violences ont, au fil des ans, érodé les possibilités de compromis sans lesquels aucune paix durable n'est envisageable et ont contribué à la détérioration progressive de la situation sécuritaire et humanitaire.

Mon pays, qui a toujours prôné le règlement pacifique des différends par le dialogue, appelle à nouveau toutes les parties à donner une chance à la paix, comme elles l'ont fait dans le cadre des Accords d'Oslo. À cet égard, la communauté internationale devra poursuivre sans relâche ses efforts de médiation afin d'obtenir la reprise, sans conditions, des négociations entre les différentes parties.

La Côte d'Ivoire voudrait réaffirmer son attachement à la sécurité de l'État d'Israël, ainsi qu'au droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination et, par voie de conséquence, son soutien à la solution

à deux États coexistant pacifiquement dans le cadre des frontières de 1967. La relance du dialogue entre Israéliens et Palestiniens apparaît donc bien plus qu'une nécessité. Elle est avant tout une urgence politique et sécuritaire, dont la satisfaction contribuerait à prévenir de nouvelles flambées de violences.

Tout comme l'impasse politique actuelle et ses conséquences sécuritaires, la situation humanitaire dans les territoires palestiniens demeure préoccupante. Le chômage des jeunes, l'épuisement des stocks de médicaments, les pénuries d'eau et d'électricité, notamment dans les hôpitaux et autres structures publiques, ainsi que l'insuffisance des réserves de combustible destinées à la désalinisation de l'eau de mer qui alimente la ville de Gaza, constituent autant de fragilités susceptibles de pousser une frange de la population au désespoir et à la radicalisation. Cette situation pourrait davantage se détériorer si l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), qui fournit une assistance à plus de 3 millions de Palestiniens, ne retrouve pas un niveau de financement lui permettant de répondre aux besoins des populations en détresse. Mon pays salue donc la tenue de la conférence annuelle des donateurs, le 25 juin à New York, et souscrit à l'appel du Secrétaire général en faveur de la mobilisation des ressources, à l'effet de combler le déficit d'environ 211 millions de dollars du budget annuel de l'UNRWA.

Pour conclure, la Côte d'Ivoire réaffirme sa conviction que le dialogue reste la seule voie pour une résolution définitive de la crise israélo-palestinienne. Aussi exhorte-t-elle la communauté internationale à œuvrer davantage pour ramener les deux parties à la table des négociations, en vue de parvenir à des compromis susceptibles de favoriser le retour de la paix et de la stabilité durables dans la région.

M. Esono Mbengono (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Je tiens tout d'abord à remercier la délégation péruvienne d'avoir inscrit cet important débat au programme de sa présidence. Nous remercions la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, M^{me} Rosemary DiCarlo, de son exposé détaillé et éclairant. Nous nous félicitons également de la présence de la délégation israélienne, ainsi que de celle de toutes les autres délégations qui se sont inscrites pour prendre part à ce dialogue.

La situation au Moyen-Orient a toujours été un sujet de grande préoccupation pour la République de Guinée équatoriale. Nous regrettons que, malgré les

diverses initiatives qui ont été formulées, l'important soutien financier offert et la série d'opérations de maintien de la paix qui ont été déployées dans la région, l'ONU et la communauté internationale n'aient pas réussi à trouver une solution durable aux problèmes politiques causés par les conflits et les guerres en cours dans différents secteurs de la région. La présente décennie touche à sa fin et l'avenir des peuples syrien, yéménite et libyen reste pour ainsi dire incertain. Des millions de personnes dans ces pays et dans d'autres secteurs de la région vivent toujours sous la menace des armes et espèrent qu'un jour leurs représentants politiques viendront à bout de leurs divergences et trouveront une solution durable propre à faciliter une coexistence positive et le développement de leurs peuples respectifs.

En ce qui concerne la question à laquelle se heurtent Israéliens et Palestiniens, qui a des ramifications indéniables dans toute la région, ma délégation regrette qu'aucun changement ni progrès significatif n'ait été constaté récemment. L'année écoulée a été relativement incendiaire, à compter du début de la Grande Marche du retour, et cette dynamique d'insécurité s'est prolongée jusqu'au semestre dernier, notamment aggravée par les actes d'insurrection à Gaza, sous la houlette du Hamas, et par les mesures politiques concrètes prises par Israël depuis le début de l'année concernant certaines questions comme le non-renouvellement de la Présence internationale temporaire à Hébron, ou la rétention des impôts et taxes perçus pour l'Autorité palestinienne. Tout cela n'a fait qu'attiser la haine et encourager la violence entre les parties.

Alors que nous entrons dans la seconde moitié de l'année, nous souhaitons appeler les parties à s'abstenir de toute action unilatérale susceptible d'inciter à la violence. Comme nous l'avons déjà dit, ce conflit a connu des moments plus graves dans le passé, avec des scènes particulièrement sanglantes et destructrices. Cela étant, ces terribles épisodes historiques n'ont pas abouti aux garanties de sécurité souhaitées par les Israéliens, pas plus qu'ils n'ont facilité l'établissement d'un État palestinien reconnu par Israël. Par conséquent, la violence n'est pas et ne sera jamais le meilleur moyen de régler ce différend entre les deux parties.

Selon une étude menée en 2016 par l'Institut israélien pour la démocratie et le Centre palestinien de recherche et d'études politiques, la majorité des Israéliens et des Palestiniens préféreraient par-dessus tout la solution des deux États pour résoudre le conflit. Par ailleurs, une majorité considérable de la population

israélienne estime que la demande palestinienne tendant à créer un État indépendant est légitime, et qu'Israël peut accepter la création de cet État.

La plupart des Palestiniens et des Israéliens considèrent que la Cisjordanie et la bande de Gaza sont le lieu idéal pour créer un hypothétique État palestinien dans le cadre de la solution des deux États. Toutefois, il existe d'importants points de désaccord, tels que la forme que prendrait un accord final et le niveau de crédibilité que chaque partie accorde à l'autre.

Les résultats de cette étude scientifique coïncident avec la vision de l'ONU sur la question. Ma délégation a toujours montré son attachement aux décisions de l'Organisation. Les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale doivent servir de référence aux Israéliens et aux Palestiniens, ainsi qu'à tout autre acteur international qui souhaite apporter sa contribution pour trouver une solution juste à ce conflit.

C'est pourquoi la Guinée équatoriale recommande que la solution des deux États soit négociée directement entre les Israéliens et les Palestiniens, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, et dans le cadre de l'Initiative de paix arabe. Une solution juste fondée sur le dialogue suppose sans doute qu'aucune des parties ne pourra satisfaire toutes ses aspirations et exigences, et c'est justement là l'essence d'un dialogue sincère. Le statut final de Jérusalem doit être l'aboutissement de ces négociations.

La Guinée équatoriale considère que les revendications historiques des Palestiniens sont justes, conformément aux diverses déclarations de l'Union africaine sur la question. Cependant, nous estimons également qu'Israël a le droit de vivre en paix et en sécurité. La Palestine et Israël doivent respecter leur droit mutuel d'exister, et s'abstenir de prendre toute mesure susceptible d'aggraver la situation.

Je ne saurais terminer sans exprimer notre préoccupation à l'égard des 2 millions de Palestiniens de la bande de Gaza, dont les conditions de vie exigent toujours le retour de l'Autorité palestinienne dans cette enclave. À cet égard, la délégation équato-guinéenne souligne qu'il importe que la communauté internationale continue d'appuyer les efforts de réconciliation intrapalestinienne menés par l'Égypte et l'ONU. Les pays influents dans la région doivent user de leur statut pour trouver une solution juste et durable.

Enfin, nous appelons la communauté internationale à continuer de financer l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, dont la situation économique doit encore être renforcée, afin qu'il puisse mieux remplir son rôle vital.

M^{me} Pierce (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Si vous me le permettez, Monsieur le Président, je voudrais aborder un sujet différent. Je voudrais me joindre au Secrétaire général pour exprimer notre profonde tristesse à la suite du décès du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, M. Yukiya Amano, et lui rendre hommage pour le travail inlassable qu'il a mené en faveur de la paix. Nous adressons nos plus sincères condoléances au Japon, à sa famille et à ses amis.

Pour en venir au débat d'aujourd'hui, je voudrais commencer, comme d'autres de mes collègues, par parler de la récente conférence intitulée « De la paix à la prospérité », qui s'est tenue à Bahreïn à la fin du mois de juin. Les efforts déployés par les États-Unis pour soutenir le développement de l'économie palestinienne sont les bienvenus. Il est indispensable d'améliorer la vie quotidienne et les perspectives des Palestiniens à Jérusalem-Est, en Cisjordanie et à Gaza.

Entre 2018 et 2023, le Royaume-Uni va doubler son aide aux territoires palestiniens occupés. Nous contribuons à remédier aux restrictions à la circulation et à l'accès, et à améliorer l'approvisionnement en eau et en énergie, en particulier à Gaza. Nous appuyons également les efforts en ce sens.

Comme d'autres l'ont relevé, il est bien entendu essentiel que des progrès politiques soient accomplis afin d'offrir aux Palestiniens de nouvelles perspectives économiques, et nous encourageons le Gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne à collaborer avec la communauté internationale pour trouver des solutions qui améliorent effectivement la situation sur le terrain. Ce que M. Greenblatt a dit sur le volet politique des propositions est une garantie encourageante.

À titre d'information, la position du Royaume-Uni sur la solution des deux États demeure inchangée. Toutefois, dans l'attente de progrès politiques, je tiens simplement à souligner que des mesures doivent être prises pour faire face aux restrictions imposées à l'économie palestinienne par l'occupation israélienne. Nous voulons que les possibilités de commerce extérieur pour les Palestiniens augmentent, que les restrictions à

la circulation interne et à l'accès diminuent, et que des investissements durables soient réalisés dans les infrastructures hydrauliques et énergétiques. Nous voulons également que la viabilité financière de l'Autorité palestinienne soit assurée.

Dans la perspective de nouvelles négociations, il est évidemment essentiel de créer un environnement propice, ce qui signifie que nous avons besoin d'un engagement réel et fort de la part des deux parties, qui doivent notamment cesser de miner la confiance et de menacer la viabilité de la solution des deux États.

C'est pourquoi nous exhortons l'Autorité palestinienne à traiter les allégations d'incitation à la haine, notamment dans les programmes scolaires, et à réformer le système de rémunération des détenus, en veillant à ce qu'il soit fondé sur les besoins, transparent et abordable. Nous demeurons profondément préoccupés, comme en témoignent également les déclarations d'autres orateurs aujourd'hui, par la poursuite des colonies de peuplement israéliennes, notamment par les plus de 200 logements construits à Gilo le 10 juillet dernier, et par les approbations rétroactives d'avant-postes non autorisés. Les colonies sont illégales et mettent en péril la viabilité physique d'un futur État palestinien. Les violences commises par les colons, les démolitions de biens palestiniens et les expulsions de Palestiniens de leurs maisons doivent être réellement combattues et condamnées.

Les démolitions depuis dimanche dernier d'un certain nombre de biens palestiniens dans la région de Sour Baher, dans la province de Jérusalem, sont tout à fait inacceptables, notamment parce qu'une grande partie de cette région est contrôlée par l'Autorité palestinienne. Nous condamnons également l'expulsion de la famille Siam à Silwan, le 10 juillet dernier. Il incombe aux autorités israéliennes d'offrir une protection appropriée à la population civile palestinienne. Nous demeurons profondément préoccupés par les propositions visant à annexer l'ensemble des territoires palestiniens occupés, ce qui constituerait une violation du droit international, réduirait à néant les efforts de paix et serait forcément remis en question.

Je tiens à être claire quant à nos vues sur le terrorisme. Nous condamnons, dans la même mesure et avec la plus grande fermeté les actes terroristes du Hamas et ceux des autres groupes militants à Gaza. Depuis le début de la Grande Marche du retour en 2018, près de 2 000 roquettes et obus de mortier ont été tirés sur Israël depuis la bande de Gaza. Cela est totalement

inacceptable, et nous appelons le Hamas et les autres groupes militants à cesser immédiatement leurs attaques.

Nous reconnaissons les besoins légitimes d'Israël en matière de sécurité. Toutefois, nous sommes préoccupés par le recours excessif à la force par les Forces de défense israéliennes. Les mesures prises doivent être appropriées et conformes au droit international. Nous devons rechercher les responsables au moyen d'enquêtes rapides et transparentes, et nous nous félicitons des enquêtes actuellement menées par Israël, sous l'égide de l'avocat général de l'armée.

Je voudrais me joindre aux autres orateurs pour exprimer la gratitude du Royaume-Uni à l'ONU et à l'Égypte pour leurs efforts de médiation entre les parties. Faisant écho aux propos de la Secrétaire générale adjointe, nous encourageons également les personnes qui contribuent au processus de réconciliation en vue de permettre à l'Autorité palestinienne d'assumer de nouveau l'intégralité de ses fonctions gouvernementales à Gaza.

Nous sommes convaincus qu'il est essentiel que la communauté internationale poursuive son action en faveur des réfugiés palestiniens. Leur statut doit être défini dans le cadre de négociations de paix plus vastes mais, dans l'intervalle, le Royaume-Uni demeure vigoureusement résolu à appuyer l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), ainsi que les réfugiés au Moyen-Orient. Nous nous félicitons également du succès de la conférence d'annonce de contributions du 25 juin dernier, au cours de laquelle nous nous sommes engagés à verser à l'UNRWA 25 millions de dollars supplémentaires, portant ainsi notre aide pour 2019-2020 à plus de 70 millions de dollars.

Je voudrais revenir sur une chose qu'a dite le représentant de l'Allemagne concernant le droit international. Nous convenons avec lui que le Conseil de sécurité a la responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité internationales et nous reconnaissons tous que le conflit arabo-israélien pose une menace à la paix et à la sécurité internationales. Il est donc normal que nous ayons adopté des résolutions à cet égard. Nous sommes tenus de respecter ces résolutions et de les mettre en œuvre, comme nous le faisons dans d'autres domaines. Cela constitue en effet la base des travaux du Conseil.

Le représentant israélien m'a également posé une question sur le Plan d'action global commun. Même si je ne voulais pas parler de l'Iran aujourd'hui, je souhaite

répondre sur ce point. En collaboration avec la France et l'Allemagne, le Royaume-Uni est en train d'exhorter l'Iran à ne pas se distancer davantage de cet accord et à recommencer de s'y conformer. L'accord lui-même le permet.

En règle générale, il est clair que l'accord nucléaire reste la meilleure option et qu'il est dans l'intérêt de la sécurité de l'Iran et du reste du monde. Il est crucial que l'Iran ne mette pas au point des armes nucléaires et cet accord renforce la sécurité mondiale en éliminant la perspective d'un Iran doté de l'arme nucléaire. De fait, les représentants militaires dans certains des pays qui ont critiqué l'accord ont confirmé que celui-ci contribue à la sécurité nationale et internationale. J'ai mentionné tout à l'heure le décès de M. Amano; l'Agence internationale de l'énergie atomique joue un rôle critique dans la supervision du respect de l'accord.

Je souhaite maintenant revenir au processus de paix au Moyen-Orient. Comme je l'ai souligné, notre position reste inchangée. Nous appuyons un règlement négocié qui permettra à Israël de vivre dans la sûreté et la sécurité aux côtés d'un État palestinien viable et souverain basé sur les frontières de 1967, avec des échanges de terres convenus, Jérusalem comme capitale des deux États et un règlement juste, équitable, convenu et réaliste de la question des réfugiés.

M^{me} Blandino de Los Santos (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Ma délégation tient également à remercier M^{me} Rosemary DiCarlo de son exposé instructif.

La République dominicaine salue les efforts collectifs de la communauté internationale visant à fournir une aide à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) à l'occasion de sa conférence internationale annuelle des donateurs, qui s'est tenue le 25 juillet à New York. Les représentants des États et des institutions ont unanimement salué le rôle que joue l'Office dans la protection des droits et de la dignité des réfugiés palestiniens. Nous félicitons les membres du personnel de l'UNRWA de leur détermination à contribuer au développement humain de 5,4 millions de réfugiés palestiniens au Proche-Orient.

D'autre part, en 2016, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2334 (2016), qui appelle toutes les parties à mettre fin aux revendications territoriales, à respecter la souveraineté et à libérer les territoires occupés. Malheureusement, depuis, la situation n'a pas

changé. La réalité est que l'occupation s'est illégalement étendue sans aucune conséquence, ce qui empêche d'avancer vers la paix.

Nous observons avec une préoccupation la forte augmentation du nombre de démolitions en Cisjordanie, en particulier à Jérusalem-Est. Ces démolitions créent un climat coercitif pour les habitants, ce qui pourrait donner lieu aux déplacements forcés des populations touchées. Il est particulièrement déconcertant de constater que les travaux des organismes de défense des droits de l'homme sont entravés par la réduction de l'espace civique, surtout à Gaza, où la situation humanitaire reste critique. Ces organismes effectuent donc un travail indispensable.

La République dominicaine continue de défendre le consensus international existant selon lequel la seule option qui permettra aux Palestiniens et aux Israéliens d'aller de l'avant est une solution négociée à deux États, sur la base des frontières de 1967. Nous réitérons que l'objectif principal doit être de rétablir un horizon politique afin de relancer un véritable processus de paix, centré sur les personnes et conforme au droit international.

En ce qui concerne les attaques palestiniennes contre Israël, la République dominicaine maintient sa position. Nous condamnons énergiquement tout acte de violence et nous appelons le Hamas et les autres groupes à mettre fin à l'incitation et à leurs voies de faits. Enfin, nous prions toutes les parties concernées de travailler de concert pour ouvrir la voie aux négociations et de s'abstenir de toute provocation ou rhétorique incendiaire. Nous sommes convaincus que les organisations internationales jouent un rôle indispensable à jouer pour atténuer et réduire le risque de violence ainsi que pour trouver une solution à cette terrible situation.

M. de Rivière (France) : Je voudrais tout d'abord à mon tour adresser mes condoléances au Japon et au Secrétaire général après le décès de M. Amano, qui aura été un très grand directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Je veux maintenant remercier Rosemary DiCarlo pour sa présentation, qui a permis de faire le point de manière précise sur le dossier israélo-palestinien.

Je consacrerai aujourd'hui mon intervention aux dangers qui pèsent sur la solution des deux États et à l'impérieuse nécessité pour la communauté internationale de réaffirmer les paramètres agréés de la solution politique au conflit israélo-palestinien. Dans un premier

temps, je souhaite revenir sur la dégradation préoccupante de la situation en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

La France a condamné hier la démolition par l'armée israélienne de plusieurs bâtiments dans le quartier de Wadi el-Hummus, situé au sud-est de Jérusalem. Ces démolitions en territoires occupés sont contraires au droit international, en particulier le droit international humanitaire, et aux résolutions pertinentes du Conseil. Elles interviennent pour la première fois dans les zones A et B, relevant de la compétence de l'Autorité palestinienne au titre des Accords d'Oslo, et représentent à ce titre un précédent dangereux qui porte directement atteinte à la solution des deux États. La France déplore que le Gouvernement israélien n'ait pas entendu les appels de la communauté internationale à ne pas procéder à la démolition et l'appelle solennellement à suspendre les démolitions en cours dans les plus brefs délais.

Dans la même logique, la politique de colonisation dans laquelle s'inscrivent ces démolitions se poursuit sans discontinuer à Jérusalem-Est et en Cisjordanie et nous amène proche du point de non-retour. Depuis le début de l'année, plus de 4 500 nouvelles unités de logement ont fait l'objet de décisions d'approbation en Cisjordanie. À Jérusalem, les actions de colonisation se poursuivent, notamment à travers la mise en œuvre de projets archéologiques, où l'augmentation du nombre de démolitions est particulièrement grave. Cette politique est d'autant plus inquiétante qu'elle est doublée de déclarations préoccupantes sur l'annexion de tout ou partie des territoires occupés.

La France rappelle que la colonisation est contraire au droit international, comme l'a réaffirmé la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité. Elle contribue à attiser les tensions sur le terrain et sape les conditions d'une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens, fondée sur la solution à deux États, avec Jérusalem pour capitale. La France ne reconnaît aucune souveraineté israélienne sur l'ensemble des territoires occupés. Conformément à la Charte des Nations Unies, nous jugeons par ailleurs illégale l'acquisition de territoires par la force, que ce soit à Jérusalem, en Cisjordanie ou sur le plateau du Golan.

Je souhaiterais dans un second temps revenir sur la dégradation de la situation sécuritaire, humanitaire et politique à Gaza, qui continue d'être une source vive de préoccupation. Les affrontements survenus en fin de semaine dernière, qui ont fait plus de 100 blessés parmi les manifestants palestiniens, soulignent la persistance et l'ampleur de la crise à laquelle nous faisons face à

Gaza. Tout doit être fait pour apporter une réponse, humanitaire et politique, et prévenir le risque d'escalade. Nous appelons une fois encore les parties à la plus grande retenue et saluons à cet égard les efforts de l'Égypte, du Qatar et de l'Organisation des Nations Unies pour éviter le pire.

Dans ce contexte précaire, la mobilisation de la communauté internationale en soutien à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) est plus que jamais nécessaire. La conférence des donateurs du 25 juin a permis à l'Office de mobiliser de nouveaux fonds pour assurer la continuité des programmes d'aide de l'UNRWA, notamment à Gaza, au cours de l'été.

La France a déjà annoncé le doublement de sa contribution à l'UNRWA en 2019, tout comme en 2018. J'enjoins tous les contributeurs à maintenir ou à augmenter leur contribution à l'UNRWA pour lui permettre de continuer ses programmes, notamment pour assurer la rentrée scolaire, et à lui réaffirmer son soutien en vue du renouvellement triennal de l'UNRWA cet automne.

Au-delà du soutien humanitaire, il n'y aura de stabilité durable à Gaza que dans le cadre d'un règlement négocié, qui passe par le retour complet de l'Autorité palestinienne, d'une part, et par la levée du blocus, d'autre part, assortie de garanties de sécurité crédibles pour Israël.

Enfin, l'avenir de Gaza ne peut être séparé de l'objectif de l'établissement de deux États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité.

Je conclurai mon intervention en réaffirmant une fois encore la validité des paramètres agréés par la communauté internationale de la solution des deux États. La solution du conflit est, comme nous le savons, fondamentalement politique et définie par des paramètres bien connus, répondant aux aspirations légitimes des deux parties : l'établissement de deux États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte, en paix et en sécurité, dans des frontières sûres et reconnues, avec Jérusalem pour capitale. La France se tient prête à soutenir tout effort, y compris économique, dès lors qu'il s'inscrit dans cette perspective que nous avons définie ensemble et dans le cadre du droit international, en particulier de toutes les résolutions du Conseil.

L'établissement d'un État palestinien viable et indépendant est la véritable condition du décollage économique de la Palestine et, au-delà, de la construction d'une économie régionale plus forte et intégrée. La

paix économique ne saurait se substituer à la recherche d'un véritable règlement politique. Toute tentative de s'écarter de ces paramètres, définis collectivement, serait condamnée à l'échec.

La France, en lien avec ses partenaires européens, continuera de défendre le principe d'une paix juste et durable sur la base des paramètres agréés par la communauté internationale et de soutenir la présence palestinienne à Jérusalem et dans l'ensemble des territoires palestiniens afin de préserver la solution des deux États. La France par ailleurs ne transigera jamais avec la sécurité d'Israël.

M. Djani (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je voudrais à mon tour présenter nos condoléances au peuple japonais suite au décès de M. Amano, ainsi qu'à sa famille.

Je tiens également à remercier la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo de son exposé fort utile.

Notre position est très claire sur cette question très importante. Je me concentrerai donc principalement sur les derniers événements.

Nous continuons d'être alarmés par les provocations incessantes de la Puissance occupante, notamment ses actions de déstabilisation et ses violations de la situation et du statut de Jérusalem et de la mosquée Al-Aqsa. Je voudrais réitérer trois points importants à cet égard.

Le premier concerne la solution des deux États et les mesures qui en hypothèquent la réalisation. Nous réaffirmons notre appui à cette solution, fondée sur les lignes de démarcation de 1967, avec la Palestine et Israël vivant côte à côte dans la paix, la sécurité et la reconnaissance mutuelle, conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU. La communauté internationale ne doit pas s'écarter d'un pouce cette plateforme et de cette position.

Notre objectif doit rester la réalisation des deux États et l'indépendance de l'État de Palestine, avec Jérusalem-Est comme capitale, ainsi que l'obtention de résultats négociés pour toutes les questions relatives au statut final. Toute action qui contrevient à cette plateforme doit être rejetée. C'est pourquoi l'Indonésie condamne fermement la construction et l'inauguration illégales par Israël du tunnel souterrain et du chemin menant au Haram al-Charif, comme nous l'avons clairement déclaré lors de la réunion extraordinaire de l'Organisation de la coopération islamique tenue la semaine dernière à Djedda.

Il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'une violation manifeste des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, notamment les résolutions 476 (1980) et 2334 (2016). Conjuguée aux colonies israéliennes illégales dans les territoires palestiniens occupés, la construction de tunnels peut également être considérée comme une annexion de fait.

Le Conseil doit défendre le statut et le caractère de la vieille ville de Jérusalem et de ses remparts. Telle est l'obligation du Conseil. Nous condamnons également fermement les destructions arrogantes, illégales et inhumaines de maisons palestiniennes, y compris de maisons familiales occupées, dans les communautés de Wadi el-Hummus et Sour Baher en Cisjordanie, qui ont eu lieu hier avant l'aube. Est-il possible d'imaginer sa maison démolie sous les yeux de ses enfants, comme l'Observateur permanent de l'État de Palestine nous l'a montré plus tôt sur la photo? Je ne peux pas imaginer que ma maison soit détruite.

C'est une raison de plus pour laquelle le Conseil doit agir pour faire respecter ses résolutions et défendre le peuple palestinien. Nous devons cesser de tourner en rond, faute de quoi nous courons le risque de sombrer dans l'obsolescence.

Mon deuxième point concerne la détérioration de la situation humanitaire dans la bande de Gaza et la Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est. Étant donné que la Puissance occupante continue d'appliquer ses politiques néfastes de restrictions de mouvement, de détentions arbitraires, de recours à la force et de blocus de Gaza, lequel dure depuis de nombreuses années, il n'est pas surprenant que les conditions humanitaires se détériorent. Israël continue également de retenir les recettes fiscales de l'Autorité palestinienne. Je voudrais une fois encore souligner que nous ne devons pas remettre en question le refus de l'Autorité palestinienne de tout transfert inférieur à l'intégralité du montant qui lui est dû. Nous devons au contraire exiger d'Israël qu'il ne s'empare pas de ce qui ne lui appartient pas.

En ce qui concerne le rôle de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, nous lançons un nouvel appel à la communauté internationale pour qu'elle continue à assurer un financement fiable et durable des services vitaux de l'Office. Nous devons tous appuyer un organisme qui a servi l'humanité pendant de nombreuses années, fait preuve d'impartialité et démontré ses meilleures intentions.

Troisièmement, je voudrais souligner la nécessité de renforcer les capacités économiques de la Palestine. Il est de la plus haute importance que nous œuvrions à améliorer la situation économique des Palestiniens, mais nous mettons en garde contre le fait que l'assistance économique ne saurait se substituer à un règlement politique définitif, car elle pourrait être exploitée par la Puissance occupante pour gagner du temps et avancer dans la réalisation de ses objectifs, dont l'implantation de ses colonies, qui rendent une solution toujours plus difficile à trouver.

L'Indonésie continue d'œuvrer par le biais de divers mécanismes pour tenter de renforcer les capacités économiques de la Palestine. Plus tôt ce mois-ci, à Jéricho, l'Indonésie et d'autres pays d'Asie de l'Est se sont réunis à la quatrième Conférence sur la coopération entre les pays d'Asie de l'Est pour le développement de la Palestine afin d'intensifier leurs efforts à l'appui de la Palestine grâce à une coopération économique et commerciale et à des investissements conjoints. Nous encourageons les autres membres de la communauté internationale à envisager des initiatives similaires dans l'intérêt de l'humanité.

Comme je l'ai promis, ma déclaration ne sera pas longue, puisque bon nombre de nos points ont déjà été mentionnés à maintes reprises dans nos déclarations précédentes. Je voudrais toutefois aborder une question importante.

Nous avons entendu quelqu'un dire ce matin que le statut de Jérusalem ne serait pas réglé dans cette salle ni dans aucune capitale, mais par des négociations directes entre les deux parties. Nous avons également entendu un appel à créer un environnement propice.

Mais comment créer un environnement propice quand les implantations de colonies illégales se poursuivent, quand des bâtiments sont démolis sous les yeux des enfants, quand un garçon palestinien de neuf ans est abattu par les autorités israéliennes et quand les détentions arbitraires et de nombreuses autres violations des droits humains persistent? Comment parvenir à la paix quand on ne croit pas au droit international ni au droit international humanitaire? Si nous ne croyons pas au droit international ni aux résolutions du Conseil de sécurité, alors, il ne nous reste plus qu'à jeter la belle Charte des Nations Unies dans l'East River!

Le Président (*parle en espagnol*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Pérou.

Je voudrais également présenter nos condoléances au peuple et au Gouvernement japonais pour le décès de M. Amano, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Notre pays suit avec une profonde préoccupation l'évolution de la situation concernant la question palestinienne. Nous déplorons la persistance d'une dynamique hostile, la violence aveugle du Hamas, les réactions disproportionnées d'Israël et les discours conflictuels des deux camps. Tout cela constitue un scénario insoutenable et déstabilisant pour le Moyen-Orient et la communauté internationale. Nous devons déplorer le fait que les décisions et mesures unilatérales, notamment les pratiques récurrentes et croissantes de peuplement, de démolition et d'éviction dans les territoires palestiniens occupés, dégénèrent progressivement en une escalade accrue de tension et de violence. Ces pratiques contreviennent aux dispositions de la résolution 2334 (2016) et rendent de plus en plus incertaines les perspectives d'une solution prévoyant deux États.

Nous sommes vivement alarmés par les répercussions politiques et sociales de la démolition en cours de maisons palestiniennes à Sour Baher. Nous nous associons aux appels lancés par l'Organisation aux autorités israéliennes pour qu'elles mettent fin à de tels actes et appliquent plutôt des politiques de planification qui répondent aux besoins de logement et de développement de la population palestinienne dans le territoire sous occupation.

Nous soulignons également qu'il est urgent de poursuivre les efforts pour faire face à la grave crise humanitaire à Gaza, qui a été exacerbée par des coupes dans le financement des programmes d'assistance et par la décision unilatérale du Gouvernement israélien de retenir une part importante des recettes fiscales palestiniennes. Dans ces circonstances dramatiques, nous engageons la communauté internationale à accroître ses contributions financières et l'ONU à continuer d'aligner l'assistance humanitaire sur les plans de développement qui offrent aux jeunes espoir et perspectives d'avenir, afin de les tenir à distance de la radicalisation et de l'extrémisme. Nous espérons que le fonds d'investissement mondial conçu à Bahreïn et le renforcement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient contribueront également à la réalisation de ces objectifs.

Nous pensons que l'allègement urgent des souffrances humaines doit nécessairement s'accompagner d'un attachement renouvelé des parties au processus de

paix et à la reprise des négociations conduisant à une solution prévoyant deux États, sur la base des frontières en vigueur jusqu'en 1967. Cela exige que les autorités et les dirigeants politiques, religieux et sociaux, palestiniens comme israéliens, fassent en tout temps montre de responsabilité, de prudence et de modération et favorisent le rétablissement d'un dialogue de haut niveau qui permette à leurs peuples respectifs et à l'ensemble du Moyen-Orient de progresser vers une paix durable.

Nous voudrions souligner la responsabilité particulière qui incombe, à cette fin, au Conseil et aux pays qui ont une réelle influence sur les parties. Ils peuvent et doivent faire davantage pour veiller à ce que les parties reprennent les négociations bilatérales, respectent strictement leurs obligations en matière de droit international humanitaire et de droits de l'homme et appuient les efforts déployés par l'Envoyé spécial pour promouvoir la désescalade.

Je voudrais également évoquer très brièvement l'évolution de la situation dans le détroit d'Ormuz, une zone d'une importance cruciale pour l'économie et la sécurité mondiales. Le Pérou note avec une profonde préoccupation les actions militaires qui ont eu lieu ces dernières semaines et qui constituent une menace majeure pour la stabilité de la région et pour la paix internationale. Nous exhortons tous les acteurs concernés à faire preuve de retenue dans ces circonstances dangereuses, à s'abstenir de tout acte unilatéral susceptible de déclencher un conflit dans cette région troublée du monde, et à revenir aux voies diplomatiques comme seule issue possible à l'impasse actuelle. Par ailleurs, nous encourageons le Secrétaire général à exercer ses bons offices, en vue de réduire les tensions actuelles et de promouvoir la confiance, conformément aux prérogatives que lui confère la Charte des Nations Unies.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Le représentant de la Guinée équatoriale a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

M. Esono Mbengono (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Je voudrais simplement dire qu'au début de ma déclaration, j'ai souhaité la bienvenue à l'une des parties et omis de saluer la délégation palestinienne. Je voudrais rectifier cette erreur en souhaitant bien évidemment la bienvenue à la délégation palestinienne. Je voudrais que cela soit consigné dans le procès-verbal de la présente séance. Je la prie de m'excuser de cette omission.

Le Président (*parle en espagnol*) : J'informe toutes les personnes concernées qu'étant donné le grand nombre d'orateurs inscrits, la séance se poursuivra pendant l'heure du déjeuner.

Je donne maintenant la parole à la représentante du Liban.

M^{me} Mudallali (Liban) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé le débat d'aujourd'hui, et je vous félicite pour votre présidence fructueuse du Conseil ce mois-ci.

Avant de prononcer la déclaration que j'ai préparée, je voudrais répondre aux accusations que l'Ambassadeur d'Israël a portées contre le Liban. Compte tenu du fait que dans l'histoire, Israël a souvent envahi le Liban, les Libanais considèrent ces accusations comme des menaces directes à leur paix et à leurs infrastructures civiles. Si l'Ambassadeur d'Israël utilise ces déclarations pour détourner l'attention de la situation misérable que l'occupation israélienne a engendrée pour les Palestiniens, il n'y a là rien de nouveau. Mais s'il les utilise pour préparer le terrain et la communauté internationale à une attaque contre le port et l'aéroport civils du Liban et ses infrastructures, comme Israël l'a fait en 2006, le Conseil ne doit pas garder le silence, mais il doit assumer sa responsabilité d'empêcher Israël de lancer une nouvelle guerre contre le Liban. La dernière chose dont le Liban et la région ont besoin en ce moment, c'est d'une nouvelle guerre.

Je vais maintenant prononcer ma déclaration. Nous nous réunissons à un moment où les tensions s'exacerbent au Moyen-Orient. Les conflits prolongés et les décennies d'occupation suscitent un sentiment de désespoir. Nulle part ailleurs ce désespoir n'est plus frappant qu'en Palestine. Nous constatons une absence de progrès vers la paix, mais aussi un recul des principes et des fondements d'une paix réelle et équitable, à savoir les résolutions de l'ONU et l'application du droit international.

La situation des Palestiniens sur le terrain continue de se détériorer, en particulier à Jérusalem et à Gaza, où les organisations humanitaires internationales parlent d'une situation qui s'aggrave au fil des jours. La poursuite de l'occupation israélienne et ses mesures illégales – bouclages, détentions arbitraires, démolitions d'habitations, expansion des colonies de peuplement et déni des droits humains et politiques fondamentaux des Palestiniens – ont rendu la situation insupportable. La communauté internationale doit assumer sa

responsabilité à l'égard des Palestiniens, mais aussi, et surtout, pour que le Conseil respecte les principes sur lesquels l'Organisation a été fondée et mette fin à ces agissements. La situation humanitaire catastrophique est aggravée par les difficultés de financement auxquelles l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient est confronté, ce qui met en péril les moyens de subsistance de centaines de milliers de Palestiniens dans les territoires occupés et dans la région.

Sur le volet politique, le plan de paix tant attendu est toujours promis, mais sa phase d'ouverture, sous la forme d'une conférence économique, a déçu la plupart des parties, qui l'ont condamnée, en particulier les Palestiniens, en raison de l'absence d'un horizon politique. Les Palestiniens et les Arabes veulent trouver la bonne recette pour une paix juste, globale et durable. Ils considèrent l'Initiative de paix arabe et la solution des deux États comme les meilleures bases d'une solution politique au conflit - une solution fondée sur la légalité internationale, les résolutions 242 (1967), 338 (1973) et 2234 (2016), avec un État palestinien vivant en paix et en sécurité, avec Jérusalem-Est pour capitale. Cela a été réitéré lors de la dernière réunion en date des Ministres des affaires étrangères de l'Organisation de la coopération islamique ce mois-ci, qui a condamné les tentatives israéliennes visant à « modifier le caractère juridique, le statut et la composition démographique de Jérusalem ».

En Syrie, Israël poursuit sa politique consistant à asseoir son occupation et son annexion du plateau du Golan en toute impunité. Le Liban est préoccupé et troublé par cette politique israélienne visant à modifier le statut juridique, physique et démographique du Golan occupé. Le Liban appelle Israël à mettre en œuvre les résolutions 242 (1967), 338 (1973), 497 (1981) et les Conventions de Genève dans leur intégralité.

Le Gouvernement libanais a fait des progrès depuis le dernier débat trimestriel en date du Conseil (voir S/PV.8517). Ses ministres ont approuvé le budget de 2019, première étape du programme de réforme financière du Gouvernement visant à lui permettre de s'acquitter de ses obligations au titre de la Conférence économique pour le développement, par les réformes et avec les entreprises (Conférence CEDRE). Le plan de réforme du secteur de l'électricité a aussi été approuvé par le Conseil des Ministres et le Parlement. Les discussions concernant notre programme de dépenses d'équipement pour la remise en l'état des infrastructures ont également commencé. Le Gouvernement a montré

qu'il était attaché à une politique de défense des droits de l'homme en nommant les membres de notre mécanisme national de prévention de la torture.

Le Liban est reconnaissant de l'appui que ses partenaires internationaux de longue date ne cessent d'apporter à son économie aussi bien qu'à son programme de paix et de sécurité. Le Conseil de sécurité a tenu hier des consultations sur la résolution 1701 (2006), l'un des piliers de son programme de paix et de sécurité dans le Sud où, selon la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) et le rapport du Secrétaire général (S/2019/574), la situation dans la zone d'opérations est calme. Le calme est exactement ce dont a besoin la région. Cela n'aurait pas été possible sans l'aide des Nations Unies et des forces de la FINUL.

Lors de la visite qu'il a rendu à la composante maritime de la FINUL la semaine dernière, le Premier Ministre libanais Saad Hariri a réaffirmé à la fois son attachement et celui du Gouvernement aux résolutions 1701 (2006) et 2433 (2018). Le Premier Ministre a souligné qu'il se consacrait pleinement à renforcer encore davantage les capacités de la marine libanaise, conformément aux obligations souscrites par le Liban au titre de ces résolutions. Il a annoncé qu'il avait été pleinement informé du plan visant à accroître les capacités navales du Liban et s'est engagé à tout mettre en œuvre pour qu'il soit approuvé par le Conseil des Ministres. Le renforcement de la capacité des Forces armées libanaises et la constitution d'une force navale leur permettront, comme l'a dit le Premier Ministre, d'assumer peu à peu leurs responsabilités en appui de la FINUL.

Les États-Unis ont fait usage de leurs bons offices pour parvenir à un accord sur l'ouverture de pourparlers concernant la démarcation des frontières maritimes et terrestres entre le Liban et Israël. Bien que ces négociations n'aient pas encore abouti à l'issue escomptée, qui conduirait à l'ouverture de ces pourparlers, le Premier ministre s'est engagé solennellement à œuvrer sans relâche pour le lancement de ces négociations.

Malheureusement, à l'attachement du Liban à la résolution 1701 (2006) et au respect de ses obligations au titre d'autres résolutions pertinentes, Israël répond par des violations quotidiennes du territoire libanais sur terre, sur mer et dans les airs. Rien qu'au cours de ce mois, des dizaines de violations, en particulier par des avions de chasse et des bateaux de guerre, ont déjà été enregistrées, terrifiant la population. À la frontière, Israël continue de construire sur les territoires libanais occupés, dans ce qu'on appelle les points contestés. Ces

violations sont une source de tension et d'instabilité, et accroissent la précarité de la situation le long de la frontière. Elles doivent cesser.

La situation au Moyen-Orient restera une source de conflit tant que les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale sont ignorées et que les droits humains et politiques sont refusés. Le Conseil peut et doit changer cela si l'on veut que la région vive en paix.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Namibie.

M. Gertze (Namibia) (*parle en anglais*) : Je voudrais avant toute chose me joindre aux autres orateurs pour exprimer nos plus sincères condoléances à la famille endeuillée du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique à la suite de son décès.

Je voudrais aussi vous féliciter, Monsieur le Président, de votre présidence fructueuse du Conseil ce mois de juillet. Je voudrais remercier la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix de son exposé complet et détaillé.

Ma délégation s'associe à la déclaration que fera le Représentant permanent du Venezuela au nom du Mouvement des pays non alignés.

Le mois dernier, lors de sa présentation, au nom du Secrétaire général, du dixième rapport sur la mise en œuvre de la résolution 2334 (2016) au Conseil de sécurité (voir S/PV.8557), M. Mladenov a souligné encore une fois qu'aucune mesure concrète n'avait été prise pour mettre en œuvre cette résolution historique. En particulier, les activités de peuplement se sont poursuivies en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est, avec l'approbation ou le lancement d'avis d'appels d'offre par les autorités israéliennes concernant la construction de près de 6000 logements – l'extension des colonies de peuplement la plus importante en deux ans.

Je saisis cette occasion pour réaffirmer que les colonies de peuplement sont illégales au regard du droit international et représentent un obstacle à la paix. En outre, la démolition et la saisie de structures appartenant aux Palestiniens par les autorités israéliennes se poursuivent aussi dans toute la Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est. Nous condamnons fermement la démolition, hier, de dizaines de maisons palestiniennes dans le village palestinien de Sour Baher.

La situation au plan de la sécurité à Gaza reste particulièrement tendue et, comme on l'a vu par le

passé, elle pourrait dégénérer à tout moment. La situation humanitaire est aussi extrêmement préoccupante. Selon le rapport trimestriel de l'UNICEF sur la situation humanitaire dans l'État de Palestine durant la période allant de janvier à mars 2019, plus de 50 % des familles palestiniennes à Gaza vivent en-dessous du seuil de pauvreté. La Namibie reste profondément préoccupée aussi par les restrictions de circulation et d'accès imposées au personnel local des agences des Nations Unies et des organisations internationales et non gouvernementales présentes à Gaza. Ces personnes fournissent des services essentiels aux Palestiniens à Gaza, et leur accès ne doit pas être restreint.

Malgré ces tendances négatives, il y a tout de même certaines évolutions positives qu'il convient de mettre en lumière. L'assistance financière que l'État du Qatar ne cesse de fournir pour répondre à la situation humanitaire à Gaza s'est avérée essentielle et a eu un effet positif sur les efforts visant à désamorcer la crise à Gaza. En outre, il faut reconnaître et souligner l'action menée par le Bureau du Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient dans le but de trouver des solutions plus durables dans le secteur de l'énergie - secteur en proie à des difficultés depuis des années.

Je saisis cette occasion pour me féliciter de la tenue, couronnée de succès, de la conférence d'annonces de contributions à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), qui a eu lieu le 25 juin ici, à New York. Je remercie les pays qui ont aidé à collecter 110 millions de dollars, garantissant ainsi que les services pouvant sauver des vies que fournit l'UNRWA ne soient pas interrompus pour l'instant. Je saisis aussi cette occasion pour réaffirmer l'appui de la Namibie à l'UNRWA et à son mandat, qui est de fournir des services essentiels aux réfugiés palestiniens en Cisjordanie, à Gaza, au Liban, en Jordanie et en Syrie.

La crise financière à laquelle est confrontée actuellement l'Autorité palestinienne, du fait de la décision d'Israël de retenir une partie des recettes de l'Autorité palestinienne, est en train d'affecter gravement l'économie palestinienne. La poursuite de la crise menace de déstabiliser une situation déjà explosive. Nous exhortons les parties à mettre en œuvre et à respecter leurs accords bilatéraux.

L'atelier «De la paix et la prospérité» tenu à Bahreïn le 25 juin a clairement montré que la communauté internationale reste ferme dans sa conviction que

le développement économique ne peut être réalisé sans des négociations conduisant à la solution des deux États. Le règlement de ce conflit prolongé reste politique. Aucune aide humanitaire ou économique, aussi importante soit-elle, n'apportera de solution au conflit. Nous engageons instamment les parties à ne pas renoncer au processus politique, qui pourrait jeter les fondements du développement économique.

Du fait d'une expérience similaire, la Namibie sait que tant que l'on continue de dénier à un peuple le droit à l'autodétermination et à l'indépendance, la tension, la frustration, la colère et même la haine continueront de croître. On ne pourra jamais faire taire le peuple qu'on opprime et à qui on refuse le droit à l'autodétermination et à la liberté. Tôt ou tard on atteindra un point d'ébullition qui aura certainement des conséquences graves pour les Palestiniens comme pour les Israéliens, ainsi que des répercussions dévastatrices sur les perspectives de paix dans cette région. Les violations continues des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale par la puissance occupante, l'extension en cours des colonies de peuplement, les actions unilatérales tendant à reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël, l'annexion du Golan et la suspension du financement de l'UNRWA sont sources de vive préoccupation en ce qu'elles sapent gravement le processus visant à parvenir à un règlement juste, durable et mutuellement acceptable. Nous devons être du côté du respect du droit international.

M. Ja'afari (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Je prends la parole en tant que partie essentielle sur ce point de l'ordre du jour.

La poursuite de l'occupation par Israël de territoires arabes est le défi le plus grave posé à l'autorité et à la crédibilité des dispositions de la Charte des Nations Unies et des principes du droit international. Malgré les manipulations sans précédent des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale sur l'occupation israélienne des territoires arabes en Palestine, au Sud-Liban et dans le Golan syrien, le discours qui tente de transformer des questions essentielles en sujets secondaires, et vice versa, reste prévalent, en s'efforce de nous inonder de détails sans intérêts, au détriment de l'essentiel, à savoir la nécessité de mettre un terme à l'occupation israélienne des territoires arabes. C'est là l'essence même de ce point de l'ordre du jour : que se termine l'occupation israélienne des territoires arabes et palestiniens et que les Palestiniens recouvrent leurs droits légitimes. Cependant, il semblerait que d'aucuns

choisissent de discuter de questions qui n'ont strictement rien à voir avec la fin de l'occupation israélienne des territoires arabes ni avec la question palestinienne. Ils évoquent par exemple, l'Iran et d'autres questions, en sachant pertinemment que cela s'inscrit en contradiction avec le consensus au Conseil, qui a trait à l'essence des points de l'ordre du jour.

Ces derniers temps, nous avons été témoins d'une série de mesures unilatérales provocatrices. Les personnes qui en sont à l'origine tentent d'exploiter l'incapacité du Conseil de sécurité à mettre en œuvre ses propres résolutions relatives à la fin de l'occupation israélienne pour maquiller les faits et se soustraire à leurs obligations légales et au cadre de référence en vigueur. Ceci a été illustré par la reconnaissance de Jérusalem occupée comme la capitale d'Israël par le Président des États-Unis, ainsi que de ce qu'il a appelé la « souveraineté israélienne » sur le Golan syrien occupé, faisant ainsi totalement fi des engagements pris par les Administrations américaines précédentes de s'en tenir aux différentes références sur la question, parmi lesquelles la résolution 497 (1981), selon laquelle la décision prise par Israël, Puissance occupante, d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration dans le territoire syrien occupé des hauteurs du Golan est nulle et non avenue et sans effet juridique. Les actes d'agression directe et de provocation d'Israël contre mon pays, la Syrie, se sont poursuivis notamment avec son appui des groupes terroristes armés, qui a coûté la vie à quatre civils, parmi lesquels un bébé. De plus, 21 personnes, pour l'essentiel des femmes et des enfants, ont été blessées.

Les pratiques israéliennes visent également à confisquer les biens et terrains des habitants du Golan, pour élargir les colonies parfois, ou pour créer des centrales électriques éoliennes. Il arrive que l'occupant saisisse n'importe quel prétexte, comme le fait que nos compatriotes du Golan syrien n'auraient supposément pas enregistré leurs actes de propriété au cadastre. Dès lors, leurs biens sont confisqués et saisis. C'est d'ailleurs ce que font, scandaleusement, les autorités d'occupation israéliennes à Jérusalem et en Cisjordanie. Mais ce n'est pas tout : en effet, la Puissance occupante a tenu un Conseil des Ministres dans le Golan, et elle a annoncé l'inauguration d'une nouvelle colonie, appelée « Trump Heights », sorte de récompense accordée par le Premier Ministre de la Puissance occupante au Président des États-Unis pour avoir violé les résolutions du Conseil de sécurité et le droit international en reconnaissant

de manière unilatérale la souveraineté d'Israël sur le Golan syrien.

C'est là une question que, malheureusement, M^{me} DiCarlo n'a pas abordée, répétant par là-même les erreurs du Coordonnateur spécial Nickolay Mladenov. Si M^{me} DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, n'aborde pas la question du Golan syrien occupé au titre de ce point de l'ordre du jour, c'est un grave manquement de la part du Secrétariat, car elle répète là les erreurs de M. Mladenov, qui n'aborde jamais la question du Golan syrien occupé dans ses exposés devant le Conseil de sécurité. C'est une plainte que notre présidence exprime au Secrétaire général et nous aimerions qu'elle bénéficie du traitement qu'elle mérite.

Mon gouvernement réaffirme que le Golan arabe syrien fait partie intégrante du territoire syrien; c'est un droit imprescriptible qui ne saurait faire l'objet d'un marchandage. Nous affirmons à cet égard que la libération du Golan syrien et le recouvrement par la Syrie de ses territoires, par les moyens prévus par le droit international, demeure en tête de nos priorités. Nous exigeons du Conseil de sécurité qu'il agisse sans délai et avec fermeté pour faire appliquer les principes du droit international et mettre un terme aux pratiques israéliennes agressives et à ses violations scandaleuses du droit international, des dispositions de la Charte et des résolutions du Conseil de sécurité, notamment les résolutions 242 (1967), 338 (1973) et 497 (1981).

Nous réclamons de nouveau qu'Israël, Puissance occupante, soit obligé de libérer le prisonnier Sidqi Al-Maqt, ainsi que tous les prisonniers Syriens qui croupissent dans les prisons de l'occupation israélienne. M. Al-Maqt est un citoyen syrien du Golan, qui a passé 27 années dans les prisons israéliennes, autant que Nelson Mandela dans les geôles de l'apartheid. Son crime : avoir documenté, par le son et par l'image, la coopération des autorités israéliennes avec les groupes terroristes armés. Il a été condamné à 14 ans de réclusion.

Les membres noteront que les déclarations faites par le représentant de l'occupation israélienne auprès du Conseil constituent un déni sans pareil du droit international et des centaines de résolutions adoptées par l'Organisation. Je me souviens que le Président Mahmoud Abbas a déclaré que l'Organisation avait adopté plus de 800 résolutions sur la question de Palestine. Les déclarations des représentants israéliens parlent de tout, sauf de l'essentiel de ce point à l'ordre du jour auquel cette séance est consacrée depuis 2002, à savoir l'occupation

israélienne des territoires arabes et la nécessité d'y mettre un terme. Le déni des droits du peuple palestinien, de son droit de recouvrer ses territoires occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, ainsi que de la restitution du Golan syrien dans son intégralité et de ce qui reste du territoire libanais, voilà la principale raison des tensions constantes dans notre région, contrairement à ce que les représentants d'Israël voudraient nous faire croire à chaque séance du Conseil. Un jour, ils parlent de l'Iran, un jour de la Libye, un jour du Soudan, ou du Yémen – ils nient l'essentiel de ce point de l'ordre du jour, à savoir, l'occupation des territoires arabes et la question palestinienne, ainsi que la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien. Voilà l'essence du point de l'ordre du jour – ce n'est ni l'Iran, ni le Soudan, ni le Yémen, ni la Libye.

En conclusion, la République arabe syrienne maintient sa position de principe et cohérente, qui est d'appuyer le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à créer un État indépendant sur son territoire, avec Jérusalem pour capitale, ainsi que son droit au retour, tel que le prévoit la résolution 194 (III) de 1948. Nous réitérons à cet égard notre demande tendant à ce que la Palestine soit admise comme membre à part entière de l'Organisation, en appliquant un principe qui n'est soumis ni à la prescription, ni au marchandage avec l'occupation.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Japon.

M. Kawamura (Japon) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé le débat public de ce jour. Je remercie également la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo de son précieux exposé. Je remercie enfin toutes les délégations des condoléances bienveillantes qu'elles nous ont adressées après le décès de Yukiya Amano, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Leurs paroles sont vivement appréciées.

Le Japon reste résolu à appuyer la solution des deux États. Nous continuons de penser que la solution la plus réaliste à ce conflit de longue date est la solution des deux États, sur la base des frontières de 1967, avec des échanges mutuellement acceptés, ce qui permettra à un État de Palestine viable de coexister pacifiquement avec Israël, au sein de frontières sûres et reconnues.

Nous demeurons profondément préoccupés par la poursuite de la violence tant à Gaza qu'en Cisjordanie, notamment par les tirs aveugles de roquettes depuis Gaza

vers Israël. Nous condamnons fermement la violence et les actes de terrorisme contre des citoyens innocents, et nous appelons les parties à prendre des mesures immédiates pour prévenir tous les actes de violence, les provocations et l'incitation. En outre, le statut final de Jérusalem fait partie d'un éventail de questions qui doivent être réglées par la voie de négociations sur la base des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et des critères établis. La poursuite des activités de peuplement et la démolition de structures appartenant à des Palestiniens, comme ce fut le cas récemment à Sour Baher, compromet la viabilité de la solution des deux États. Une fois encore, le Japon engage instamment Israël à cesser ces activités.

Le Japon est également préoccupé par le problème persistant des recettes fiscales de l'Autorité palestinienne retenues par Israël. Cela a exacerbé la détérioration de la situation financière des Palestiniens, dont nous craignons qu'elle ne compromette la stabilité et la sécurité. Nous appelons les parties à trouver dès que possible une solution mutuellement acceptable à ce problème.

Bien que les perspectives d'avenir du processus politique soient actuellement sombres, le Japon estime que chaque pays peut contribuer à créer un environnement propice aux efforts de paix. À cet égard, je tiens à parler de la Conférence sur la coopération entre les pays d'Asie de l'Est pour le développement de la Palestine. Le Japon, en collaboration avec des partenaires régionaux, a lancé cette conférence en 2013 pour aider la Palestine à se développer sur le plan économique en utilisant les ressources et l'expérience des pays d'Asie de l'Est. La dernière réunion, que nous avons coorganisée à Ramallah ce mois-ci, a souligné l'importance de faire participer le secteur privé au développement de la Palestine.

Lors d'une rencontre d'entreprises complémentaires tenue en marge de la réunion, un mémorandum d'accord sur la coopération a été signé entre les Chambres de commerce palestinienne et indonésienne, en présence de deux témoins, l'Envoyé spécial du Gouvernement japonais pour le processus de paix au Moyen-Orient, M. Kono, et le Premier Ministre de l'Autorité palestinienne, M. Shtayeh. Les participants à la Conférence ont également réaffirmé leur position inchangée en faveur de la solution des deux États et exprimé leur détermination à continuer d'appuyer l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, en réponse à l'appel du Commissaire

général de l'Office, M. Krähenbühl, qui était présent à cette réunion.

Les efforts déployés par le Japon par l'intermédiaire de la Conférence répondent à notre conviction que pour parvenir à la solution des deux États, nous devons aider les Palestiniens à parvenir à un développement économique durable. Néanmoins, les projets de développement ne peuvent à eux seuls permettre d'instaurer la paix. Les parties ne peuvent parvenir à une paix et à une sécurité durables que par la voie de négociations. Nous devons continuer d'encourager les parties à prendre les décisions qui s'imposent, bien que cela soit difficile. Le Japon restera engagé aux côtés des deux parties et continuera de promouvoir des mesures de confiance.

Je voudrais terminer en évoquant brièvement la situation dans le détroit d'Ormuz. Il est extrêmement important de garantir la sécurité de la navigation dans la région pour la paix et la prospérité de la communauté internationale, y compris le Japon. Nous espérons sincèrement que les tensions s'apaiseront et que la situation se stabilisera dans la région, et nous poursuivrons nos efforts diplomatiques à cette fin, en coordination avec les pays et organisations internationales concernés.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Brésil.

M. Vieira (Brésil) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé cet important débat.

Le Brésil réaffirme son appui à la solution des deux États pour régler le conflit israélo-palestinien, avec Israël et la Palestine vivant côte à côte en paix et en sécurité. Le Brésil encourage les parties à rechercher un climat politique constructif propice à la reprise de véritables négociations. Au vu de la situation à Gaza, il faut continuer de mettre en lumière la nécessité d'une solution politique juste, équitable et mutuellement acceptable au conflit. Dans la même veine, le Brésil encourage toutes les parties concernées à consentir des efforts diplomatiques novateurs dans un esprit d'ouverture, en vue de parvenir à un règlement juste et global. La paix ne peut être atteinte qu'au prix de décisions difficiles et de concessions de la part de toutes les parties.

En ce qui concerne la situation en Syrie, le Brésil demeure préoccupé par l'escalade de la violence dans le nord-ouest du pays, tout en se félicitant du mémorandum d'accord sur la stabilisation de la situation dans la zone de désescalade d'Edleb. Nous réaffirmons qu'il importe que toutes les parties respectent pleinement le

cessez-le-feu dans la région et condamnons fermement les frappes aériennes visant les civils, notamment celles qui ciblent des établissements médicaux et le personnel médical, qui doivent être protégés à tout moment.

Le Brésil souligne qu'il appuie le travail de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Geir Pedersen, et espère que de nouveaux progrès seront bientôt accomplis sur le volet de Genève, notamment par la convocation, dans les meilleurs délais, de la commission constitutionnelle. Il s'agit d'une étape cruciale pour parvenir de toute urgence à une solution politique indispensable, sur la base des critères énoncés dans les résolutions pertinentes, notamment la résolution 2254 (2015), et de la Déclaration de Sotchi. Nous restons convaincus que seul un processus politique facilité par l'ONU, conduit et pris en main par les Syriens, permettra d'instaurer une paix durable et de soulager les souffrances de la population syrienne sur le plan humanitaire.

Le Brésil se félicite des informations récentes faisant état d'une réduction générale de la violence et du nombre de victimes du conflit au Yémen depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de Stockholm sur un cessez-le-feu dans la ville et port de Hodeïda. Nous sommes toutefois préoccupés par l'aggravation récente des tensions dans le pays. Comme nous l'avons entendu lors de la dernière séance d'information du Conseil sur la question (S/PV.8578), la situation humanitaire, politique et de sécurité au Yémen demeure extrêmement fragile. Nous appelons donc les parties à s'abstenir de toute action susceptible d'entraîner une nouvelle recrudescence des hostilités et à prendre les mesures nécessaires à la pleine application de l'Accord de Stockholm. Nous exhortons également les parties à continuer de travailler avec l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, M. Martin Griffiths, pour trouver une solution politique globale au conflit. Le Brésil réaffirme son attachement au suivi du cessez-le-feu par la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda, à laquelle nous avons accepté de déployer des militaires et des policiers brésiliens.

Enfin, le Brésil condamne l'attaque perpétrée le 2 juillet dernier contre un centre de détention situé à proximité de Tripoli, et exhorte toutes les parties à faire preuve de la plus grande retenue, à éviter une escalade de la violence et à coopérer avec l'ONU, l'Union africaine et les parties prenantes concernées afin d'obtenir une cessation totale et complète des hostilités dans tout le pays. Nous demeurons convaincus que l'instauration

de la paix et de l'unité nationale en Libye, ainsi que la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale dans la région, exigent en définitive un processus politique ouvert à tous, contrôlé et pris en main par les Libyens, conformément à l'Accord politique libyen et au Plan d'action des Nations Unies pour la Libye. Par conséquent, nous appelons toutes les parties à travailler avec le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye, M. Ghassan Salamé, pour trouver une solution politique globale à l'insécurité et à la situation humanitaire catastrophique en Libye. Nous gardons l'espoir que la conférence nationale libyenne se tiendra le plus tôt possible.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Argentine.

M. García Moritán (Argentine) (*parle en espagnol*) : Je tiens en premier lieu à remercier le Pérou de nous avoir invités à participer à ce débat et à lui transmettre nos félicitations pour son excellente conduite des travaux du Conseil de sécurité depuis le début du mois.

Le processus de paix entre Palestiniens et Israéliens traverse sa période la plus difficile depuis la signature des Accords d'Oslo en 1993. Non seulement d'importantes difficultés empêchent la relance d'un processus qui permettrait d'avancer vers la solution des deux États sur la base des frontières de 1967 et de régler toutes les questions relatives au statut final identifiées dans ces accords, mais dans le même temps, la violence est en train de s'aggraver et la situation humanitaire se détériore rapidement.

L'Argentine appuie le travail qu'effectue le Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient, M. Nickolay Mladenov, et reconnaît l'importante contribution qu'apporte l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient pour éviter que la situation humanitaire dans les territoires palestiniens occupés ne se détériore davantage. Dans ce contexte, la trêve à la frontière de Gaza constitue un premier pas en vue d'apaiser les tensions. Les épisodes récurrents de violence confirment qu'il est urgent de faire avancer un véritable processus de paix qui aboutira à un règlement juste et durable du conflit palestino-israélien, sur la base des frontières de 1967 et des dispositions convenues par les parties dans le cadre de négociations, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, à la feuille de route du Quatuor et à l'Initiative de paix arabe.

L'Argentine réaffirme son appui aux droits inaliénables du peuple palestinien à l'autodétermination et à créer un État indépendant et viable, reconnu par toutes les nations, ainsi qu'au droit de l'État d'Israël à vivre en paix avec ses voisins à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues. L'Argentine réitère sa préoccupation face à la multiplication des implantations israéliennes illégales dans les territoires palestiniens occupés et exhorte Israël à cesser leur expansion, conformément à la résolution 2334 (2016).

L'Argentine condamne également les tirs aveugles de roquettes depuis Gaza contre des civils israéliens, ainsi que les actions violentes du Hamas. Les dirigeants palestiniens doivent prendre sincèrement en compte les préoccupations d'Israël en matière de sécurité. Dans ce contexte, nous reconnaissons le droit d'Israël à la légitime défense, tout en soulignant que les mesures israéliennes doivent être compatibles avec le droit international humanitaire, en tenant compte en particulier des principes de distinction et de proportionnalité.

L'Argentine réaffirme le statut particulier de Jérusalem, conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies, notamment la résolution 478 (1980), et à cet égard, elle rejette toute tentative unilatérale de le modifier. En conséquence, l'Argentine estime que la situation de Jérusalem est une des questions dont le statut final doit être déterminé par les parties dans le cadre de négociations bilatérales.

En ce qui concerne le Golan syrien, l'Argentine maintient sa position de principe, à savoir que l'acquisition de territoires par la force est illégale et qu'il importe de respecter l'intégrité territoriale des États. Nous croyons fermement au principe de règlement pacifique des différends, et c'est pourquoi nous estimons qu'il importe de rechercher une solution négociée au conflit entre la Syrie et Israël pour mettre fin à l'occupation du Golan dans les plus brefs délais, conformément aux résolutions 242 (1967) et 338 (1973) ainsi qu'au principe de l'échange de territoires contre la paix.

S'agissant de la situation en République arabe syrienne, l'Argentine appuie la recherche d'une solution politique sur la base du dialogue et de la diplomatie, conformément au droit international et dans le respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de la Syrie. L'Argentine attache une importance particulière aux pourparlers qui se déroulent à Genève sous les auspices de l'ONU. Nous remercions l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Geir Pedersen, du travail qu'il accomplit et nous appuyons

fermement ses efforts visant à parvenir à un règlement pacifique conformément aux dispositions de la résolution 2254 (2015). De même, nous saluons la contribution des accords conclus à Astana et des autres accords de cessez-le-feu à l'apaisement de la violence et de la situation humanitaire sur le terrain afin de créer des conditions propices à un règlement définitif, sans exclusive et à long terme. Nous exhortons les garants de ces accords à redoubler d'efforts pour garantir leur mise en œuvre intégrale et continue.

Pour ce qui est de la situation au Yémen, l'Argentine réitère son appui à l'engagement constructif de l'Organisation par l'intermédiaire de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda pour appuyer la mise en œuvre dudit accord dans la ville de Hodeïda et dans les ports de Hodeïda, Salif et Ras Issa, conformément à l'Accord de Stockholm. Nous estimons que la mise en œuvre pleine et intégrale de leurs engagements par les parties est fondamentale pour avancer vers un règlement pacifique et définitif du conflit au Yémen, qui permettra d'endiguer la crise humanitaire extrêmement grave dont la principale victime est la population civile.

Enfin, le Gouvernement argentin réitère sa préoccupation et condamne les attaques commises sur le territoire de l'Arabie saoudite, ainsi que contre des navires pétroliers battant divers pavillons à proximité du port de Fujairah, aux Émirats arabes unis, ainsi qu'en mer d'Oman en mai et juin. L'Argentine estime que ces actes posent une grave menace pour la population civile et compromettent la sécurité maritime, la liberté de navigation et le commerce international. Elle exhorte la communauté internationale à unir ses efforts et à travailler en commun pour prévenir toute situation qui menacerait la stabilité de la région.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ouganda.

M. Odida (Ouganda) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prononcer cette déclaration au nom des États membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), l'Ouganda occupant actuellement les fonctions de vice-président du Conseil des Ministres des affaires étrangères de l'OCI. Avant cela, je souhaite, à titre national, vous transmettre les salutations et les félicitations de ma délégation, Monsieur le Président, pour la manière dont vous dirigez les travaux du Conseil en ce mois de juillet. Je tiens également à présenter nos sincères condoléances au Gouvernement japonais à la suite du décès de M. Yukiya Amano, le regretté

Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

En premier lieu, l'OCI estime qu'il est impératif de mettre l'accent sur les actes illégaux commis hier, 22 juillet, lorsqu'Israël, Puissance occupante, a déplacé de force des Palestiniens de leurs logements à Jérusalem-Est occupée. Dix-sept Palestiniens, dont 11 enfants, ont été déplacés, et plus de 350 autres personnes sont menacées d'expulsion. Les forces d'occupation israéliennes ont lancé le processus de démolition d'au moins 10 immeubles résidentiels, invoquant l'absence de permis et des préoccupations de sécurité liées au fait que ces bâtiments se trouvent à proximité du mur d'apartheid illégal. À cet égard, nous réaffirmons notre position, ainsi que le consensus international, et nous renvoyons au droit international en insistant sur le fait que le mur est illégal, que les colonies sont illégales et que tout acte visant à poursuivre l'une ou l'autre de ces politiques est illégal.

Les pratiques coloniales destructrices persistantes, qui consistent à démolir des biens palestiniens et à forcer des Palestiniens à se déplacer, doivent s'arrêter. Les violations du droit international ne peuvent être ignorées. Israël agit au mépris total du Conseil et tourne en ridicule notre ordre basé sur des règles. Le Conseil de sécurité a une responsabilité directe de mettre fin à cette culture de l'impunité et de tenir Israël pour responsable de ses crimes. Jour après jour, la solution des deux États s'érode à cause de ces politiques, et des millions de Palestiniens qui vivent sous une occupation terrible et belliqueuse sont privés de leurs espoirs, de leurs rêves et de leurs droits fondamentaux.

Depuis le précédent débat public du Conseil de sécurité sur la question de Palestine (S/PV.8517), la situation a encore empiré, Israël persistant dans ses politiques et mesures illégales, ce qui aggrave les tensions et exacerbe l'instabilité en Palestine. Israël commet notamment des actes illicites, provocateurs et déstabilisateurs à l'égard des lieux saints de Jérusalem-Est occupée, dont les fouilles qui menacent directement le caractère sacré, la stabilité et le statut des lieux saints chrétiens et islamiques tels que le Haram al-Charif, qui abrite la mosquée Al-Aqsa. À cet égard, nous appelons l'attention du Conseil sur la réunion extraordinaire à composition non limitée du Comité exécutif de l'OCI, qui s'est tenue au niveau des ministres des affaires étrangères le 17 juillet pour examiner la fréquence croissante des violations israéliennes colonialistes qui sont de plus en plus brutales. Les ministres de l'OCI ont souligné leur vive

préoccupation face à toutes les tentatives israéliennes illicites visant à modifier le statut historique, politique et juridique de Jérusalem-Est occupée, et sa composition démographique. Ces actes illicites perdurent depuis plus d'un demi-siècle, en violation du droit international et des résolutions du Conseil, et doivent cesser.

Les ministres de l'OCI se sont également déclarés particulièrement préoccupés par les récents événements entourant l'inauguration des fouilles de la route dite des pèlerins sous le quartier de Silwan, menant vers la mosquée Al-Aqsa. Malheureusement, des représentants de l'Administration américaine ont assisté à cette inauguration, au mépris total du droit et des normes internationales, piétinant sans vergogne les sentiments des musulmans. L'OCI appelle l'attention sur le fait que de tels actes contribuent plus encore à consacrer, à enraciner et à perpétuer l'occupation coloniale illégale du territoire palestinien par Israël et son acquisition de territoires par la force, à exacerber les tensions et la violence et à attiser les conflits religieux, et constituent une menace pour la paix et la sécurité internationales.

Nous invitons instamment cet organe à s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu de la Charte des Nations Unies concernant la question de Palestine et la quête, vieille de plusieurs décennies, d'une solution juste et pacifique au conflit, conjuguée à l'instauration de la sécurité dans la région. En vertu du droit international et des résolutions pertinentes de l'ONU, notamment la résolution 2334 (2016), Israël est clairement tenu de respecter pleinement ses obligations, notamment s'agissant de la question de Jérusalem, capitale occupée de l'État de Palestine, qui subit les tentatives sans fin d'Israël visant à l'isoler, la judaïser, la coloniser et l'assujettir. Il est regrettable que le Conseil de sécurité n'ait toujours pas réussi à mettre un terme à toutes les mesures, décisions ou déclarations visant à modifier par la force et illégalement le statut juridique, historique, culturel et politique de la ville occupée de Jérusalem, notamment les tentatives de réinstallation de certaines missions diplomatiques, qui constituent des violations flagrantes du droit international et des dispositions pertinentes de l'ONU, portent atteinte au droit international, aggravent l'impasse politique actuelle, sapent la solution des deux États fondée dans les frontières de 1967 et empêchent toutes perspectives de paix et de stabilité.

La situation désastreuse en Palestine est rendue encore plus dangereuse par la décision des autorités israéliennes de retenir de force les recettes fiscales

palestiniennes. Cette décision illicite est un acte de piraterie, un châtement collectif contre le peuple palestinien, qui viole le droit international et les engagements pris par Israël en vertu des accords signés. Elle exacerbe la crise financière, économique et humanitaire qui frappe le peuple palestinien, une crise qui est particulièrement grave dans la bande de Gaza, toujours sous blocus israélien illégal, et qui cause tant de pauvreté et de dégâts. L'OCI souligne une fois de plus que l'absence de mesures internationales efficaces de dissuasion ne fait qu'encourager Israël à poursuivre en toute impunité ses actes et pratiques racistes, destructrices et illégales. Seule l'application du principe de responsabilité, conformément aux obligations juridiques internationales, peut engendrer la pression nécessaire pour mettre fin à l'occupation israélienne et garantir les droits légitimes et inaliénables du peuple palestinien, pierre angulaire de la paix et de la sécurité au Moyen-Orient.

Si l'autonomisation économique du peuple palestinien est impérative, les mesures qui sont prises pour s'attaquer à la situation économique désastreuse de la Palestine ne doivent pas occulter le cœur de la question palestinienne ni la cause profonde du sort du peuple palestinien, à savoir fondamentalement l'occupation coloniale israélienne et ses lourdes conséquences. Les problèmes sous-jacents de cette injustice historique doivent être traités directement et pleinement. À cet égard, nous affirmons que pour que la justice soit instaurée et qu'une paix véritable et durable se concrétise, un processus politique parrainé par la communauté internationale et fondé sur les résolutions de l'ONU et l'Initiative de paix arabe doit être lancé, afin de mettre fin à l'occupation israélienne et de permettre au peuple palestinien d'exercer ses droits légitimes et nationaux de vivre dans la liberté et la dignité dans un État palestinien indépendant, sur le territoire occupé depuis 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, et de trouver une solution juste et durable pour les réfugiés palestiniens, conformément à la résolution 194 (III).

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Pakistan.

M. Zulqarnain (Pakistan) (*parle en anglais*) : Ma délégation se félicite du présent débat sur la situation au Moyen-Orient.

Malgré les délibérations régulières du Conseil sur ce point de l'ordre du jour, l'agitation et les troubles ont continué de s'intensifier au Moyen-Orient, faisant éclater au grand jour l'insuffisance de nos efforts pour mettre fin à l'occupation illégale, à l'annexion des

territoires et à la violation des droits fondamentaux dans la région. Alors que les conflits existants s'aggravent et s'intensifient, de nouveaux conflits voient le jour, menaçant de plonger la région dans un nouveau tourbillon de violence et d'instabilité. Ce qui est significatif, c'est que nous avons reculé à bien des égards, un sombre constat qui n'est nulle part plus évident qu'en Palestine. Chaque nouvelle implantation illégale qui reste incontestée encourage la Puissance occupante à continuer d'éroder la viabilité de la solution prévoyant deux États, au mépris flagrant du consensus international sur cette question.

Sur le front humanitaire, une tragédie moderne se déroule quotidiennement dans la bande de Gaza, où des millions d'innocents sont soumis à un blocus atroce en violation de toutes les règles du droit international et des droits de l'homme. Des milliers de civils, en particulier les femmes, les enfants et les plus vulnérables, vivent sous une menace constante, ce qui exacerbe le cycle perpétuel de la violence et accroît le risque d'une escalade du conflit. Le Secrétaire général a dit à maintes reprises qu'il n'y a pas de plan B pour la Palestine, mais les réalités sur le terrain sont délibérément modifiées pour faire pencher la balance en faveur de la Puissance occupante. Ma délégation réaffirme qu'un État palestinien viable, indépendant et d'un seul tenant, établi sur la base des paramètres internationalement convenus, des frontières d'avant 1967 et avec Al-Qods Al-Charif comme capitale, demeure la seule garantie viable d'une paix durable dans la région.

Alors que le règlement politique de la question palestinienne reste hors d'atteinte, les difficultés financières auxquelles se heurte l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) suscitent de vives inquiétudes quant à la viabilité à long terme de nombre de ses activités essentielles, notamment en ce qui concerne la fourniture de services dans les domaines de l'éducation et de la santé, ainsi que de services sociaux à plus de 5 millions de réfugiés palestiniens. Il est encourageant de constater que la communauté internationale a redoublé d'efforts pour combler le déficit financier de l'Office. Dans un contexte de difficultés financières sans précédent, l'augmentation de ces contributions a non seulement permis à l'Office de poursuivre ses activités, mais également confirmé le rôle crucial qu'il joue en tant que lueur d'espoir pour les réfugiés palestiniens dans la région. Conformément à son engagement de longue date envers nos frères et sœurs palestiniens et pour exprimer sa solidarité, mon pays, le Pakistan, a déjà

apporté une contribution supplémentaire à l'UNRWA pour l'année en cours.

Le Moyen-Orient se trouve à un tournant dangereux de son histoire. Le rejet du multilatéralisme et l'abandon des processus politiques érodent systématiquement les normes établies du droit international et les principes de la Charte des Nations Unies, détériorant ainsi un environnement régional déjà fragile. Alors que la communauté internationale intensifie ses efforts pour désamorcer les tensions au Yémen et faire progresser le processus politique en Syrie, nous devons également continuer à nous concentrer sur l'amélioration de la situation humanitaire dans l'ensemble de la région. Le Pakistan réaffirme sa détermination d'appuyer des règlements politiques négociés qui soient fondés sur des cadres convenus et réalisés grâce à un engagement politique inclusif.

Une paix juste et durable au Moyen-Orient, en particulier pour le peuple palestinien occupé, est non seulement cruciale pour la stabilité régionale, mais aussi constitue une condition préalable fondamentale pour la paix et la sécurité mondiales. La communauté internationale ne peut se décharger de la responsabilité qui lui incombe d'assurer la justice et l'équité et elle ne peut abandonner le peuple palestinien dans sa quête d'auto-détermination. Depuis beaucoup trop longtemps, les Palestiniens regardent les Nations Unies avec espoir. Nous ne devons pas les décevoir.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Égypte.

M. Tayel (Égypte) (*parle en arabe*) : Je voudrais remercier M. Nickolay Mladenov, dont les efforts inlassables facilitent le processus de paix au Moyen-Orient, endiguent la détérioration de la situation humanitaire à Gaza et favorisent les efforts de réconciliation palestiniens.

La cause palestinienne existe depuis la création du Conseil de sécurité. Nous avons suivi tous les développements concernant cette question et nous avons assisté à un recul de l'ambition de la communauté internationale de parvenir à une solution juste pour mettre fin à l'occupation des territoires palestiniens et arabes et rétablir les droits inaliénables du peuple palestinien, notamment son droit de vivre dans la dignité dans un État indépendant, comme le font les autres peuples du monde.

Je tiens à réaffirmer ici que nous connaissons tous les moyens qui permettraient de parvenir à une solution juste et durable à la crise. Au cours des 70 dernières

années, nous avons organisé des débats, adopté des résolutions et conclu des accords qui ont tous abouti à un résultat clair s'agissant de répondre aux aspirations de ces peuples et de traiter la question de Jérusalem, à savoir la solution des deux États fondée sur les frontières de 1967. Contrairement à ce que certains pourraient croire, ces résolutions et accords ont rarement été mis en œuvre, faute d'une véritable volonté politique. Les périodes de transition ont conduit à des mesures palliatives temporaires qui ont assombri le processus politique. Je le répète, la situation ne résulte pas d'insuffisances du droit international, mais plutôt d'une attitude laxiste dans la mise en œuvre des accords et des résolutions.

Comme nous l'avons toujours dit, nous ne cherchons pas à imposer des solutions aux parties. Ce n'est pas notre intention et ce serait illogique. Nous ne ressassons pas non plus les mêmes positions théoriques. Toutefois, nous pensons que la question doit être réglée par des mesures immédiates. Au cours de la dernière décennie, nous avons été témoins de la détérioration continue de la situation sur le terrain. Cette réalité ne changera pas si le droit international n'est pas appliqué.

Nous avons parlé de l'Initiative de paix arabe, qui continue d'être ignorée par les auteurs de diverses résolutions, bien qu'elle réponde clairement à de nombreuses questions et apporte des solutions réalistes, conformément au droit international et aux résolutions du Conseil, tout en répondant aux réalités et aux aspirations des peuples palestinien et israélien.

J'appelle donc la communauté internationale à éviter les spéculations politiques, sujettes aux préjugés, et à prendre l'Initiative de paix arabe au sérieux, car elle fait preuve de souplesse. Je suis convaincu que, si les parties font preuve d'une véritable volonté politique, l'Initiative répondra aux aspirations des peuples palestinien et israélien et, en fait, de tous les peuples de la région.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Jordanie.

M^{me} Bahous (Jordanie) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, de l'accession de votre pays à la présidence du Conseil de sécurité ce mois-ci. Je tiens également à remercier la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, M^{me} Rosemary DiCarlo, de son précieux exposé.

Le Moyen-Orient continue de souffrir de crises qui ont des incidences négatives sur la situation

politique, économique et sociale des pays et des peuples de la région. La situation exige des efforts inlassables en vue de trouver des solutions aux causes profondes de conflit au Moyen-Orient, dont la plus importante est la poursuite de l'occupation des territoires palestiniens par Israël. Cette occupation est une source de conflit et de violence qui continuera de croître si les Palestiniens ne jouissent pas de leur droit légitime à la liberté et au statut d'État, avec Jérusalem-Est comme capitale.

La Jordanie poursuit ses efforts pour protéger Jérusalem et ses lieux saints islamiques et chrétiens en continuant d'en assurer la garde. S. M. le Roi Abdullah II ibn Al Hussein consacre toutes les ressources disponibles du Royaume à préserver l'identité chrétienne, islamique et arabe des Lieux saints et leur statu quo historique et juridique. Nous rappelons ici que la paix passe par Jérusalem. Le fait de compromettre Jérusalem et ses lieux saints constitue donc une menace pour la paix et la sécurité internationales. Nous condamnons l'ouverture par les autorités israéliennes occupantes de la Route dite des pèlerins dans le village de Silwan, qui mène au sanctuaire sacré de la mosquée Al-Aqsa.

Nous mettons en garde contre ces mesures irresponsables et illégales qui accentuent les tensions. Nous exprimons notre rejet catégorique de toutes les tentatives israéliennes visant à modifier l'identité de la vieille ville de Jérusalem, en particulier de la mosquée Al-Aqsa et des sites adjacents. Ces pratiques israéliennes constituent une violation flagrante du droit international et du droit international humanitaire et continuent de violer les résolutions de l'UNESCO demandant la cessation de tous les travaux d'excavation entrepris illégalement par Israël dans la vieille ville de Jérusalem, en contradiction flagrante avec les normes internationales.

La question des réfugiés palestiniens est l'une des questions relatives au statut final à traiter dans le cadre d'une solution globale, conformément à l'Initiative de paix arabe et aux résolutions de la légitimité internationale, dont la plus importante est la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale, et de manière à garantir aux réfugiés le droit au retour et à des réparations.

En attendant que ces mesures soient prises, il est essentiel que l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) continue de fournir des services de base aux plus de 5 millions de réfugiés palestiniens en vue de leur assurer un niveau de vie décent. Dans ce contexte, je tiens à remercier sincèrement tous les pays qui ont participé à la conférence pour les annonces

de contributions à l'UNRWA, qui s'est tenue le mois dernier, pour leur appui politique et financier constant à l'Office. Cet appui envoie le message aux millions de réfugiés palestiniens que la communauté internationale continuera de lutter pour eux jusqu'à ce qu'une solution juste et équitable soit trouvée.

L'adoption de la résolution 2334 (2016) montre que la communauté internationale condamne toutes les activités d'implantation israéliennes. Nous condamnons la démolition par les autorités israéliennes, hier, de dizaines d'unités résidentielles palestiniennes dans le quartier de Sour Baher, à Jérusalem-Est. Nous exprimons notre rejet catégorique des politiques de colonisation dans les territoires palestiniens occupés, y compris Jérusalem-Est, qui comprennent la construction de colonies de peuplement et l'expansion des colonies existantes, la politique de confiscation des terres et de démolition, l'expulsion des résidents et la construction de routes à leur proximité, ainsi que les autres politiques et mesures destinées à déplacer de force des résidents. Cela représente une violation flagrante du droit international et des résolutions du Conseil de sécurité. Nous demandons aux autorités israéliennes de mettre immédiatement fin à ces pratiques, qui approfondissent le désespoir, exacerbent les tensions et ont un impact radical sur la solution des deux États.

La crise syrienne est entrée maintenant dans sa neuvième année. Nous réaffirmons notre position ferme et claire, qui n'a pas changé depuis le début de la crise, c'est-à-dire que seule une solution politique peut mettre un terme aux souffrances en Syrie. Nous réaffirmons également notre plein appui aux efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies, en particulier ceux de l'Envoyé spécial Geir Pedersen, qui a préconisé une solution sur la base de la résolution 2254 (2015) et du Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe), ce qui préserverait l'intégrité territoriale de la Syrie et sa souveraineté, tout en assurant la stabilité et la réconciliation nationale et en créant les conditions nécessaires au développement, à la reconstruction et au retour des personnes déplacées et des réfugiés.

Pour terminer, nous réaffirmons notre ferme position selon laquelle le règlement du conflit israélo-palestinien ne pourra être trouvé qu'en mettant fin à l'occupation israélienne par la création d'un État palestinien indépendant et viable dans les frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, sur la base des résolutions internationales, de

l'Initiative de paix arabe et des résolutions pertinentes des Nations Unies.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Chili.

M. Skoknic Tapia (Chili) (*parle en espagnol*) : Nous remercions le Pérou d'avoir inscrit cette question à l'ordre du jour et de nous avoir donné l'occasion de participer à ce débat public et de réaffirmer l'importance que nous attachons à cette question. Nous remercions également la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo de son exposé, ce matin.

Avant de poursuivre l'examen de ce point de l'ordre du jour, je voudrais exprimer les condoléances du Gouvernement chilien au Gouvernement japonais et à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour le décès de son Directeur général, M. Yukiya Amano. J'ai eu l'occasion de travailler à ses côtés pendant cinq ans, lorsque nous étions l'un et l'autre ambassadeurs en Autriche auprès d'organisations internationales, et pendant deux ans au Conseil des gouverneurs de l'AIEA; je lui ai d'ailleurs succédé en tant que Président du Conseil des gouverneurs. J'ai vu de près la ferveur et la passion du Directeur Amano pour les questions de désarmement et de non-prolifération nucléaire. Son absence se fera sentir et regretter, et nous apprécions la contribution qu'il a apportée à ces questions.

Revenant à la question de Palestine, le Chili réaffirme sa conviction qu'en ce qui concerne la question du Moyen-Orient et la question palestinienne en particulier, la solution doit impliquer deux États libres, autonomes, souverains et indépendants qui puissent vivre en paix dans des frontières sûres et reconnues, sur la base des décisions et résolutions des Nations Unies et droit international, et qui servent de base à un accord direct entre les parties.

Le Président du Chili, Sebastián Piñera Echeñique, vient d'effectuer sa deuxième visite officielle en Israël et en Palestine il y a tout juste un mois, du 24 au 28 juin. La première a eu lieu en 2011, après que le Chili eut reconnu la Palestine en tant qu'État. Il était accompagné, comme toujours, d'une délégation représentative des communautés palestinienne et israélienne, qui comprenait des représentants du Parlement, des entreprises et de la société civile. Le Président Piñera Echeñique, lors de son voyage, a réaffirmé que le Chili considère comme une priorité de sa politique étrangère de contribuer à la recherche d'une solution pacifique,

tout en continuant à exprimer son soutien à une solution juste et durable pour le Moyen-Orient.

Notre engagement en faveur de la paix remonte à de lointaines années, au début du XX^e siècle, lorsque ce qui est aujourd'hui la plus grande communauté palestinienne en dehors du Moyen-Orient a commencé à atteindre le Chili et à s'intégrer à tous les niveaux de sa société. La communauté palestinienne a trouvé un foyer au Chili et s'est intégrée dans notre société, mais depuis de nombreuses années une communauté juive étendue y est aussi établie. Nous partageons avec Israël et la Palestine de solides liens historiques et fraternels. C'est pourquoi, lors de cette dernière visite, le Président a signé des accords très importants pour les deux États, car ils reflètent la synergie qui existe entre Israël et le Chili et entre la Palestine et le Chili.

En tant que pays qui croit au respect du droit international et des principes consacrés par la Charte des Nations Unies, nous tenons à réitérer ce que le Président Piñera Echeñique a dit il y a quelques semaines en Terre sainte :

« Nous sommes convaincus qu'Israël et la Palestine cherchent exactement ce que toutes les autres nations du monde recherchent : le meilleur pour leur société et pour le peuple vivant sur leur territoire, la prospérité et la sécurité, ainsi que le désir de parvenir à une paix durable pour mettre fin à tant de décennies qui ont blessé et marqué des générations entières. »

La violence ne fait qu'engendrer la violence. À l'inverse, une paix durable apporte le développement, le bien-être et la promotion de la cohésion et de la résilience de sociétés qui sont capables de faire face à leurs propres défis et de les surmonter. Nous sommes convaincus que les deux nations croient en la solution des deux États. Nous pensons que la responsabilité de la communauté internationale est de les aider à réaliser cette aspiration, qui a déjà beaucoup trop tardé à se réaliser.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien.

M. Niang (*parle en anglais*) : Au nom du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, je tiens tout d'abord à féliciter la délégation péruvienne pour le professionnalisme avec lequel elle dirige les travaux du Conseil de sécurité durant ce mois de juillet.

Tout en me félicitant de la tenue de ce débat public, qui est une occasion renouvelée d'examiner la question de la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, je voudrais souligner à nouveau la profonde inquiétude des membres du Comité face aux faits récents intervenus sur le terrain, qui continuent de saper l'espoir de parvenir à un règlement pacifique de la question de Palestine. Dans le même esprit, le Comité déplore et condamne fermement la démolition de maisons par Israël hier matin dans la communauté palestinienne de Sour Baher et appelle à mettre fin à ces violations du droit international.

Le fait est que, alors que nous sommes réunis au Conseil, les violences, les expropriations, l'expansion des colonies, les expulsions et les démolitions continuent sans relâche dans le cadre de l'occupation par Israël du territoire palestinien, dont Jérusalem-Est, avec pour effet de détériorer la situation relative aux droits de la personne, ainsi que les conditions humanitaires et économiques. Nous nous trouvons à un moment critique, né d'une série d'actes délibérés, unilatéraux et illégaux, commis en négation des questions touchant au statut final, dont les colonies de peuplement, le statut de Jérusalem et le retour des réfugiés. La menace d'une annexion de fait du territoire palestinien n'a jamais suscité autant d'inquiétude.

À la suite de l'organisation à Manama, à Bahreïn, le 25 juin, d'un atelier intitulé « De la paix à la prospérité », la communauté internationale a fait clairement savoir que toute initiative économique en faveur du peuple palestinien qui ne s'accompagnerait pas d'une démarche politique visant à réparer l'injustice historique faite à ce peuple en lui permettant d'exercer ses droits inaliénables, dont le droit à l'autodétermination et à l'indépendance, et à réaliser la solution des deux États, serait vouée à l'échec.

Il est certes très important, et de fait urgent, de venir en aide au peuple palestinien sur les plans humanitaire et économique, mais le règlement du conflit ne peut être que politique. La seule solution viable et juste demeure celle qui repose sur des conditions énoncées de longue date, à savoir deux États vivant côte à côte en paix et en sécurité à l'intérieur des frontières d'avant 1967, la désignation de Jérusalem-Est comme capitale de l'État de Palestine et un règlement négocié de toutes les questions touchant au statut final, conformément au droit international, aux résolutions pertinentes des organes de l'ONU, aux principes de Madrid et à l'Initiative de paix arabe.

Dans l'ensemble, la communauté internationale continue d'adhérer à ces conditions, comme en témoignent les déclarations et les textes adoptés à l'issue des récents sommets tenus par l'Union africaine, l'Organisation de la coopération islamique et la Ligue des États arabes, ainsi que de la réunion ministérielle du Mouvement des pays non alignés. À l'occasion de visites récentes effectuées à Bruxelles et à Berlin, des délégations du Comité ont rencontré des représentants des gouvernements et de l'Union européenne qui ont également réaffirmé qu'ils demeuraient fortement attachés à la solution des deux États.

Ce soutien doit se traduire par des actes concrets, dont la reconnaissance officielle de l'État de Palestine et l'appui à son admission en tant que Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies. En outre, le Comité persiste à souligner qu'il importe d'adopter une démarche collective pour relancer et promouvoir le processus de paix, resté trop longtemps dans l'impasse, et demande que le Quatuor pour le Moyen-Orient soit renforcé et que des mesures soient immédiatement prises à cette fin.

La communauté internationale doit également aider l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient à poursuivre les activités d'une importance cruciale qui sont les siennes. De fait, bien que 60 millions de dollars supplémentaires aient été promis à la conférence d'annonce de contributions du 25 juin, un déficit de 151 millions de dollars reste à combler dans le budget de l'Office pour 2019. C'est pourquoi le Comité demande instamment à tous les donateurs de continuer de financer de manière prévisible et durable les programmes de base de l'Office et les services vitaux qu'il assure, et de lui apporter un soutien énergique dans l'accomplissement du mandat que lui a confié l'Assemblée générale, qu'elle doit renouveler prochainement, à sa soixante-quatorzième session.

Qu'il me soit permis de réaffirmer que les colonies de peuplement sont illégales au regard du droit international et qu'elles demeurent un obstacle de taille à la paix. Le Comité accueille avec satisfaction le fait que dorénavant, le Secrétaire général rende compte de l'application de la résolution 2334 (2016) en partie par écrit, et il attend que figurent dans les prochains rapports des informations relatives au respect des dispositions de ladite résolution, notamment celles du paragraphe 5, dans lequel il est demandé aux États Membres de faire une distinction, dans leurs échanges, entre le

territoire de l'État d'Israël et le territoire palestinien, dont Jérusalem-Est. Cela est impératif pour garantir la responsabilisation en tant que contribution centrale à la recherche de la justice et de la paix.

Le Comité voit également un signe encourageant dans les mesures prises par la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme pour que soit publiée, dans les mois à venir, la base de données recensant les entreprises qui exercent des activités dans les colonies de peuplement israéliennes de Cisjordanie, dont Jérusalem-Est. Cet outil précieux contribuera à faire en sorte que les entités du secteur privé qui participent à des activités commerciales illégales sur le territoire occupé soient tenues de rendre des comptes, ce qui représentera un pas décisif vers l'application de la résolution 2334 (2016).

Par ailleurs, comme nous l'avons évoqué à la dernière conférence organisée par le Comité à Genève, les 27 et 28 juin, sur le thème « Préservation du caractère culturel et religieux de Jérusalem », la situation à Jérusalem reste extrêmement préoccupante. Le Comité exhorte à nouveau tous les États Membres à appliquer, entre autres, les résolutions 476 (1980) et 478 (1980) et à s'abstenir d'établir une mission diplomatique à Jérusalem. En outre, le caractère sacré des Lieux saints de Jérusalem et le statu quo historique qui y prévaut, dont la préservation relève de la responsabilité collective de la communauté internationale, doivent être respectés.

Sur le terrain, la situation en matière de sécurité est restée tendue ces dernières semaines, en particulier à Gaza, théâtre de manifestations hebdomadaires le long de la clôture, dans lesquelles des Palestiniens, y compris des enfants, ont été tués, alors que des tirs de roquettes continuent de viser le territoire israélien. Le Comité réitère sa condamnation de tous les actes de violence et de terreur contre les civils et souligne que la protection de ceux-ci doit être assurée conformément au droit international humanitaire et aux résolutions du Conseil de sécurité. Il renouvelle également l'appel lancé en faveur de la levée du blocus imposé illégalement par Israël dans la bande de Gaza.

Il est à déplorer, par ailleurs, que la grave crise budgétaire à laquelle le Gouvernement palestinien fait face, en raison de la retenue de ses recettes fiscales par Israël, n'ait pas été réglée. Le Comité demande qu'il soit mis un terme à ces mesures punitives et appelle au respect du droit international et des accords signés dans ce domaine. Il est également indispensable qu'avec l'aide de l'Égypte et d'autres pays, cette question, de

même que celle de la réconciliation des Palestiniens, trouve une issue favorable, pour que puisse s'instaurer un climat propice à la recherche de la paix.

En conclusion, le Comité demande à nouveau à tous les États Membres de rester déterminés à faire adopter la solution des deux États, seul moyen de mettre fin à 52 ans d'occupation du territoire palestinien par Israël et de parvenir à une paix juste, durable et globale, réclamée depuis longtemps par le Conseil et par l'Assemblée générale. L'avenir même de notre action collective nécessite que nous fassions davantage pour combler le fossé qui sépare nos paroles de nos actes. Nous ne pouvons rester les bras croisés face à la terrible injustice historique dont continue de souffrir le peuple palestinien. Nous nous devons d'agir pour parvenir à mettre en œuvre la solution des deux États et faire de la promesse d'une paix juste une réalité.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Croatie.

M. Drobnyak (Croatie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire cette déclaration au nom de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bulgarie, de Chypre, de la Croatie, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, de la Finlande, de la France, de la Grèce, de l'Irlande, de l'Italie, de la Lettonie, de la Lituanie, du Luxembourg, de Malte, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la République tchèque, de la Roumanie, du Royaume-Uni, de la Slovaquie, de la Slovénie et de la Suède.

L'absence d'une quelconque amélioration de la situation sur le terrain au cours des trois derniers mois a encore entravé les perspectives de paix. Parmi les obstacles importants figurent le manque de confiance entre Israéliens et Palestiniens; la poursuite de l'occupation par Israël de la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est; l'expansion illégale en cours des colonies de peuplement; la menace constante du recours à la violence contre les civils; l'incitation à la haine et à la violence; l'absence de progrès sur la voie de la réconciliation interpalestinienne; et la grave crise financière à laquelle l'Autorité palestinienne est confrontée. Ces événements s'inscrivent dans un contexte politique plus large, notamment au niveau régional, qui menace la viabilité de la solution des deux États.

La position de l'Union européenne reste inchangée, fondée sur le droit international et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et axée sur notre ferme attachement à un règlement juste et global du conflit

israélo-palestinien au moyen d'une solution négociée prévoyant deux États. Notre objectif est de répondre aux aspirations légitimes des deux parties – notamment aux besoins des Israéliens et des Palestiniens en matière de sécurité et à l'aspiration des Palestiniens à créer leur propre État souverain.

Les paramètres du règlement du conflit sont bien connus et reconnus au niveau international, et la position de l'Union européenne à cet égard a été exposée en détail à de nombreuses reprises, notamment dans les conclusions du Conseil de l'Union européenne de juillet 2014. Ces paramètres comprennent notamment de la nécessité de parvenir à un accord sur les frontières des deux États, sur la base des frontières de juin 1967, avec des échanges de territoire équivalents. Ils exigent également des dispositions relatives à la sécurité qui, pour les Palestiniens, respectent leur souveraineté et montrent que l'occupation est terminée et, pour les Israéliens, protègent leur sécurité, empêchent la résurgence du terrorisme et contrent efficacement les menaces sécuritaires, y compris les nouvelles menaces dans la région. Elles appellent à un règlement juste, équitable, concerté et réaliste de la question des réfugiés, et soulignent la nécessité de répondre aux aspirations des deux parties concernant Jérusalem, pour laquelle il convient de trouver le moyen de régler la question de son statut en tant que future capitale des deux États.

Nous soulignons que des négociations directes sont un important moyen de progresser dans le règlement de toutes les questions relatives au statut final. L'UE ne reconnaîtra aucune modification aux frontières d'avant-1967, y compris en ce qui concerne Jérusalem, autres que celles convenues par les parties. À terme, nous voulons voir un État d'Israël et un État de Palestine souverain, indépendant, démocratique, d'un seul tenant et viable, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité. Cette position est fondée sur le respect du droit international. Elle est dans l'intérêt des parties elles-mêmes, notamment parce que garantissant un avenir démocratique pour les Palestiniens et les Israéliens, et aussi dans l'intérêt de l'ensemble de la région, et dans l'intérêt même de l'Union européenne.

Le mois dernier, les États-Unis ont rendu public un ensemble de propositions économiques, intitulé « De la paix à la prospérité », et les ont ensuite présentées lors d'un atelier organisé à Manama, de concert avec le Royaume de Bahreïn. Nous prenons note de la reconnaissance par les États-Unis de ce que la vision exposée à Manama serait intégrée dans un plan politique. Nous

sommes disposés à travailler avec les États-Unis et les autres partenaires du Quatuor, ainsi qu'avec nos partenaires dans la région, l'objectif étant de veiller à ce que la mise en œuvre de projets économiques permette d'améliorer la situation sur le terrain et contribue à la solution des deux États. L'UE et ses États membres sont depuis longtemps des partenaires économiques et de développement fiables de l'Autorité palestinienne et d'autres partenaires dans la région.

L'UE, avec la Norvège, continuera d'utiliser le Comité spécial de liaison pour la coordination de l'assistance internationale aux Palestiniens en tant que cadre pertinent, notamment parce qu'il est l'un des rares forums internationaux auquel participent le Gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne. Toutefois, le principal obstacle au développement dans le territoire palestinien occupé est l'absence d'un règlement politique du conflit. Nous sommes convaincus qu'un développement économique véritable et durable doit accompagner, et non s'y substituer, une solution politique qui, entre autres, mettra fin à l'occupation et tiendra compte des aspirations légitimes des peuples palestinien et israélien.

Une cause de grave préoccupation est la poursuite de la construction de colonies de peuplement par Israël, notamment les récentes annonces de nombre de nouveaux projets autour de la vieille ville de Jérusalem. Notre position concernant la politique des colonies de peuplement est claire et reste inchangée. Toutes les colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie occupée, y compris Jérusalem-Est, sont illégales au regard du droit international et comptent parmi les obstacles majeurs à la paix et au développement qui érodent la viabilité de la solution des deux États et les perspectives d'une paix durable, comme réaffirmé par la résolution 2334 (2016). Nous soulignons également que toute forme d'annexion unilatérale, en particulier une annexion *de jure* de colonies déjà existantes, constituerait une autre violation du droit international et compromettrait encore plus la solution politique fondée sur les paramètres convenus au plan international.

La démolition et la saisie de structures appartenant à des Palestiniens ont considérablement augmenté au cours des derniers mois, notamment à Jérusalem-Est. Des expulsions y ont aussi eu lieu, comme à Cheik Jarrah et, plus récemment, à Silwan. Les autorités israéliennes ont procédé hier à la démolition de 10 immeubles palestiniens, comprenant quelque 70 appartements, à Wadi el-Hummus, quartier de Jérusalem-Est occupée.

La plupart des immeubles étaient situés dans les zones A et B de Cisjordanie où, selon les Accords d'Oslo, les questions civiles relèvent de la compétence de l'Autorité palestinienne. Le porte-parole la Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité a appelé les autorités israéliennes à mettre immédiatement fin aux démolitions en cours, qui sont illégales au regard du droit international. Cette évolution marque un changement clair dans les caractéristiques et la composition démographique actuelles de Jérusalem. En outre, nous restons aussi très attentifs à l'évolution de la situation dans le village bédouin de Khan el-Ahmar. Nous restons fermement opposés à ces démolitions; confiscations, y compris celle de projets financés par l'Union européenne; transferts forcés et expulsions, ainsi qu'à d'autres mesures prises dans le cadre de la politique d'expansion israélienne.

Une autre préoccupation immédiate concerne la crise financière à laquelle est confrontée l'Autorité palestinienne. Nous voulons voir les accords économiques et budgétaires conclus entre Israël et l'Autorité palestinienne mis pleinement en œuvre. Dans le même temps, nous demandons à l'Autorité palestinienne d'accepter les transferts fiscaux à titre provisoire, en gardant à l'esprit le fait que la fourniture de soins de santé, de l'éducation et de la sécurité à des millions de Palestiniens ordinaires, indispensable à la pleine jouissance de leurs droits fondamentaux, est dans l'intérêt de toutes les parties. À notre avis, accepter le transfert à titre provisoire ne constituerait pas une approbation juridique ou politique de la décision israélienne. Un flux continu de recettes garantirait aussi que l'action menée pour renforcer la capacité d'un futur État palestinien ne soit pas interrompue - objectif que l'Union européenne considère comme important pour la solution des deux États.

L'UE continue de s'opposer à toutes les formes de terreur et condamne fermement toutes les incitation à la violence et à la haine, qui sont fondamentalement incompatibles avec la promotion d'un règlement pacifique prévoyant deux États. Nous attendons des autorités palestiniennes et israéliennes qu'elles prennent des mesures contre la violence. Nous sommes extrêmement préoccupés par la violence accrue qu'exercent les colons, et nous appelons Israël à prendre des mesures à cet égard.

La situation à Gaza reste difficile et continue d'alimenter l'extrémisme et la radicalisation et de favoriser l'instabilité. Malgré les accords de cessez-le-feu,

L'UE est profondément alarmée par la forte montée de la violence et les pertes en vies humaines ces derniers mois, qui font qu'un nombre élevé de Palestiniens, parmi lesquels des enfants, sont tués ou blessés. Nous condamnons avec force les tirs répétés de roquettes par le Hamas et le Jihad islamique palestinien depuis Gaza sur des zones civiles en Israël, et nous appelons les factions palestiniennes de Gaza à s'abstenir de tout acte de violence.

L'UE continue d'être préoccupée par le recours d'Israël à la force contre des manifestants, et elle attend des autorités israéliennes qu'elles respectent les principes de nécessité et de proportionnalité, tout en reconnaissant le droit légitime d'Israël d'assurer la sécurité du peuple israélien. Nous appelons à nouveau toutes les parties à prendre d'urgence des mesures aux fins d'un changement fondamental de la situation humanitaire, politique, sécuritaire et économique à Gaza, notamment en mettant fin à la politique de bouclage et en maintenant continuellement ouverts les points de passage, qui sont importants pour la vie quotidienne des Gazaouis. Nous nous félicitons que, selon les dernières informations, Israël ait assoupli les restrictions à l'entrée de certains matériaux. Nous saluons de tels efforts, encourageons d'autres mesures dans ce sens, et louons les efforts que déploient l'Égypte, le Qatar et le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour améliorer la situation humanitaire à Gaza.

L'absence de réconciliation entre Palestiniens est l'un des principaux obstacles à la paix et à la réalisation de la solution des deux États. C'est pourquoi nous continuons de demander instamment aux factions palestiniennes de s'engager de bonne foi dans le processus de réconciliation. Nous saluons les efforts renouvelés de certaines factions, tels que ceux facilités par l'Égypte il y a quelques semaines à peine. Nous apprécions encore une fois le rôle que joue l'Égypte dans ce processus. Une autorité palestinienne unique, légitime et démocratique, assumant pleinement le contrôle du territoire palestinien dans sa totalité, y compris Gaza, est essentielle pour répondre aux aspirations nationales du peuple palestinien et pour parvenir à un État palestinien viable. Nous encourageons à fixer rapidement une date pour les élections palestiniennes prévues en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, et dans la bande de Gaza.

Tant qu'une solution juste, équitable, convenue et réaliste à la question des réfugiés palestiniens n'aura pas été trouvée, dans le respect du droit international, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les

réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) reste le mieux placé pour leur fournir la protection nécessaire et les services essentiels. Les services fournis par l'Office contribuent à la viabilité de la solution des deux États et à la stabilité et la sécurité de la région. Il est vital que l'Office reçoive l'appui financier dont il a besoin pour s'acquitter de son mandat.

Nous saluons les efforts qu'il déploie pour venir à bout de la crise financière actuelle. Nous nous félicitons du succès de la conférence d'annonce de contributions qui s'est tenue le 25 juin sous les auspices de l'ONU. La fourniture de services et de vivres, en particulier à la population vulnérable de la bande de Gaza, est désormais garantie pendant les mois d'été. Nous encourageons d'autres pays à manifester à leur tour leur appui au travail de l'Office pour assurer la continuité de sa mission et la réussite de son mandat cette année encore.

Qu'il me soit permis de dire un mot de la situation en Syrie. C'est la pire crise de notre temps : ce conflit, qui a déplacé la moitié de la population syrienne, menace la stabilité du Moyen-Orient tout entier et a favorisé la montée en puissance de l'entité baptisée l'État islamique d'Iraq et du Levant/Daech.

L'Union européenne a fait part de sa très grande préoccupation devant la violence dans le nord-ouest de la Syrie. Les frappes militaires des forces du régime syrien - appuyées par la Russie - ont détruit des camps de déplacés, des écoles et des établissements de santé, qui devraient être les espaces les plus sûrs. Des centaines de civils ont perdu la vie et plus de 330 000 personnes ont été déplacées, dont beaucoup pour la deuxième ou la troisième fois.

La présence constante dans la région des groupes terroristes inscrits sur la Liste de l'ONU et la poursuite de leurs activités contribuent aux souffrances des civils et continuent de susciter de profondes inquiétudes. Cela étant, la lutte contre les groupes terroristes ne saurait justifier des violations du droit international humanitaire. L'UE rappelle à toutes les parties, en particulier au régime et à ses alliés, les obligations qui leur incombent en vertu du droit humanitaire international et du droit international des droits de l'homme. Nous appelons toujours la Russie et la Turquie à rétablir à Edleb le cessez-le-feu dont elles avaient convenu dans le cadre du mémorandum de Sotchi. L'UE souligne une nouvelle fois la nécessité d'instaurer un cessez-le-feu effectif et durable dans toute la Syrie.

Il n'y a pas d'autre voie vers une paix durable que la reprise des négociations intersyriennes à Genève et l'élaboration d'un règlement dirigé par les Syriens, propre à mener à une solution politique, conformément à la résolution 2254 (2015), qui avait été adoptée à l'unanimité. Seule une solution politique inclusive pourra jeter les bases de la réconciliation nationale et ouvrir la voie à des élections libres et régulières.

L'Union européenne continuera donc d'appuyer avec force le processus dirigé par l'ONU à Genève, ainsi que les efforts déployés par l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie pour relancer le processus politique et contribuer à la création d'une commission constitutionnelle équilibrée et ouverte, dans l'optique de jeter les bases d'élections libres et régulières, conformément à la résolution 2254 (2015), et de promouvoir la société civile syrienne, notamment les femmes et leur participation équitable et constructive au processus politique.

Nous entendons rester à l'avant-garde des efforts internationaux visant à promouvoir l'établissement des responsabilités et la justice et à combattre l'impunité dans le cadre d'un processus futur de réconciliation nationale en Syrie, quel qu'il soit. Nous continuerons d'appuyer le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger ceux qui en sont responsables, ainsi que le travail assidu de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne. L'UE condamne fermement les pratiques telles que la détention arbitraire, les disparitions forcées de civils et la torture en détention, qui sont principalement utilisées par le régime syrien au fins de représailles et de rétorsion, ainsi que par les groupes terroristes.

L'Union européenne a renforcé ses sanctions contre le régime syrien cette année en inscrivant des hommes d'affaires et des entités qui bénéficient de leur soutien au régime d'Assad, ainsi que d'autres individus responsables d'attaques chimiques. L'Union européenne continuera, tant que la répression se poursuivra, d'envisager de nouvelles mesures restrictives à l'encontre de la Syrie. Nous entendons également continuer d'appuyer et de financer l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de soutenir pleinement ses efforts visant à identifier les auteurs d'attaques chimiques en Syrie, afin qu'ils répondent de leurs crimes. Nous renouvelons notre appel à renvoyer la situation en Syrie devant

les mécanismes judiciaires idoines, notamment la Cour pénale internationale.

Enfin, l'Union européenne continue de soutenir les efforts déployés par la Coalition mondiale contre Daech. Pour contribuer à la défaite définitive de Daech, l'UE continuera d'intervenir avec des efforts de stabilisation, tout en encourageant une gouvernance locale, indépendante, représentative et inclusive dans le nord-est de la Syrie.

Nous appuyons le droit des réfugiés et des déplacés syriens à un retour volontaire et durable, dans la dignité et la sécurité. Nous sommes d'accord avec l'évaluation du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, selon laquelle ces conditions ne sont pas encore en place. Pour la troisième année consécutive, l'Union européenne et l'ONU ont coprésidé la Conférence de Bruxelles sur l'aide à apporter pour l'avenir de la Syrie et des pays de la région, qui s'est déroulée du 12 au 14 mars. Les contributions annoncées à la Conférence ont totalisé 8,3 milliards d'euros pour 2019 et au-delà. Les deux tiers de ces fonds ont été promis par l'Union européenne et ses États membres.

La Conférence a également été l'occasion d'énoncer une nouvelle fois notre ferme position s'agissant de la reconstruction : l'Union européenne ne pourra appuyer la reconstruction en Syrie qu'une fois qu'une transition politique globale, véritable et sans exclusive, conforme à la résolution 2254 (2015) et au communiqué de Genève (S/2012/522, annexe), sera résolument amorcée. À cet égard, je voudrais informer le Conseil que l'Union européenne entend accueillir une réunion de haut niveau sur la Syrie pendant la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale à sa soixante-quatorzième session.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole à l'observateur de l'État observateur du Saint-Siège auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Le père Charters (Saint-Siège) (*parle en anglais*) : Le Saint-Siège remercie la présidence péruvienne d'avoir organisé le débat public d'aujourd'hui sur le Moyen-Orient, y compris la question palestinienne.

Le mois dernier, dans son exposé au Conseil de sécurité (voir S/PV.8557), M. Mladenov a noté une escalade dangereuse de la violence à Gaza, [ainsi que la poursuite des violences en Cisjordanie. Le manque d'unité des deux côtés, ainsi que les divisions internes, favorisent un climat de méfiance. Alimenté par une rhétorique dangereuse et une idéologie extrémiste,

ce manque de confiance risque malheureusement de dégénérer rapidement en actes violents qui mettent en danger la vie de Palestiniens et d'Israéliens innocents et ont une incidence négative sur l'ensemble d'une région déjà tendue. Dans un tel contexte, le présent débat public ne peut se contenter de répéter des faits bien connus et de faire l'exégèse des revers et obstacles préoccupants qui empêchent de parvenir à la solution tant recherchée, impliquant deux États à l'intérieur de frontières internationalement reconnues. Cette situation doit pousser à l'action.

Grâce à des dons généreux, principalement par l'intermédiaire de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, la communauté internationale continue de veiller à ce que l'éducation, les soins de santé et autres services de base puissent être fournis aux réfugiés de Palestine, pour éviter que la situation sur place ne devienne intenable. Le chômage est déjà élevé et les perspectives des jeunes générations sont limitées, et ce, dans un contexte de demande de nourriture et d'eau en augmentation constante. Cela étant, si l'appui humanitaire et économique reste indispensable pour créer un environnement propice aux négociations, il ne saurait se substituer à ces dernières. Une volonté politique et un dialogue constructif sont nécessaires pour créer les conditions d'une paix durable et d'une solution globale et pérenne. À ce stade, les États Membres peuvent jouer un rôle majeur en encourageant les parties à retourner à la table des négociations et en leur offrant l'espace et les ressources nécessaires pour dialoguer en tant qu'acteurs de leur propre avenir – un avenir pacifique et commun.

Lorsque nous examinons la situation au Moyen-Orient, nous ne pouvons pas négliger les régions encore instables en Syrie, où le risque d'une aggravation de la crise humanitaire reste élevé. Nous ne pouvons pas rester sourds aux cris des personnes qui manquent de nourriture, de soins médicaux et d'écoles, ni à ceux des orphelins, des veuves et des blessés. Hier, dans sa lettre au Président Bashar Al-Assad, le pape François a exprimé sa profonde préoccupation face à la situation humanitaire en Syrie et, en particulier, face aux conditions dramatiques dans lesquelles vit la population civile à Edleb. Il a renouvelé son appel en faveur de leur protection et du respect du droit international humanitaire.

La détérioration de la situation humanitaire au Yémen est également une source de grave préoccupation, en particulier lorsque les personnes qui

en ont le plus besoin sont privées de nourriture et de soins médicaux. L'adoption à l'unanimité par le Conseil, le 15 juillet dernier, de la résolution 2481 (2019) portant renouvellement du mandat de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda est une mesure nécessaire pour renforcer l'application du cessez-le-feu et faciliter l'accès aux vivres et aux articles de première nécessité. Toutefois, il faut faire montre de cohérence. Comment pouvons-nous lancer des appels éloquentes en faveur de la paix au Moyen-Orient, et même nous engager sur le plan humanitaire, tout en continuant d'autoriser la vente d'armes dans la région?

Après les crimes innombrables que l'État islamique d'Iraq et du Levant a infligés à sa population, en particulier les membres des minorités religieuses et ethniques, l'Iraq offre une lueur d'espoir sur la voie de la réconciliation et de la reconstruction via la recherche pacifique et partagée du bien commun par toutes les composantes de la société. En outre, il est essentiel que la communauté internationale continue de créer et de chercher des possibilités de négocier et de trouver des solutions pacifiques aux crises actuelles dans la région du Golfe.

Nous sommes à un moment déterminant où tous les pays de la région doivent préserver les progrès accomplis en matière de paix en évitant de relancer les hostilités déclenchées par les conflits latents entre les puissances régionales. Au contraire, il est essentiel de promouvoir davantage de dialogue en faveur d'une culture de tolérance, d'acceptation d'autrui et du vivre-ensemble en paix. Les pays peuvent ainsi contribuer considérablement à la réduction des nombreux problèmes économiques, sociaux, politiques et environnementaux qui pèsent si lourdement sur une grande partie de l'humanité.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole à l'observateur de la Ligue des États arabes.

M. Abdelaziz (*parle en arabe*) : Le Conseil de sécurité se réunit aujourd'hui pour mener un examen périodique des progrès accomplis sur la voie de la paix au Moyen-Orient, et pour veiller à ce qu'Israël, Puissance occupante, respecte ses engagements, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies, au droit international et aux décisions du Conseil de sécurité concernant le règlement pacifique de la question de Palestine.

Nonobstant les informations détaillées fournies dans le rapport sur la poursuite des violations israéliennes des dispositions de la résolution, un suivi attentif de l'évolution de la situation depuis le dernier examen périodique (voir S/PV.8517) montre qu'Israël a de plus en plus tendance à essayer de dissimuler ses violations. En effet, il cherche à faire passer ce conflit politique et régional, provoqué par son occupation illégale du territoire palestinien, pour un conflit religieux. Israël se sert du Conseil de sécurité comme tribune pour propager des discours de haine et de fausses informations, qui contredisent les véritables informations sur la situation, notamment en ce qui concerne les sites sacrés de Jérusalem-Est.

Israël et les États-Unis d'Amérique ont échoué dans leur tentative audacieuse de modifier le statut historique de Jérusalem. Il s'agissait là d'une tentative sournoise d'obtenir la reconnaissance internationale des revendications israéliennes sur la Ville sainte. Ces tentatives d'Israël et des États-Unis vont à l'encontre d'une opposition internationale concertée, avec en première ligne figurent l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité. Malgré tout, Israël ne se décourage pas et continue de proférer des paroles incendiaires et provocatrices, notamment au Conseil de sécurité. Israël essaie d'attiser les tensions religieuses et de faire passer ce conflit pour un conflit religieux. Ce faisant, il manque clairement de respect à la communauté internationale et tente de poursuivre ses violations des droits du peuple palestinien.

Israël cherche à asseoir son occupation illégale du territoire palestinien. Tout cela doit inciter le Conseil de sécurité à être plus objectif et à prendre des mesures pour garantir le respect des textes des trois grandes religions monothéistes. Le Conseil doit également prendre des mesures pour empêcher Israël d'interpréter ces textes religieux de manière perverse afin de justifier sa position politique en tant que Puissance occupante. Des mesures doivent être prises pour empêcher qu'Israël manque à ses obligations en vertu du droit international.

Israël a occupé Jérusalem-Est en 1967 et essaie maintenant de prétendre que Jérusalem, en tant que ville indivise, est sa capitale. Il tente d'imposer la souveraineté israélienne *de facto*, en prétextant que c'était le cas sous mandat britannique avant 1948. Il fait alors fi des résolutions du Conseil de sécurité, qui déterminent très clairement le statut des territoires palestiniens occupés, y compris Jérusalem-Est et la bande de Gaza.

La Ligue des États arabes réaffirme qu'Israël ne jouit d'aucune souveraineté sur Jérusalem-Est ou sur

une partie de la ville. Cela reste une question centrale qui doit être résolue dans le cadre du règlement définitif, qui doit être le fruit de négociations directes entre les deux parties – les Israéliens et les Palestiniens. Aucun pays ne doit s'ingérer dans ces négociations directes ni se moquer du droit international. Les résolutions du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 2334 (2016), doivent être respectées. Les décisions et résolutions de l'Assemblée générale, en particulier celles adoptées à la reprise de sa session extraordinaire d'urgence et à ses sessions ordinaires, notamment la résolution 73/22 du 30 novembre 2018 sur Jérusalem, doivent également être respectées.

La Ligue des États arabes demande au Conseil de sécurité de réaffirmer son plein appui au statut de Jérusalem, conformément aux résolutions existantes, afin de la définir comme une ville sainte pour les fidèles des trois principales religions monothéistes, à savoir le judaïsme, l'islam et le christianisme. Le Conseil de sécurité doit également appeler au plein respect des lieux saints de la ville, y compris ceux qui sont sous la tutelle historique du Royaume hachémite de Jordanie, grâce à l'appui du Comité d'Al-Qods, qui est affilié à l'Organisation de la coopération islamique.

Les tentatives israéliennes de donner une dimension religieuse au conflit israélo-arabe sont sournoises. Elles vont de pair avec les actes de provocation et d'incitation, notamment les attaques et les agressions commises par les forces d'occupation et les colons israéliens contre les civils palestiniens, les lieux saints et les lieux de culte à Jérusalem-Est occupée, ainsi qu'avec la tentative d'Israël de modifier le statut historique d'Al-Qods Al-Charif et d'autres lieux saints. En réponse, la Ligue des États arabes demande au Conseil de sécurité de veiller à ce qu'Israël, Puissance occupante, mette fin à ses activités bellicistes, en particulier l'expulsion forcée du peuple palestinien; la démolition de ses maisons et la confiscation de ses terres et de ses biens; et les activités de peuplement et l'annexion des terres palestiniennes, qui sont toutes des pratiques illégales qui bafouent les résolutions du Conseil de sécurité.

Ces pratiques bafouent également l'avis consultatif rendu en 2004 par la Cour internationale de Justice concernant la légalité de la construction du mur de séparation dans les territoires palestiniens occupés et la démolition par Israël de dizaines de maisons palestiniennes dans le quartier de Wadi el-Hummus/Sour Baher, dans le sud de Jérusalem, après l'expulsion de leurs habitants sous prétexte que ces maisons étaient

trop près du mur de séparation. Toutes ces mesures visent à établir un lien entre les colonies israéliennes et Al-Qods, en violation des objectifs fixés d'un commun accord. Il est crucial que les auteurs de ces violations répondent de leurs actes.

Nous devons aborder une fois de plus la question du rapport du Secrétaire général sur la protection des civils en période de conflit armé (S/2018/462), qui se penche sur le sort du peuple palestinien occupé et a été examiné à la reprise de la dixième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale, le 13 juin 2018 (voir A/ES-10/PV.38). Ce rapport est particulièrement important alors que nous célébrons cette année le soixante-dixième anniversaire des Conventions de Genève, qui fournissent un cadre juridique clair pour la protection du peuple palestinien sous occupation, tout en lui permettant d'exercer ses droits inaliénables, notamment celui de créer une Palestine indépendante, avec Jérusalem-Est pour capitale et à l'intérieur des frontières du 4 juin 1967, sur la base de négociations transparentes axées sur les cinq questions relatives au statut final de Jérusalem et aux réfugiés.

La Ligue des États arabes estime que ceci – et non le fait de privilégier la sphère économique pour satisfaire les aspirations palestiniennes au détriment de la recherche d'une solution politique, tout en bafouant les libertés et droits fondamentaux des Palestiniens – est contraire au droit international, et le Conseil de sécurité reste responsable des violations commises par Israël dans les Lieux saints, y compris les activités d'excavation telles que le creusement d'un tunnel passant sous Silwan, à Jérusalem-Est, qui donne un aperçu du destin tragique réservé à la mosquée Al-Aqsa. Il est nécessaire de mettre un terme aux pratiques israéliennes dont l'objectif est de modifier illégitimement et par la force la composition historique et démographique de Jérusalem.

Nous appuyons les décisions adoptées par le Mouvement des pays non alignés et l'Organisation de la coopération islamique. Dans ce contexte, la Ligue des États arabes réitère son appui à la déclaration politique publiée par le Mouvement des pays non alignés en juillet. Nous rejetons toute reconnaissance de la souveraineté d'Israël dans le Golan syrien occupé, conformément à la résolution 497 (1981). Nous estimons qu'il importe de respecter les mandats pertinents et de n'autoriser personne à modifier la réalité sur le terrain, que ce soit en ayant recours à la force militaire ou par le biais d'un appui politique illégitime. Il est nécessaire de préserver la souveraineté syrienne sur ces territoires ainsi que

l'unité territoriale de la République arabe syrienne. Les territoires syriens restent des terres arabes, conformément aux décisions de la Ligue des États arabes et en dépit du fait que la Syrie a été suspendue par la Ligue des États arabes.

Nous appelons le Conseil de sécurité et le Secrétaire général à appliquer les décisions prises durant les trois sommets arabes tenus à La Mecque le 30 mai 2019, ainsi que durant le Sommet arabe qui s'est tenu en Tunisie, concernant l'ingérence iranienne dans les affaires intérieures d'États arabes dans le golfe Arabique et la menace que pose l'Iran à la paix et à la sécurité dans le monde arabe. L'Iran soutient des organisations extrémistes dans le but de déstabiliser la région en attisant les flammes de la violence et des conflits sectaires, raciaux et ethniques. Nous sommes convaincus que le Conseil de sécurité peut atteindre ces objectifs en prenant des mesures immédiates.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Qatar.

M. Al-Maawda (Qatar) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois. Je remercie également M^{me} Rosemary DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, de l'excellent exposé qu'elle a présenté ce matin.

En premier lieu, je remercie l'ONU des efforts qu'elle déploie pour rétablir la paix au Moyen-Orient et venir en aide au peuple palestinien. Nous appuyons pleinement tous ces efforts. La réalisation de la paix à laquelle nous aspirons de tout notre cœur exige que nous adhérions pleinement aux principes du droit international, en particulier les résolutions pertinentes de l'ONU, et que nous appuyions les mandats convenus, notamment l'Initiative de paix arabe.

Il est maintenant clair que la clef du règlement de la question palestinienne, c'est la solution des deux États, fondée sur la création d'un État palestinien viable à l'intérieur des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale. Cela exige également de mettre fin à l'occupation israélienne de territoires palestiniens et d'arrêter immédiatement toutes les activités de colonisation. Les réfugiés doivent être autorisés à rentrer. Le peuple palestinien doit recouvrer tous ses droits inaliénables.

L'État du Qatar condamne l'intensification des activités de colonisation à Jérusalem-Est, en particulier l'annonce en mai de la construction de 805 nouvelles

unités de logement. À cet égard, nous appelons à la pleine mise en œuvre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, dont la plus récente est la résolution 2334 (2016), sur les colonies de peuplement dans les territoires occupés.

Le Qatar réitère sa position cohérente de principe, à savoir que les hauteurs du Golan sont un territoire arabe occupé. En conséquence, l'imposition par Israël de sa juridiction et de son administration sur ce territoire est nulle et non avenue et de nul effet juridique. Dans le cadre de son engagement, le Qatar joue un rôle positif pour que soient réunies les conditions nécessaires à l'instauration de la paix, et il s'emploie avec les parties prenantes, en coordination avec l'ONU, à rendre moins pénible la situation humanitaire très éprouvante du peuple palestinien, en particulier dans la bande de Gaza, qui est soumise de longue date à un blocus extrêmement lourd.

À cet égard, j'appelle l'attention du Conseil sur le fait que l'État du Qatar s'est engagé en mai à fournir 480 millions de dollars d'aide humanitaire à ses frères palestiniens dans les territoires palestiniens occupés. Une partie de cette somme, soit 300 millions de dollars, sera versée en tant que donation et prêts pour contribuer aux budgets de l'éducation et de la santé de l'Autorité palestinienne, et les 180 millions de dollars restants sont réservés à l'aide humanitaire d'urgence et à l'approvisionnement en électricité.

En outre, nous appuyons les projets mis en œuvre sous les auspices de l'ONU. L'État du Qatar s'est de nouveau engagé cette année à fournir un appui supplémentaire à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, car il est conscient de l'importance capitale des services que fournit l'Office à des millions de réfugiés palestiniens. Le Qatar réaffirme son appui à la réconciliation nationale entre ses frères palestiniens.

Alors que les répercussions humanitaires catastrophiques de la crise syrienne se poursuivent, l'État du Qatar, pour sa part, continue d'apporter l'aide humanitaire nécessaire au peuple syrien frère et de coopérer avec l'ONU et les partenaires internationaux pour mettre un terme à la crise. Le seul moyen de mettre fin aux souffrances humanitaires est de mettre fin à la violence et aux violations graves du droit international humanitaire. Il est, par ailleurs, essentiel d'œuvrer sérieusement à la recherche d'une solution politique qui réponde aux aspirations du peuple syrien dans toutes ses composantes, dans le respect du Communiqué de Genève (S/2012/522,

annexe) et des résolutions du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 2254 (2015). Tout cela s'inscrit dans le contexte de la préservation de l'unité, de la souveraineté et de l'indépendance de la Syrie, en garantissant la responsabilité pour les crimes les plus graves.

La situation en Libye se trouve dans une phase critique, alors que les tensions ont augmenté dans l'ouest du pays suite à l'assaut lancé contre la capitale Tripoli, des événements qui risquent de saper le processus politique en cours sous les auspices de l'ONU. Nous avons été témoins, cette dernière période, de graves violations du droit international humanitaire, notamment le bombardement aérien d'un centre d'accueil de migrants à Tripoli et la prise pour cible d'un hôpital dans le sud de la ville. Cette situation exige une condamnation ferme de la part du Conseil et la prise de mesures draconiennes pour mettre fin à cette escalade.

L'État du Qatar exprime son plein appui au Gouvernement d'entente nationale qui est reconnu par la communauté internationale. Le Qatar se félicite de l'initiative prise par M. Faiez Serraj, Président du Conseil présidentiel, pour sortir de la crise grâce à l'organisation d'une rencontre interlibyenne en coordination avec la Mission d'appui des Nations Unies en Libye, afin de parvenir à un règlement politique global qui garantisse la souveraineté de la Libye et son intégrité territoriale et réponde aux aspirations du peuple en termes de sécurité et de stabilité. Nous espérons que la communauté internationale appuiera cette initiative et exprimons notre plein appui aux efforts du Représentant spécial du Secrétaire général, M. Ghassan Salamé.

Depuis deux ans, notre région est le théâtre d'une crise montée de toutes pièces qui a de graves répercussions sur la stabilité régionale et qui pourrait menacer la paix, la sécurité, les droits de l'homme et la coopération dans la région. Je parle là de la crise provoquée par l'imposition d'un blocus injuste et de mesures unilatérales illégales à l'encontre de l'État du Qatar, ainsi que de la campagne de haine et de désinformation qui l'accompagne, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies et du principe des relations amicales entre États, qui appelle à ne pas aggraver les conflits mais à les régler par le dialogue et des moyens pacifiques. La position de l'État du Qatar est très claire. Nous appelons au règlement de la crise par le dialogue, garantissant notre souveraineté et mettant fin à ces mesures illégales. Nous avons réaffirmé cet engagement par les bons offices de S. A. le Cheik Sabah Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah,

Émir du Koweït. À cet égard, nous remercions tous les États qui nous ont appuyés.

Notre approche est la bonne, comme nous l'avons démontré dans le cadre de notre gestion de la crise par le biais du droit international et des mécanismes internationaux de règlement des différends. Notre position juridique est également valable. J'en veux pour preuve l'arrêt rendu en juillet 2018 par la Cour internationale de Justice contre les Émirats arabes unis pour violation de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ainsi que la décision de la Cour en juin de rejeter la demande faite par les Émirats arabes unis tendant à l'adoption de mesures temporaires contre le Qatar.

L'objectif de ces tentatives de déstabilisation de l'État du Qatar est désormais bien connu, mais elles n'ont eu pour seul résultat que de démontrer son importance et sa place sur la scène internationale. Sa place est reconnue, car elle repose sur des positions et des politiques ancrées dans les principes du droit international, la Charte des Nations Unies et des contributions importante à la coopération aux fins de préserver la sécurité internationale, de favoriser le développement et de protéger les droits de l'homme. Toutefois, la persistance de cette crise crée un dangereux précédent dans les relations internationales et constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales. C'est pourquoi la communauté internationale doit adopter une position ferme sur la question et mettre fin immédiatement au blocus illégal.

Pour terminer, la poursuite et la multiplication des crises au Moyen-Orient ne doivent pas nous faire perdre espoir quant à la possibilité d'y faire face. Le Conseil a joué un rôle clef dans la lutte contre les menaces à la paix et à la sécurité internationales. Les peuples qui souffrent des crises dans notre région aspirent au rôle que la communauté internationale et l'ONU peuvent jouer pour les traiter efficacement.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Malaisie.

M. Hasrin (Malaisie) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à vous féliciter, Monsieur le Président, d'avoir organisé le débat public d'aujourd'hui, qui permet aux États Membres de participer et d'exprimer leurs vues sur la situation préoccupante au Moyen-Orient, en particulier celle dans le territoire palestinien occupé.

La Malaisie s'associe à la déclaration faite précédemment par le représentant de l'Ouganda, au nom

de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), et à la déclaration qui sera faite par le représentant de la République bolivienne du Venezuela au nom du Mouvement des pays non alignés.

À l'occasion de ce débat public trimestriel, la Malaisie partage la préoccupation exprimée dans le dixième rapport sur l'application de la résolution 2334 (2016), à savoir qu'aucune mesure n'a été prise par la Puissance occupante, en particulier en ce qui concerne les activités illégales de colonisation dans le territoire palestinien occupé, notamment à Jérusalem-Est.

Comme nous l'avons indiqué à maintes reprises, la poursuite de l'expansion des colonies de peuplement israéliennes constitue une violation grave de la résolution 2334 (2016), ainsi que d'autres résolutions de l'ONU, et contrevient de façon éhontée au droit international et au droit international humanitaire. Ces actes constituent non seulement une menace pour la paix et la sécurité internationales, mais traduisent aussi un mépris de la communauté internationale. Cette dernière doit continuer d'appeler à l'annulation immédiate des tendances négatives sur le terrain qui mettent en péril la solution des deux États. Israël doit cesser immédiatement et complètement toutes les activités illégales de peuplement dans les territoires occupés, ainsi que les démolitions illégales de maisons palestiniennes.

L'escalade actuelle de la violence dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, demeure préoccupante. Nous condamnons le recours continu à la force par Israël contre les Palestiniens. Ces actes de provocation et d'incitation contre le peuple palestinien et les lieux saints de Jérusalem-Est occupée, y compris le Haram al-Charif, menacent le caractère sacré et la stabilité des Lieux saints. La communauté internationale a le devoir de veiller collectivement à ce qu'il soit mis fin aux violations incessantes d'Israël.

La Malaisie se félicite de l'initiative prise par l'OCI de convoquer le 17 juillet une réunion extraordinaire à composition non limitée du Comité exécutif au niveau des ministres des affaires étrangères sur les violations commises par Israël dans la ville d'Al-Qods Al-Charif occupée.

L'ouverture récente par Israël du tunnel routier dit du pèlerin, qui a été creusé sous le village de Silwan pour atteindre la mosquée Al-Aqsa, a provoqué une indignation et une colère généralisées parmi les membres de l'OCI. La construction du tunnel a non seulement

affaibli la structure de la mosquée, mais a également endommagé 80 maisons palestiniennes à Silwan, tandis que des dizaines d'autres risquent de s'effondrer, forçant les familles palestiniennes à quitter leur maison. Doit-on s'attendre à ce que la communauté internationale reste en marge et continue d'assister à de nouvelles destructions? Certainement non.

La situation financière de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), aggravée par la décision des États-Unis de cesser de financer l'Office, reste profondément alarmante. L'interruption du financement de l'UNRWA réduirait à néant 25 années de travail et de persévérance, non seulement de la part de l'ONU et de ses organismes, mais aussi de toutes les autres parties qui ont consacré leur vie à la paix et à l'aide humanitaire.

La Malaisie demeure profondément préoccupée par les mesures unilatérales prises par les États-Unis, qui compromettent encore davantage le consensus international sur la solution des deux États. La Malaisie estime qu'un processus politique légitime est la seule voie à suivre pour mettre fin à l'occupation illégale de la Palestine et régler toutes les questions relatives au statut final, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale et aux accords antérieurs. Le fait que le processus de paix au Moyen-Orient est au point mort ne fait qu'exacerber la situation actuelle en Palestine, raison pour laquelle il faut créer des conditions crédibles pour relancer le processus de paix, sur la base du mandat existant relatif à la solution prévoyant deux États.

La Malaisie demeure convaincue que la poursuite de l'occupation est le principal obstacle au progrès et au développement dans les territoires palestiniens occupés. Nous continuons de penser qu'il incombe au Conseil de sécurité de s'efforcer de parvenir à une solution prévoyant deux États, qui permettrait aux Palestiniens et aux Israéliens de vivre côte à côte dans la paix, sur la base des frontières d'avant 1967 et avec Jérusalem-Est comme capitale de la Palestine. Nous espérons sincèrement que les vues exprimées ici feront l'objet d'un examen sérieux par les membres du Conseil afin de maintenir la paix et la sécurité dans la région.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Maroc.

M. Atlassi (Maroc) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, d'assumer la présidence du Conseil de sécurité ce mois-ci,

et vous remercier d'avoir organisé la présente séance pour examiner la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne. Je remercie également la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo de son exposé éclairant sur la question.

Ma délégation s'associe aux déclarations qui seront prononcées par le représentant du Royaume d'Arabie saoudite, au nom du Groupe des États arabes, et par le représentant des Émirats arabes unis, au nom de l'Organisation de la coopération islamique.

C'est avec un grand regret et une vive préoccupation que nous suivons la détérioration de la situation en Palestine, due aux politiques de la Puissance occupante contre le peuple palestinien, à savoir la judaïsation du territoire de Jérusalem et la construction continue de colonies de peuplement, la démolition de maisons et la répression de civils non armés. Ces politiques compliquent encore la situation, exacerbent les tensions et renforcent tous les obstacles au lancement d'un processus de paix qui est moribond depuis des années. Nous assistons donc à la disparition de la solution des deux États.

Les activités de colonisation en cours, qui ont lieu en violation flagrante des résolutions du Conseil de sécurité, en particulier de la résolution 2334 (2016), sapent les efforts de paix et annulent toutes les tentatives de relance du processus politique. Pire encore, elles constituent une provocation constante du peuple palestinien et de la communauté internationale. En outre, la détérioration des conditions de vie des Palestiniens et l'absence de conditions de base pour une vie digne empêchent les parties de rétablir le climat de confiance qui a disparu. Cette situation nuit également au processus d'édification de l'État et à la création du cadre et des conditions nécessaires à la reprise des pourparlers de paix en vue d'une solution prévoyant deux États dans les frontières du 4 juin 1967.

Jérusalem/Al-Qods Al-Charif reste au cœur de ce conflit. C'est le centre du Moyen-Orient et l'essence même d'une solution politique pour les Palestiniens comme pour les Israéliens. En effet, Jérusalem/Al-Qods Al-Charif occupe une place particulière dans le cœur de tous les fidèles des trois religions monothéistes. C'est la première qibla et le troisième lieu saint, ce qui confère à la ville un statut juridique spécial qui ne peut être compromis, comme le garantissent les résolutions du Conseil de sécurité.

S. M. le Roi Mohammed VI, Président du Comité d'Al-Qods, attache une grande importance à la ville et souligne constamment la nécessité de préserver son statut historique, juridique et politique. Il a appelé l'Organisation des Nations Unies et les membres permanents du Conseil à assumer leurs responsabilités afin d'éviter que son statut ne soit compromis et que les efforts visant à régler le conflit ne soient retardés. Sa Majesté a également, à plus d'une occasion et par divers moyens, que ce soit lors de réunions bilatérales ou dans diverses instances internationales, appelé à mettre un terme aux activités de colonisation israéliennes et à la judaïsation de Jérusalem. Il a exhorté la Puissance occupante à renoncer à tout projet visant à modifier le statut juridique de la ville et de ses lieux de culte spirituel en attirant l'attention sur les graves répercussions qu'aurait l'adoption de son projet visant à judaïser Jérusalem. Par ailleurs, il a appelé Israël à s'abstenir de prendre toute mesure susceptible de porter atteinte au statut politique de la ville, car la question de Jérusalem est au cœur des questions relatives au statut final en vertu des résolutions 476 (1980) et 478 (1980).

Partant de cette conviction quant au statut spécial de Jérusalem pour les fidèles des trois religions monothéistes, le commandeur des croyants, S. M. Mohammed VI, Président du Comité d'Al-Qods, et le pape François ont lancé à Rabat, le 30 mars, un appel conjoint au respect de la sacralité de Jérusalem, de sa signification spirituelle et de sa vocation particulière de ville de paix. Cet appel a été consacré en un document unique en son genre appelant à la préservation du caractère spécifique et de l'identité particulière de la ville.

En outre, le communiqué qui a été publié à la suite de la visite historique au Maroc de S. M. le Roi Abdullah II ibn Al Hussein, souverain du Royaume hachémite de Jordanie, à l'invitation de son frère, S. M. le Roi Mohammed VI, a réaffirmé le plein appui de ces derniers au peuple palestinien en ce qui concerne le rétablissement de tous ses droits légitimes et la création d'un État palestinien indépendant dans les frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale et sur la base des résolutions internationales pertinentes, de l'Initiative arabe de paix et de la solution des deux États.

Cela a été réaffirmé lors de la première série de consultations politiques entre le Royaume du Maroc et le Royaume de Jordanie, tenues la semaine dernière à Amman. M. Nasser Bourita, Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale du Maroc, a montré que nos deux pays partagent la même position, à

savoir la nécessité de promouvoir une solution prévoyant deux États en vertu du droit international et de préserver Jérusalem et son patrimoine islamique. Dans ce contexte, Sa Majesté a envoyé des architectes et des artisans marocains pour préserver la mosquée Al-Aqsa, en collaboration avec le waqf jordanien.

Pour terminer, la position de mon pays concernant ce conflit reste constante. Elle se fonde sur l'Initiative de paix arabe, les bases, les principes et les référents pour l'instauration de la paix et la création d'un État palestinien indépendant, avec Jérusalem-Est pour capitale, dans les frontières du 4 juin 1967, vivant aux côtés d'Israël dans la paix, la sécurité et l'harmonie.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Uruguay.

M. Bermúdez Álvarez (Uruguay) (*parle en espagnol*) : L'Uruguay porte une attention permanente aux différentes questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil concernant le Moyen-Orient, qui sont toujours complexes et multidimensionnelles.

Nous remercions la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, M^{me} Rosemary DiCarlo, de son exposé riche en informations. Nous voudrions aussi, comme nous le faisons habituellement, saluer le travail qu'effectue le Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient, M. Nickolay Mladenov. Il peut compter sur le plein appui de l'Uruguay.

Les rares – pour ne pas dire inexistantes – mesures positives prises par les deux parties n'ont pas suffi à inverser les tendances négatives sur le terrain, et c'est pourquoi la viabilité de la solution des deux États est mise gravement en péril. Certes, nous nous félicitons une fois encore des contributions que peuvent apporter les différentes initiatives multilatérales, régionales et unilatérales, qu'elles soient actuelles, en gestation ou pourraient être formulées à l'avenir, mais nous sommes encore loin d'un règlement du conflit. Le plus important c'est de reprendre des négociations directes, seules à même d'élucider les questions en suspens. Nous savons que ce n'est pas facile, mais c'est encore pire que de voir se poursuivre l'impasse et l'enlisement dont nous sommes les témoins actuellement, et qui n'ont que trop duré. La solution des deux États reste l'unique option viable; il n'y a pas de plan B pour la remplacer.

L'Uruguay a des liens d'amitié solides aussi bien avec l'État d'Israël qu'avec l'État de Palestine. Nous réaffirmons encore une fois le droit d'Israël et

de la Palestine de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, dans un climat de coopération renouvelé et exempt de toute menace ou action pouvant compromettre la paix. Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire d'inverser les tendances négatives actuelles sur le terrain. Faute de quoi, il sera extrêmement difficile - pour ne pas dire impossible - pour la Palestine de constituer son État sur un seul bloc de territoire.

La promotion, l'approbation et la construction de colonies de peuplement en Cisjordanie et à Jérusalem-Est s'intensifient, ainsi que les mesures juridiques qui les sous-tendent, et c'est extrêmement préoccupant. Les expulsions de familles palestiniennes et les démolitions et les saisies de leurs biens, comme cela a eu lieu hier à Sour Baher ou à Wadi Yasul en avril, aggravent cette situation et accroissent le risque de plans tendant à une annexion future.

Nous condamnons les actes de violence et de terrorisme visant des civils israéliens, notamment le tir de roquettes et d'engins explosifs depuis Gaza, et l'augmentation de la violence exercée par les colons contre les civils palestiniens, ainsi que le recours excessif à la force dans la riposte d'Israël. L'incitation et la glorification de tout acte de violence méritent notre condamnation totale.

C'est pourquoi nous voudrions appeler encore une fois les deux parties à adopter des mesures susceptibles de désamorcer et de réduire progressivement les tensions, unique moyen permettant, à moyen et long termes, un règlement définitif du conflit de longue date entre Israël et la Palestine et l'instauration d'une paix juste et durable.

Lors des récents débats publics sur la question, l'Uruguay a proposé un ensemble de 10 mesures, que nous réitérons aujourd'hui.

Il y a 70 ans, l'Assemblée générale adoptait la résolution 181 (II). Grâce à l'impulsion donnée par cet acte juridique international émanant de l'Organisation, Israël et la Palestine ont consolidé leur identité, leurs droits et leurs obligations en tant qu'États et sont reconnus en tant qu'entités juridiques. Aujourd'hui, tout comme il y a 70 ans, quand elle avait hâte de trouver une solution et qu'elle s'est prononcée pour celle-ci, la communauté internationale reste dans l'attente et l'expectative.

Cela n'aide en rien que les dirigeants actuels agissent en tournant le dos à la voie que la communauté internationale a tracée pour eux de bonne foi et qu'elle promeut. Nous nous permettons de ne pas être d'accord

avec ceux qui foulent au pied le consensus international ou rejettent les normes approuvées par le Conseil ou par l'Assemblée générale, ainsi que les arrêts et avis de la Cour internationale de Justice. Le droit international joue un rôle fondamental dans le règlement de ce conflit et de tous les autres. C'est le moyen civilisé dont nous disposons pour appuyer et promouvoir la paix et le développement. Nous ne devons pas l'oublier.

L'heure est venue pour nous de commencer à surmonter la haine et l'incitation à la haine, la désillusion, l'abattement et la frustration. Tout gain de territoire ou tout exercice d'une souveraineté mal comprise sont sans valeur dès lors qu'ils se font aux dépens de la paix et qu'ils prolongent la détresse des peuples qui habitent la région.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Équateur.

M. Gallegos Chiriboga (Équateur) (*parle en espagnol*) : Notre délégation se félicite de la convocation du présent débat par la présidence du Pérou et voudrait réaffirmer que la question de Palestine est une question vitale pour la communauté internationale et pour le Conseil de sécurité, à qui a été conférée la responsabilité première du maintien de la paix et de la sécurité internationales pour garantir une action rapide et efficace de la part de l'ONU, conformément à ce qui est stipulé dans la Charte des Nations Unies, aux fins de maintenir la paix et la sécurité internationales.

Nous nous félicitons de l'exposé présenté la Secrétaire générale adjointe, M^{me} Rosemary DiCarlo.

Il y a un mois, le Conseil s'était réuni (voir S/PV.8557) pour entendre le Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général, M. Nickolay Mladenov, lui présenter le dixième rapport du Secrétaire général sur la mise en oeuvre de la résolution 2334 (2016), qui porte sur la période allant du 25 mars au 10 juin 2019. L'exposé présenté par M. Mladenov était très clair. Il a offert des preuves que l'extension des colonies de peuplement s'est poursuivie au cours des deux dernières années, en particulier à Jérusalem-Est occupée, et que les démolitions et les saisies par les autorités israéliennes de structures appartenant à des Palestiniens se sont poursuivies aussi, notamment les démolitions punitives.

À cet égard, la position de l'Équateur concernant la politique de peuplement n'a pas changé. Toutes les activités de peuplement, les expulsions, les démolitions et les saisies d'habitations sont illégales au regard du

droit international. La crise financière à laquelle est confrontée l'Autorité palestinienne, du fait de la décision d'Israël de retenir une partie des recettes fiscales qui lui sont dues, n'est toujours pas réglée. Nous sommes préoccupés de constater que la situation humanitaire, les violations des droits de l'homme et le non-respect du droit international humanitaire dans le territoire palestinien occupé continuent de s'aggraver. Les meurtres, les attaques, les détentions, la violence et les affrontements ne s'arrêtent pas. Les actes de provocation et les déclarations qui incitent à la violence et la rhétorique incendiaire se poursuivent, comme signalé dans le rapport. Notre pays condamne tous les actes de violence et de terrorisme par quelque partie que ce soit.

Dans l'avis consultatif qu'elle a rendu en 2004, la Cour internationale de Justice a affirmé que l'édification du mur dans le territoire palestinien occupé est contraire au droit international. C'est pourquoi est profondément préoccupante la récente démolition, à Jérusalem-Est, de plusieurs édifices construits à proximité du mur de séparation. Il est impératif que le Conseil prenne des mesures pour garantir le plein respect des principes fondamentaux du droit international et de la Charte des Nations Unies, comme il le lui est demandé de manière répétée. Son inaction donne lieu à des faits qui vont à l'encontre des appels répétés du Quatuor pour le Moyen-Orient à prendre immédiatement des mesures positives pour inverser les tendances négatives sur le terrain, qui mettent en péril la solution des deux États, autour de laquelle il existe un quasi consensus international.

Notre délégation appelle à nouveau la communauté internationale à progresser concrètement dans l'appui à la promotion d'une solution politique pacifique, définitive et juste pour les parties, sur la base de l'existence de deux États, la Palestine et Israël, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité, avec des frontières négociées sur la base des lignes de 1967, ce qui constitue le consensus réaffirmé dans la résolution 2334 (2016).

Il est impératif de préserver la perspective de la solution des deux États, car elle est le seul moyen d'instaurer la paix et la stabilité au Moyen-Orient, de rétablir les droits du peuple palestinien et de concrétiser la création d'un État palestinien indépendant, admis à l'ONU en tant que membre à part entière. Notre délégation apprécie également les diverses initiatives internationales qui ont été prises dans le but de relancer les négociations et les pourparlers de paix entre Israël et la Palestine et leur réitère une fois de plus son appui.

Par ailleurs, nous sommes préoccupés par la profonde crise humanitaire et politique qui sévit à Gaza. À cet égard, notre délégation salue les efforts inlassables de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et réaffirme son plein appui à son mandat. En outre, elle demande instamment à tous les donateurs de poursuivre leur engagement financier afin d'atténuer son déficit de financement.

Pour terminer, je voudrais rappeler le principal message que nous a légué Nelson Mandela : « Il n'est de problème si grave qu'il ne puisse être résolu par la discussion et la négociation, et non par la force et la violence ».

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Bangladesh.

M. Bin Momen (Bangladesh) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à vous féliciter, Monsieur le Président, de la manière dont vous avez dirigé les travaux du Conseil de sécurité au mois de juillet. Je remercie la Secrétaire générale adjointe, M^{me} Rosemary DiCarlo, de son exposé détaillé de ce matin.

Ma délégation souscrit à la déclaration faite par le représentant de l'Ouganda au nom de l'Organisation de la coopération islamique (OCI).

La présente séance se tient à un moment où la cause de la Palestine subit des difficultés sans précédent, qui menacent jusqu'à son existence, notamment en raison de l'absence d'une quelconque action politique et juridique sérieuse de la part du Conseil de sécurité pour mettre fin à l'occupation étrangère illégale, par Israël, du territoire palestinien occupé, laquelle dure depuis des décennies. En particulier, la récente tentative d'Israël de déformer les réalités historiques en ouvrant la route dite du pèlerinage juif, qui court du bassin de Siloé jusqu'au mur d'al-Buraq illustre un mépris flagrant et s'inscrit au rang des violations systématiques du droit international et de nombreuses résolutions des Nations Unies, notamment de la résolution 2334 (2016). La démolition illégale par Israël de quelque 70 appartements palestiniens, pas plus tard qu'hier à Sour Baher, qui a entraîné le déplacement de plusieurs centaines de Palestiniens, est une violation flagrante de plus.

Ma délégation condamne ces faits nouveaux regrettables. Du fait des agressions sans limite, du meurtre aveugle de Palestiniens innocents, notamment des enfants, de l'intensification des politiques d'implantation israéliennes, des attaques permanentes contre les

lieux saints musulmans et chrétiens, en particulier la mosquée Al-Aqsa, de la modification démographique de Jérusalem-Est et de tous les scandaleux actes de provocation auxquels Israël, Puissance occupante, se livre en dépit des résolutions du Conseil de sécurité, la paix au Moyen-Orient est plus insaisissable que jamais. À cet égard, nous rappelons la réunion extraordinaire à composition non limitée que le Comité exécutif de l'OCI a tenue la semaine dernière à Djedda, au niveau des ministres des affaires étrangères, et nous nous rallions pleinement à son communiqué final dans lequel il réaffirme, entre autres, sa condamnation de toute tentative visant à saper le statut juridique et historique de la ville d'Al-Qods Al-Charif.

Le blocus illégal mené par Israël, l'intensification de l'agression et des raids militaires rendent une situation déjà précaire plus périlleuse encore, exacerbant ce faisant la catastrophe humanitaire vécue par le peuple palestinien dans les territoires occupés. De plus en plus de civils palestiniens se retrouvent sans abri ou sont contraints de vivre dans des conditions désastreuses.

Un autre sujet de grave préoccupation est la récession socioéconomique que traverse le peuple palestinien. La concrétisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 se heurte à de graves difficultés dans le contexte palestinien. L'occupation israélienne contribue directement à une pauvreté, un chômage et une crise humanitaire persistants dans le territoire palestinien occupé. La réalisation des objectifs du développement durable se solderait par un lamentable échec si nous laissons de côté nos frères et sœurs palestiniens, si nous les abandonnons à leurs difficultés politiques, sociales, économiques et culturelles. Nous exhortons la communauté internationale à intervenir rapidement pour contraindre les autorités israéliennes à lever le blocus, à faciliter la libre circulation des civils palestiniens et à garantir leur accès aux fournitures de base.

Les incessants actes d'agression d'Israël ont donné lieu à une odieuse culture d'impunité, qui sape la viabilité de l'État de Palestine et compromet les chances de concrétisation de la solution des deux États. Dans cette situation, nous pensons que le Conseil de sécurité ne peut rester passif. La communauté internationale, Conseil de sécurité en tête, doit s'acquitter de son devoir d'assurer l'établissement des responsabilités de toutes les violations commises par Israël, faire respecter l'état de droit international et assurer la protection du peuple palestinien dans le territoire occupé.

Nous réaffirmons notre appui à l'adhésion de l'État de Palestine aux organisations et traités internationaux et appelons de nouveau le Conseil de sécurité à recommander et envisager favorablement son admission comme membre de l'ONU à part entière. Nous exhortons en outre le Conseil de sécurité à faire tout ce qui est en son pouvoir pour appliquer dans les meilleurs délais les résolutions pertinentes du Conseil visant à mettre fin à l'occupation israélienne, car c'est là le fondement d'une paix durable au Moyen-Orient. La mise en œuvre de la Feuille de route, l'Initiative de paix arabe et les efforts du Quatuor sont également cruciaux.

Les vulnérabilités et la pauvreté de plus en plus marquées augmentent le nombre de réfugiés palestiniens, ce qui nous rappelle l'année 1971, lorsque des millions de Bangladais ont été contraints de trouver refuge dans l'Inde voisine. Parce que nous connaissons bien la douleur que ressent une humanité en détresse, nous avons ouvert nos portes pour accueillir 1,2 million de Rohingya fuyant les atrocités criminelles commises au Myanmar. Nous avons conscience qu'il est urgentement nécessaire d'assurer un financement accru, prévisible et durable de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, aussi poursuivrons-nous notre modeste contribution à l'Office.

Mus par d'impérieuses obligations constitutionnelles et morales et par le principe déclaré de la Première Ministre Sheikh Hasina, le Bangladesh entend apporter un appui inébranlable à la cause de la lutte palestinienne, jusqu'à ce que l'État de Palestine soit créé sur la base d'une solution prévoyant deux États à l'intérieur des frontières d'avant 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Turquie.

M. Denктаş (Turquie) (*parle en anglais*) : L'espace d'un moment, l'histoire nous a offert un espoir de paix entre Israël et la Palestine. Cet espoir n'est plus qu'un souvenir, à dire vrai, et les perspectives d'une solution durable s'obscurcissent. Mais ce sombre tableau aurait pu être évité; il n'avait rien d'inéluctable.

Aujourd'hui, malgré les appels constants de la communauté internationale, l'expansion des colonies illégales se poursuit sur l'ensemble du territoire palestinien occupé. La spectaculaire intensification des activités de peuplement, conçues pour créer de nouvelles réalités sur le terrain, reste une source de préoccupation,

car il s'agit d'une tentative visant à saper la vision des deux États et la possibilité de leur coexistence.

En parallèle de l'expansion des colonies de peuplement et des travaux d'excavation, on constate également certains efforts visant à détruire l'histoire et la démographie de la vieille ville d'Al-Qods/Jérusalem. Les travaux d'excavation destructeurs qui sont en cours pour ouvrir la route dite du pèlerinage sont le dernier exemple en date de ces efforts. À Al-Qods, les Palestiniens sont également confrontés à des ordonnances d'expulsion et à des incursions quotidiennes dans leurs quartiers. Leur statut de résident est abrogé, en violation des normes internationales. Pas plus tard qu'hier, des bâtiments résidentiels palestiniens, parmi lesquels des logements habités, ont été détruits à Sour Baher. J'appelle l'attention du Conseil sur le fait que, pour la première fois, ces démolitions ont lieu dans des zones placées sous la compétence de l'Autorité palestinienne en vertu des accords d'Oslo. Il s'agit là d'une violation du droit international et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

La situation au Haram al-Charif est également préoccupante. Pour la première fois depuis des années, des centaines de colons sont entrés au Haram al-Charif pendant le Ramadan. Nous avons vu des attaques contre des musulmans qui priaient à la mosquée Al-Aqsa. Compte tenu de son statut béni dans tous nos cœurs, Al-Qods devrait être une ville de paix et d'harmonie, et non un lieu de violence et de provocation.

Toutes ces mesures illégales doivent cesser immédiatement. L'instauration de la paix exige qu'Israël fasse montre de volonté politique et s'abstienne d'actions provocatrices et préjudiciables. La communauté internationale, le Conseil en particulier, ne peut fermer les yeux face à un mépris aussi flagrant du droit international. Le Conseil doit prendre des mesures, qui doivent reposer sur la seule solution viable au conflit israélo-palestinien : la solution des deux États, fondée sur les frontières de 1967, dans le cadre de laquelle la Palestine et Israël vivraient côte à côte.

Les droits du peuple palestinien, notamment le droit à l'autodétermination, ne sont pas négociables. Depuis des décennies, les résolutions pertinentes de l'ONU, le mandat de la conférence de Madrid, l'Initiative de paix arabe et la Feuille de route du Quatuor servent de base aux négociations de paix, comme cela a été explicitement réaffirmé dans la résolution 2334 (2016). Ces modalités sont immuables. Les projets et les plans économiques ne sauraient remplacer le

besoin de dignité, de justice et de liberté, et aucun projet ne peut aboutir sans une paix juste.

Malheureusement, le sort des réfugiés de Palestine est aggravé par la crise financière que connaît l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Tant qu'on n'aura pas trouvé de solution juste et durable au conflit israélo-palestinien, les travaux de l'UNRWA resteront indispensables. Nous avons tous le devoir moral d'apporter notre appui à l'UNRWA. En tant que Présidente de la Commission consultative de l'UNRWA et du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'UNRWA, la Turquie continuera de contribuer aux travaux de l'Office. Nous appelons tous les acteurs à faire de même. Il est grand temps que les États Membres de l'ONU se dressent pour que la justice prévale et que les critères établis en faveur d'une paix durable en Palestine soient préservés.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Arabie saoudite.

M. Al-Mouallimi (Arabie saoudite) (*parle en arabe*) : Permettez-moi de commencer par vous féliciter, Monsieur le Président, de la manière avisée avec laquelle vous présidez les travaux du Conseil de sécurité ce mois-ci. Je voudrais également exprimer notre profonde gratitude à votre prédécesseur, notre État frère du Koweït, qui a présidé avec succès le Conseil le mois dernier.

J'ai l'honneur de faire cette déclaration en ma qualité de Président du Groupe des États arabes ce mois-ci. Au nom des membres du Groupe des États arabes, je voudrais également remercier la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, M^{me} Rosemary DiCarlo, de son précieux exposé.

Le sommet du Groupe des États arabes tenu à Tunis en mars et le sommet d'urgence tenu à La Mecque le mois dernier ont l'un et l'autre insisté sur la primauté de la cause palestinienne, qui est donc une priorité pour les pays arabes. Les sommets ont également réaffirmé l'identité arabe de Jérusalem comme capitale de la Palestine et souligné que les pays arabes étaient attachés à la paix en tant que choix stratégique. Nous avons insisté sur l'importance d'une paix durable et globale au Moyen-Orient, qui est un choix stratégique arabe incarné par l'Initiative de paix arabe, qu'ont adoptée tous les États arabes à Beyrouth en 2002 et qu'a approuvée l'Organisation de la coopération islamique.

L'Initiative demeure le plan le plus complet pour traiter de tous les aspects d'un règlement définitif, au premier plan duquel se place la question des réfugiés. Elle accorde à Israël acceptation, paix et sécurité. Nous sommes attachés à l'Initiative et à toutes ses dispositions, notamment celle sur la nécessité de se retirer des territoires arabes occupés, en particulier le Golan syrien occupé. Nous appelons la communauté internationale à se joindre à nous pour œuvrer en faveur d'un règlement juste de cette cause.

Israël continue de recourir à des pratiques hostiles. Nous condamnons fermement la démolition par les autorités israéliennes de dizaines de maisons à Sour Baher, à Jérusalem-Est, secteur qui abrite des centaines de citoyens palestiniens. Le Conseil des ministres saoudien a condamné ces actes, et nous appelons la communauté internationale, en particulier le Conseil, à assumer sa responsabilité de protéger le peuple palestinien et de mettre fin à l'occupation israélienne et à ses violations systématiques des lieux saints chrétiens et musulmans à Jérusalem, notamment du sanctuaire sacré de la mosquée Al-Aqsa.

Nous condamnons les tentatives israéliennes visant à modifier le statut historique de Jérusalem et nous attirons l'attention sur les activités de peuplement illégales sur le territoire palestinien. Nous appelons également à la mise en œuvre de la résolution 2334 (2016), et soulignons l'importance du rôle historique du Royaume hachémite en tant que gardien des lieux saints chrétiens et islamiques de Jérusalem-Est, en particulier Al-Aqsa, et du rôle moteur de la Jordanie dans la protection de ces sites, ainsi que de l'identité arabe des sites chrétiens et musulmans à Jérusalem.

Nous soulignons l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Libye et réaffirmons notre rejet de toute solution militaire et de toute ingérence extérieure. Nous appelons à un règlement politique rapide et global par la voie d'un dialogue sans exclusive, qui soit fondé sur la feuille de route et se déroule sous l'égide de l'ONU, en vue de rétablir la sécurité et la stabilité en Libye et de mettre fin aux souffrances du peuple libyen. Nous réitérons notre appui à tous les efforts visant à éliminer les groupes terroristes et à en finir avec la menace qui pèse sur la Libye, ses voisins et la région dans son ensemble.

Nous soulignons la nécessité de parvenir à une solution politique pour mettre fin à la crise syrienne d'une manière qui réponde aux aspirations du peuple syrien, promeuve l'intégrité et la souveraineté de la Syrie et mette un terme à toute ingérence extérieure et

aux activités des organisations terroristes en Syrie, sur la base des textes issus des négociations de Genève, des déclarations du Groupe international de soutien pour la Syrie et des résolutions du Conseil de sécurité sur la question, en particulier de la résolution 2254 (2015).

Le seul moyen d'arrêter le bain de sang, c'est de parvenir à un règlement pacifique qui permette une véritable transition vers une nouvelle réalité politique, acceptée par toutes les composantes du peuple syrien, grâce à la feuille de route de Genève, qui est l'unique voie vers une solution pacifique. Nous sommes déterminés, avec la communauté internationale, à améliorer la situation humanitaire en Syrie. Nous réaffirmons notre appui à l'Envoyé spécial pour la Syrie, M. Geir Pedersen, et aux efforts qu'il déploie pour trouver une solution à la crise syrienne et pour mettre en place une commission constitutionnelle dans les plus brefs délais.

Les agissements continus de l'Iran dans la région ne feront qu'aggraver les menaces contre la paix et la sécurité internationales. Le soutien clair de l'Iran aux milices houthistes responsables du coup d'État et leur approvisionnement en armes menacent la sécurité régionale, les voies maritimes commerciales et les civils dans la région. Face à la menace de fermeture du détroit d'Ormuz et à la poursuite des attaques contre les navires de commerce et de leur saisie, le Conseil n'a d'autre choix que de s'acquitter de son obligation de s'opposer fermement à ces pratiques afin de maintenir la paix et la sécurité internationales.

Nous cherchons à rétablir la paix et la sécurité dans la région, et le seul moyen réel d'y parvenir est que toutes les nations respectent le principe de bon voisinage et s'abstiennent de recourir à la menace ou à l'emploi de la force et de s'ingérer dans les affaires intérieures des autres États. Les activités de l'Iran dans la région vont à l'encontre de ces principes, sapent les conditions nécessaires à l'établissement de la confiance et menacent la stabilité et la sécurité. Nous réaffirmons notre volonté d'établir avec l'Iran des relations amicales et de coopération, qui soient fondées sur les principes de non-ingérence dans les affaires intérieures et de respect de la souveraineté.

La poursuite des activités des milices houthistes responsables du coup d'État, qui sont soutenues par l'Iran, et le maintien de leur contrôle sur les principales institutions de l'État dans la capitale de Sanaa, pour la cinquième année consécutive, ont fait le lit des organisations terroristes dans la région, permis la propagation des épidémies et entraîné l'aggravation

des crises humanitaires. Les milices se servent de l'aide humanitaire comme d'une arme pour maintenir leur contrôle et réaliser leurs aspirations politiques. Le comportement de ces milices et leurs attaques contre le Royaume d'Arabie saoudite en disent long sur la nature de leur idéologie et leurs principes destructeurs. Nous demandons au Conseil de renforcer l'application des résolutions 2140 (2014), 2216 (2015) et 2451 (2018).

Nous soulignons également que la solution à la crise yéménite passe uniquement par le dialogue politique, conformément à l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et aux textes issus de la Conférence de dialogue national tenue au Yémen.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Norvège.

M. Halvorsen (Norvège) (*parle en anglais*) : Seule une solution négociée prévoyant deux États peut permettre d'instaurer une paix durable entre les Israéliens et les Palestiniens. Le développement économique et le renforcement des institutions sont des fondements essentiels d'un futur État palestinien, mais ils ne changent rien à la nécessité d'un règlement politique du conflit. La Norvège est elle aussi soucieuse d'améliorer d'urgence les conditions de vie du peuple palestinien. Il est crucial de maintenir la capacité de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) à fournir des services de base, en particulier des soins de santé et des médicaments, aux réfugiés palestiniens. Cela constitue également un facteur important de stabilité régionale. La Norvège continuera donc d'appuyer l'UNRWA sur les plans politique et économique.

Un défi fondamental persiste – comment mettre en œuvre des projets qui permettront d'instaurer la stabilité, la croissance et le développement économique pour préparer le terrain à une solution négociée à deux États? Les obstacles sont nombreux et de nature politique, notamment la poursuite de l'occupation, les restrictions d'accès et de circulation, et les divisions intra-palestiniennes. Nous appelons tous les acteurs concernés à prendre des mesures pour inverser les tendances négatives actuelles sur le terrain, notamment les activités de colonisation et les actes de violence.

La Norvège déplore vivement les démolitions en cours de bâtiments palestiniens par le Gouvernement israélien dans le quartier de Wadi el-Hummus/Sour Baher, à Jérusalem-Est occupée.

La Norvège est profondément préoccupée par la situation financière actuelle de l'Autorité palestinienne. Le groupe de donateurs internationaux pour la Palestine, le Comité spécial de liaison pour la coordination de l'assistance internationale aux Palestiniens, reste le cadre international chargé de régler les questions économiques entre les deux parties et les donateurs. La Norvège présidera la prochaine réunion du Comité, qui se tiendra à New York le 26 septembre. La principale priorité sera de mettre au point une stratégie commune afin de prendre des mesures concrètes qui renforceront l'économie palestinienne et amélioreront la situation désespérée à Gaza.

En ce qui concerne la Syrie, nous appuyons la création sans délai d'une commission constitutionnelle. Nous appelons à l'adoption de mesures de confiance qui contribueront à créer une atmosphère propice à la conduite des travaux de cette commission, notamment la libération de prisonniers, qui sera initialement axée en priorité sur les femmes et les enfants. La Norvège encourage également à relancer les initiatives de désescalade dans le nord-ouest de la Syrie et à initier un processus politique véritable.

La montée des tensions dans la région du Golfe est extrêmement préoccupante. Il est crucial que tous les acteurs s'abstiennent de prendre des mesures ou de faire des déclarations susceptibles d'envenimer la situation. La saisie par l'Iran de navires dans le Golfe est inacceptable et contribue à une nouvelle escalade des tensions. En tant que pays maritime important, la Norvège considère que la liberté de navigation et la libre circulation des biens commerciaux sont essentielles à la sécurité de la coopération et du commerce internationaux.

La Norvège reste déterminée à protéger le Plan d'action global commun conclu avec l'Iran. Cet accord joue un rôle crucial dans la non-prolifération internationale et la stabilité régionale. Nous regrettons toutes les mesures qui pourraient le compromettre. Les récentes activités d'enrichissement menées par l'Iran sont contraires à ses engagements et l'éloignent de l'accord. Nous demandons instamment à l'Iran de faire machine arrière et de recommencer à honorer pleinement l'accord. La Norvège appuie fermement les mesures que sont en train de prendre la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Union européenne pour préserver le Plan d'action global commun.

La Norvège est profondément préoccupée par la situation au Yémen, qui reste la pire crise humanitaire au monde. Nous exhortons toutes les parties à honorer

l'Accord de Stockholm dans sa totalité et à s'engager dans le cadre d'un processus politique sous la direction de M. Griffiths, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen. Nous appelons le Conseil de sécurité à faire pression sur toutes les parties pour qu'elles se montrent à la hauteur de leurs engagements, consacrés par le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire. La désescalade à Hodeïda constitue une avancée. Elle doit permettre de continuer à progresser.

La Norvège s'est engagée de longue date à contribuer à la paix et à la sécurité au Moyen-Orient. Si elle est élue membre du Conseil pour la période 2021-2022, cet engagement l'accompagnera. Nous demeurerons un partenaire actif et constant des efforts internationaux qui aboutissent à des solutions pacifiques dans la région.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de Cuba.

M^{me} Rodríguez Abascal (Cuba) (*parle en espagnol*) : Avant de commencer, j'appuie la déclaration que prononcera le représentant de la République bolivarienne du Venezuela au nom du Mouvement des pays non alignés.

Depuis le dernier débat public trimestriel (voir S/PV.8517), loin d'adopter des mesures pour mettre fin immédiatement et complètement à l'occupation illégale du territoire palestinien par Israël, une politique d'expansion des colonies a été mise en place, ce qui est préoccupant. Les démolitions punitives, les saisies de structures palestiniennes par les autorités israéliennes et les déplacements forcés de centaines de civils palestiniens se poursuivent, et la violence augmente, provoquant une détérioration continue de la situation sur le terrain. Nous condamnons dans les termes les plus énergiques l'occupation israélienne du territoire palestinien, toutes les politiques, pratiques et mesures illégales et colonisatrices, ainsi que l'emploi d'une force aveugle et disproportionnée contre les civils palestiniens dans les territoires occupés, y compris Jérusalem-Est, et en particulier la bande de Gaza, qui constituent des violations flagrantes de la Charte des Nations Unies et du droit international humanitaire.

À la lumière de ces événements, nous appelons une fois de plus le Conseil de sécurité à s'acquitter de la responsabilité que lui confie la Charte des Nations Unies, à savoir le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le Conseil doit exiger qu'il soit mis immédiatement fin à l'occupation des territoires

palestiniens, ainsi qu'aux politiques agressives et aux pratiques colonisatrices. Il doit également exiger le respect de ses résolutions qui portent sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, en particulier la résolution 2334 (2016).

Il est inacceptable que le Conseil garde un silence complice et qu'il ne condamne même pas l'escalade de la violence et les événements tragiques qui se sont produits dans la bande de Gaza depuis le 30 mars 2018, une fois de plus du fait de l'obstruction persistante de la délégation des États-Unis.

Nous sommes profondément préoccupés par la décision d'Israël de ne pas renouveler le mandat de la Présence internationale temporaire à Hébron, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil, aux Accords d'Oslo II et au droit international, ainsi que par le gel des recettes fiscales de l'Autorité palestinienne.

Nous nous associons à l'appui sans réserve en faveur d'un règlement global, juste et durable du conflit israélo-palestinien qui permette au peuple palestinien d'exercer ses droits à l'autodétermination et de créer un État indépendant et souverain, sur la base des frontières d'avant 1967 et avec Jérusalem-Est pour capitale, ainsi que le droit au retour des réfugiés.

Nous exprimons notre solidarité inébranlable à l'endroit du Gouvernement et du peuple palestiniens ainsi que notre appui à l'admission de la Palestine en tant que Membre à part entière de l'ONU. Nous rejetons la décision unilatérale du Gouvernement des États-Unis de reconnaître la ville de Jérusalem comme capitale d'Israël, le retrait de l'appui financier à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, ainsi que toutes les mesures unilatérales et tentatives de miner la solution des deux États, qui est la seule solution viable et réaliste au conflit israélo-palestinien.

Nous rejetons également le prétendu « pacte du siècle » élaboré par l'actuel Gouvernement des États-Unis, qui ne prévoit pas la création d'un État palestinien et ignore la solution des deux États, qui jouit d'un appui historique de l'ONU, du Mouvement des pays non alignés, de la Ligue des États arabes, de l'Organisation de la coopération islamique et d'autres acteurs internationaux.

Nous réitérons notre condamnation la plus énergique de la décision prise par le Gouvernement des États-Unis de reconnaître le Golan syrien occupé en tant que territoire israélien, ce qui constitue une violation

grave et flagrante de la Charte des Nations Unies, du droit international et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 497 (1981). Cette nouvelle manœuvre de Washington, qui affaiblit les intérêts légitimes du peuple syrien et des nations arabes et islamiques, aura de graves conséquences sur la stabilité et la sécurité au Moyen-Orient et ne fera qu'aggraver les tensions dans cette région instable. Nous continuerons d'appuyer la réclamation du Gouvernement de la République arabe syrienne visant à récupérer les hauteurs du Golan, et nous exigeons une fois de plus le retrait total et inconditionnel d'Israël du Golan syrien et de tous les territoires arabes occupés.

Nous nous opposons aux prétextes et concepts inventés de toutes pièces pour tenter de légitimer, au sein du Conseil, l'emploi unilatéral de la force et l'agression contre des États souverains. Nous demandons le respect du multilatéralisme, la fin du deux poids, deux mesures et la cessation de l'ingérence dans les affaires intérieures d'autres États, de l'agression étrangère et de l'appui aux groupes terroristes pour promouvoir l'instabilité et les conflits au Moyen-Orient.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole à la représentante des Maldives.

M^{me} Hussain (Maldives) (*parle en anglais*) : Ma délégation tient à remercier le Pérou d'avoir organisé le débat public d'aujourd'hui. Je voudrais également remercier M^{me} Rosemary DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, de son exposé fort à propos.

La situation au Moyen-Orient reste sombre pour les millions de personnes qui souffrent des conséquences de conflits, d'attaques terroristes et d'autres actes de violence. Malgré de nombreux débats et appels à l'action, la situation dans la région reste tendue et risque fort de dégénérer en nouveaux troubles et conflits.

L'inaction de la communauté internationale est illustrée par la question de Palestine, vieille de sept décennies, qui est désormais l'une des plus anciennes questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil. Les initiatives de paix proposées par divers interlocuteurs n'ont jusqu'à présent pas permis de progresser ni d'engager un véritable dialogue entre les parties au conflit, ce qui constitue une raison de plus pour continuer à œuvrer en faveur d'un consensus international afin de résoudre cette question.

Le sort du peuple palestinien et son droit à l'autodétermination demeureront toujours une priorité

internationale pour les Maldives. Je rappelle à tous les États Membres que par ses résolutions 476 (1980) et 478 (1980), le Conseil a déclaré nuls et non avenue l'occupation illégale de la Palestine par Israël, l'annexion de Jérusalem, le transfert de la capitale israélienne à Jérusalem et la décision par quelque pays que ce soit de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël.

Notre position sur la politique israélienne de colonisation et les activités connexes dans le territoire palestinien occupé demeure claire et inchangée. Nous réaffirmons la résolution 2334 (2016). Toute activité de colonisation est illégale au regard du droit international et compromet la viabilité de la solution des deux États et les perspectives d'une paix durable.

Je tiens à réaffirmer notre appui indéfectible à tout règlement impliquant un consensus international sur une solution à deux États, avec la création d'un État palestinien indépendant et souverain, fondé sur les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale. Nous exhortons le Conseil de sécurité et la communauté internationale à redoubler d'efforts pour mettre fin au conflit afin que le peuple palestinien puisse jouir d'une paix véritable et durable, et vivre dans la dignité.

Les conséquences du conflit en Syrie ont entraîné de nouveaux défis pour les États Membres, alors que des réfugiés et des combattants terroristes étrangers sont encore détenus dans des centres de détention. Ce constat est particulièrement vrai pour les proches, les femmes et les enfants laissés derrière par les combattants terroristes étrangers, puisqu'il n'y a aucun consensus ni cadre international pour gérer efficacement cette situation. Ma délégation demande au Conseil et à l'ONU de faciliter et de fournir l'assistance nécessaire aux États Membres pour qu'ils puissent rapatrier, réadapter et réinsérer ces personnes dans la société après une évaluation exhaustive des menaces qu'elles présentent. Les Maldives attendent avec intérêt de dialoguer avec leurs partenaires pour partager des informations et des vues sur les mesures qui pourraient être prises et sur celles qui se sont avérées les plus efficaces dans le cadre du processus de réadaptation.

Nous devons unir nos efforts pour prévenir la crise humanitaire imminente en Syrie et éviter que les centaines d'enfants et de femmes souffrant de malnutrition ne périssent pas dans les camps de réfugiés.

La crise humanitaire qui sévit au Yémen reste l'une des plus importantes aujourd'hui, puisque plus de 20 millions de personnes ont besoin d'aide et des

dizaines de millions de personnes risquent la famine. Les Maldives se sentent encouragées par les remarques faites par l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen devant le Conseil la semaine dernière (voir S/PV.8578), qui s'est dit optimiste quant à la fin prochaine de cette guerre. Malgré les progrès accomplis, nous reconnaissons que la situation au Yémen demeure fragile et que nous devons trouver une solution politique globale, y compris la pleine application de l'Accord sur Hodeïda et de son mandat.

Mon gouvernement reste déterminé à travailler avec le Conseil et à appuyer les efforts déployés par le Secrétaire général pour trouver une solution durable aux nombreux conflits au Moyen-Orient. C'est notre voix collective et notre capacité d'agir qui assureront un monde plus sûr pour nous tous et pour les générations à venir.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République islamique d'Iran.

M. Al Habib (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué le présent débat public et je m'associe à la déclaration qui sera prononcée par le représentant du Venezuela au nom du Mouvement des pays non alignés et à celle faite précédemment par le représentant de l'Ouganda au nom de l'Organisation de la coopération islamique.

La principale évolution depuis le précédent débat public sur cette question (voir S/PV.8517) a été la tentative de conclure ce qui a été qualifié d'accord du siècle en organisant un atelier sur la Palestine à Bahreïn. Cette initiative repose sur de mauvaises intentions, sur des hypothèses erronées et sur des approches irréalistes, et est donc vouée à l'échec. Elle repose sur de mauvaises intentions, tout simplement parce qu'elle est proposée par les États-Unis, pays qui, comme chacun le sait, poursuit une politique biaisée de par son soutien inconditionnel à Israël et ses pratiques injustes envers les Palestiniens. Parmi les exemples les plus récents, on peut citer le transfert de l'Ambassade des États-Unis à Jérusalem et la reconnaissance de la souveraineté d'Israël sur le Golan syrien occupé, qui sont tous deux en violation flagrante des normes impératives du droit international.

Au cours des sept dernières décennies, le Conseil de sécurité n'a pas été en mesure de contraindre la Puissance occupante à mettre fin à l'occupation en raison de l'appui sans réserve des États-Unis à Israël.

Cet appui systématique des États-Unis, même lorsqu'Israël commet les crimes les plus odieux et les plus barbares, a encouragé le régime sioniste à continuer, en toute impunité, de commettre systématiquement ses crimes internationaux.

Comptant sur cet appui, Israël a également poursuivi ses politiques expansionnistes et ses pratiques illégitimes, opprimant les Palestiniens et bafouant de manière éhontée leurs droits fondamentaux. Un exemple d'une telle brutalité est le blocus illégal imposé par Israël sur Gaza depuis une décennie, blocus qui en fait la plus grande prison à ciel ouvert du monde. Ce blocus inhumain doit être levé. De plus, le prétendu accord du siècle est fondé sur des hypothèses erronées, tout simplement parce qu'il vise à acheter toutes les causes et les aspirations, l'honneur et la dignité, la propriété et le territoire, et les droits inaliénables d'une nation entière. C'est une illusion et ne peut de ce fait qu'échouer.

La cause de la Palestine repose sur la lutte d'une nation pour la liberté, l'indépendance, un contrôle total sur toutes ses terres ancestrales, la préservation de son identité et de ses sites religieux et culturels, et la sauvegarde de son honneur et de sa dignité. Réduire ces nobles et saintes causes à une amélioration de l'économie est l'hypothèse la plus erronée qui ait jamais été faite pour résoudre la question de Palestine. En outre, le prétendu accord du siècle est fondé sur une approche irréaliste, tout simplement parce que tous les groupes palestiniens, sans exception, l'ont fermement rejeté.

De surcroît, Al-Qods Al-Charif est cher non seulement aux Palestiniens, mais aussi à tous les musulmans, et aucun musulman au monde n'est prêt à accepter un plan aussi honteux. Al-Qods Al-Charif est et restera la capitale de la Palestine.

L'histoire nous montre qu'aucune nation n'a transigé sur ses causes sacrées, et la nation palestinienne ne fait pas exception. La simple lutte et la résistance des Palestiniens au cours des sept dernières décennies montrent clairement à quel point ils sont résolus, déterminés et persévérants s'agissant de réaliser leurs nobles objectifs de liberté et d'indépendance. Ils ont souffert économiquement pendant sept décennies pour libérer leurs terres. Ce dont ils ont besoin, c'est de liberté et de libération. Une fois l'occupation terminée, ils sauront très bien comment améliorer la situation économique de leur État indépendant.

Dans le même temps, la communauté internationale doit continuer de soutenir fermement les

Palestiniens dans leur lutte pour libérer leur patrie. Sous prétexte d'améliorer la situation économique, l'objectif principal et la véritable nature du plan qui a été baptisé « accord du siècle » sont de consolider l'occupation. Le monde doit résister à cette mesure injuste. Le Conseil doit également mettre fin au cercle vicieux des intimidations de l'un de ses membres permanents, qui continue illégalement et effrontément de rendre cet organe inactif et inefficace en ce qui concerne Israël. Cette politique hypocrite doit prendre fin, et le Conseil doit pouvoir jouer le rôle qui lui incombe en vertu de la Charte en soutien aux Palestiniens.

En fin de compte, comme toute autre crise, la question palestinienne ne peut être réglée sans s'attaquer à ses causes profondes. Il n'y a pas de solution magique. L'occupation illégale de la Palestine est la principale source de la crise, qui ne peut prendre fin que si l'occupation cesse.

Enfin, le représentant israélien, au mépris total de l'ordre du jour de la séance d'aujourd'hui, qui est respecté par tous et qui porte essentiellement sur la question palestinienne, a tenté en vain de détourner notre attention des crimes et des politiques illégales de son régime. Il aurait dû nous expliquer pourquoi ils poursuivent l'occupation de la Palestine, investissent dans la mort et la destruction, envahissent d'autres pays, imposent un blocus inhumain à Gaza, tuent des enfants innocents, démolissent des maisons, des écoles et des hôpitaux, encouragent le racisme, mettent au point toutes sortes d'armes de destruction massive, notamment des centaines d'armes nucléaires, refusent d'adhérer aux traités qui interdisent les armes de destruction massive, en particulier le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, et rejettent la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen Orient. Il doit cesser ses inventions, son anarchie, sa violence et ses crimes et répondre de ses actes.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République bolivarienne du Venezuela.

M. Moncada (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : La République bolivarienne du Venezuela a l'honneur de prendre la parole au nom des 120 États membres du Mouvement des pays non alignés.

Il y a tout juste trois jours, le Comité ministériel du Mouvement des pays non alignés sur la Palestine s'est réuni à Caracas, au Venezuela, pour examiner l'évolution

toute récente de la situation dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est. Malheureusement, la situation reste critique et clairement insoutenable. À cette occasion, nous avons adopté à l'unanimité une déclaration politique dans laquelle nous avons renouvelé notre solidarité permanente avec le peuple palestinien, ses droits inaliénables et sa juste cause.

Les États membres du Mouvement réaffirment que le conflit israélo-palestinien, avec à son cœur l'occupation israélienne, continue de représenter une grave menace pour la paix et la sécurité internationales, ce qui exige une attention et une action urgentes, conformément au droit international, aux résolutions pertinentes de l'ONU, à la Charte des Nations Unies elle-même et aux instruments prévus par la diplomatie multilatérale.

Le Conseil de sécurité a clairement pour responsabilité de maintenir la paix et la sécurité internationales. Cet organe doit s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu de la Charte des Nations Unies et agir en conséquence pour faire appliquer ses propres résolutions, qui constituent la base d'un règlement pacifique, juste et durable du conflit et qui sont juridiquement contraignantes pour tous les États Membres de l'ONU. Par conséquent, nous sommes profondément préoccupés par le fait que le Conseil de sécurité n'est pas en mesure, depuis trop longtemps déjà, de s'acquitter de son mandat sur une question aussi importante, en raison du veto d'un de ses membres permanents. Nous appelons le Conseil de sécurité à surmonter sa paralysie en ce qui concerne la question palestinienne et à s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu de la Charte.

Le Mouvement des pays non alignés demeure convaincu que la résolution 2334 (2016) offre la seule voie viable vers la paix, en établissant les conditions et les paramètres essentiels d'un règlement juste, fondé sur la solution des deux États, sur la base des frontières d'avant 1967 et en respectant le mandat qui a toujours été entériné par la communauté internationale, en vertu des résolutions pertinentes de l'ONU, des principes de Madrid, notamment le principe de l'échange de territoires contre la paix, de l'Initiative de paix arabe et de la Feuille de route du Quatuor, pour garantir au peuple palestinien l'exercice de ses droits inaliénables, notamment le droit à l'autodétermination et à l'indépendance dans son État palestinien, avec Jérusalem-Est pour capitale. En conséquence, nous appelons au plein respect de la résolution 2334 (2016) et à la mise en œuvre effective par la Puissance occupante de ses dispositions et des obligations qui y figurent, y compris en ce qui concerne

les obligations des États quant au respect du principe de distinction, qui est primordial pour la détermination des responsabilités par les organes chargés de rendre la justice.

En ce qui concerne la bande de Gaza, la situation qui y règne continue de préoccuper vivement le Mouvement des pays non alignés, en particulier la grave situation humanitaire, qui, malheureusement, ne cesse de se détériorer au fil des jours. Par conséquent, le Mouvement appelle de nouveau à la levée totale du blocus israélien, qui continue d'infliger d'indicibles souffrances humanitaires, sociales et économiques à plus de 2 millions de filles, garçons, femmes et hommes palestiniens à Gaza. Cette crise doit être abordée de manière globale, conformément au droit international, y compris le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, et à toutes les résolutions pertinentes de l'ONU, dans le contexte de la situation générale résultant de la poursuite de l'occupation étrangère illégitime et brutale israélienne du territoire palestinien, y compris Jérusalem-Est, et de tous les appels tendant à la fin de cette occupation.

À cet égard, nous réaffirmons qu'il est impératif d'appuyer l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient pour qu'il puisse continuer de fournir sans interruption une aide humanitaire et une aide au développement vitales aux plus de 5,4 millions de réfugiés palestiniens dans la bande de Gaza, en Cisjordanie, notamment à Jérusalem-Est, en Jordanie, au Liban et en Syrie, comme l'a réaffirmé la communauté internationale lors de la récente conférence des donateurs de l'Office.

Nous sommes également préoccupés par la détérioration de la situation socioéconomique des Palestiniens sous occupation, qui a été aggravée par la crise financière qui touche le Gouvernement palestinien du fait de la rétention illégale par Israël des recettes douanières palestiniennes. Nous demandons qu'il soit mis fin à cette pratique injuste et punitive, tout en exigeant le respect des accords signés.

Comme Israël a clairement renoncé aux obligations qui lui incombent en tant que Puissance occupante d'assurer la protection de la population civile palestinienne, en vertu de la quatrième Convention de Genève, les États membres du Mouvement des pays non alignés se voient obligés de réitérer leur appel à la communauté internationale pour qu'elle assure la protection du peuple palestinien. C'est une question urgente pour

atténuer la situation d'insécurité critique dans laquelle se trouve la population sous occupation et prévenir la mort de nouveaux innocents.

À cet égard, le Mouvement réitère sa préoccupation quant au fait qu'Israël ne rend pas de comptes à la justice pour toutes les violations qu'il a commises, dont beaucoup peuvent être constitutifs de crimes de guerre. L'absence de justice ne fait qu'alimenter l'impunité, conduit à la commission de nouveaux crimes et déstabilise davantage la situation sur le terrain, réduisant ainsi les chances de paix, comme le souligne le rapport de la Commission d'enquête internationale indépendante sur les manifestations dans le Territoire palestinien occupé (A/HRC/40/74) en 2018, créée par le Conseil des droits de l'homme. C'est pourquoi nous continuons d'appeler à une action internationale - en particulier de la part du Conseil de sécurité - aux fins de faire cesser les violations commises systématiquement par la Puissance occupante contre la population civile palestinienne sous occupation. Israël doit respecter les obligations et les responsabilités qui sont les siennes au titre du droit international.

Concernant la situation dans le Golan syrien occupé, le Mouvement réaffirme à nouveau que toutes les mesures et actions qui ont été prises ou qui seront prises par Israël, la Puissance occupante, notamment la décision illégale du 14 décembre 1981 visant à modifier le statut juridique, le caractère physique, la composition démographique et la structure institutionnelle du Golan syrien occupé, ainsi que toutes les mesures prises par Israël pour imposer sa juridiction et son administration dans cette zone, sont nulles, ne sont pas fondées en droit, et n'ont aucun effet juridique. À cet égard, et conformément à notre position de principe, nous exigeons à nouveau qu'Israël se conforme à la résolution 497 (1981) et se retire complètement du Golan syrien occupé jusqu'aux lignes du 4 juin 1967, en application des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil. De même, nous réitérons notre condamnation de la déclaration et de la proclamation arbitraires et unilatérales des États-Unis reconnaissant le Golan syrien comme faisant partie d'Israël, et nous demandons au Conseil de sécurité de condamner cet acte de provocation.

Pour ce qui est du Liban, les membres du Mouvement réaffirment la nécessité qu'Israël se retire de tous les territoires libanais, y compris des fermes de Chebaa, des collines de Kfarchouba et de la partie libanaise du village de Ghajar jusqu'à la ligne bleue. Nous engageons instamment Israël à cesser ses violations

graves et persistantes de l'intégrité territoriale et de la souveraineté du Liban, conformément aux résolutions internationales pertinentes, en particulier la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité.

Enfin, nous exhortons une nouvelle fois la communauté internationale à agir de manière collective et responsable afin de défendre le droit international, ainsi qu'à déployer tous les efforts nécessaires en appui à la cause palestinienne, l'objectif ultime étant de mettre fin à cette grave injustice historique. Nous réaffirmons notre engagement à promouvoir un règlement juste, durable, global et pacifique de la question de Palestine dans tous ses aspects, y compris de la situation des réfugiés palestiniens. Nous réaffirmons aussi notre ferme détermination à continuer d'appuyer l'héroïque peuple palestinien dans ses efforts visant à obtenir justice, exercer ses droits inaliénables, et concrétiser ses aspirations nationales légitimes, entre autres le droit à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance de son État de Palestine, avec Jérusalem-Est pour capitale.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de Bahreïn.

M. Alrowaiei (Bahreïn) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cette importante séance, qui se tient à un moment où les événements s'accroissent dans notre région et où s'aggravent les défis auxquels elle est confrontée.

Nous vous remercions aussi de donner l'occasion aux États Membres de participer à ce débat public sur le Moyen-Orient. Nous saluons le brio avec lequel la délégation péruvienne préside les travaux du Conseil de sécurité ce mois, et nous félicitons la délégation de l'État du Koweït, pays frère, de son excellente présidence du Conseil le mois dernier. Nous remercions aussi la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, M^{me} Rosemary DiCarlo, de son exposé détaillé.

Il importe aujourd'hui, plus que jamais auparavant, que la communauté internationale joue un rôle accru s'agissant de mettre en oeuvre ses résolutions aux fins de la paix et de la stabilité au Moyen-Orient, et de créer les conditions positives nécessaires à la recherche de règlements politiques. Ce rôle consiste notamment à assurer la protection des peuples qui souffrent, prévenir l'ingérence dans les affaires intérieures des pays, et renforcer leur capacité de préserver

leur souveraineté, leur sécurité, leur indépendance et leur intégrité territoriale.

Nous condamnons avec force la démolition par les forces israéliennes de nombre de maisons palestiniennes à Sour Baher, dans Al-Qods occupé. Le Royaume de Bahreïn réaffirme à cet égard qu'une paix juste, globale et durable ne pourra être instaurée dans la région que via le règlement de la cause palestinienne et l'exercice par le peuple palestinien de son droit légitime d'établir, à l'instar des autres peuples, son État indépendant à l'intérieur des frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, dont il faut préserver le caractère historique et millénaire, conformément à l'Initiative de paix arabe, à la solution des deux États et aux résolutions internationales pertinentes.

Le Royaume de Bahreïn a organisé le mois dernier l'atelier « De la paix à la prospérité », en partenariat avec les États-Unis d'Amérique, atelier auquel ont pris part de nombreux responsables gouvernementaux, d'organisations de la société civile et du monde des affaires en provenance de la région et du monde entier. L'organisation de cet atelier entre dans le cadre des efforts que déploie le Royaume de Bahreïn dans sa détermination à réaliser les aspirations du peuple palestinien frère au développement et à la prospérité et à appuyer les initiatives visant à soutenir l'économie palestinienne. En effet, l'étape qui vient nous impose de redoubler d'efforts et d'avancer d'un pas résolu vers un brillant avenir économique qui soit porteur de paix et qui appuie le développement de tous les peuples de la région. L'atelier a atteint ses objectifs en ce qu'il a encouragé et promu l'investissement dans l'État de Palestine frère en vue de renforcer son économie et de réaliser le développement et la prospérité au peuple palestinien frère. Nous nous félicitons à cet égard des efforts considérables que déploient les États-Unis d'Amérique pour parvenir à une paix juste et globale dans la région.

En conclusion, la réalisation de la paix et de la sécurité internationales nous oblige tous à serrer nos rangs et à travailler au développement de mécanismes innovants afin de relever les défis existants et ceux qui se font jour. Pour sa part, Le Royaume de Bahreïn continuera de faire des efforts et d'œuvrer de concert avec la communauté internationale à régler les conflits par la voie pacifique, aux fins de la sécurité et de la stabilité de la région et du monde.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant des Émirats arabes unis.

M. AlMutawa (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir convoqué le présent débat. Nous voudrions aussi remercier M^{me} Rosemary DiCarlo de l'exposé qu'elle a présenté ce matin.

La délégation de mon pays s'associe à la déclaration faite par le représentant de l'Ouganda au nom de l'Organisation de la coopération islamique.

Il est indéniable que les questions liées au Moyen-Orient sont d'une importance primordiale pour le Conseil. Nous avons entendu de hauts fonctionnaires de l'ONU parler dans leurs exposés de la gravité de la situation dans la région et de la nécessité d'agir de façon résolue pour faire face aux crises et aux défis nouveaux, lesquels requièrent de la communauté internationale qu'elle agisse pour désamorcer ces tensions, assurer le maintien de la sécurité et de la stabilité régionales, renforcer le rôle des institutions nationales, et trouver des règlements politiques aux crises qui se prolongent dans la région, en premier lieu la question palestinienne.

L'État des Émirats arabes unis appelle la communauté internationale à assumer ses responsabilités s'agissant de mettre fin aux souffrances du peuple palestinien frère et de créer un État palestinien indépendant dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, conformément aux résolutions internationales pertinentes et à l'Initiative de paix arabe, qui constitue un référent important pour le règlement de la question palestinienne. Nous réaffirmons qu'il importe qu'Israël mette fin à ses pratiques illégales, comme la judaïsation, la création de nouvelles réalités sur le terrain, l'extension des colonies, et la démolition des biens palestiniens - la dernière a été la démolition, hier, de 70 maisons à Jérusalem-Est. Nous insistons ici pour dire que la communauté internationale se doit de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin à ces graves violations, du fait de leurs répercussions sur la sécurité et la stabilité de la région dans son ensemble.

Dans nos efforts visant à parvenir à un règlement juste et global, nous ne devons pas perdre de vue la situation humanitaire qui s'aggrave dans les territoires palestiniens occupés, ni l'importance de continuer à fournir une aide humanitaire et de l'intensifier.

Sur la base de l'appui que mon pays accorde de longue date au peuple palestinien, les Émirats arabes unis ont versé, en 2017 et 2018, plus de 364 millions de dollars à nos frères palestiniens et à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

Nous réaffirmons notre détermination à appuyer les efforts régionaux et internationaux visant à faire avancer le processus de paix au Moyen-Orient. Les Émirats

arabes unis renouvellent également leur engagement à appuyer, au sein de la coalition, les efforts légitimes visant à parvenir à un règlement politique au Yémen, sur la base des résolutions pertinentes du Conseil, notamment les résolutions 2216 (2015) et 2451 (2018). À cet égard, nous réitérons notre soutien aux efforts déployés par l'Envoyé spécial des Nations Unies pour le Yémen aux fins que l'Accord de Stockholm soit appliqué et le processus politique relancé. Nous soulignons qu'il n'y a pas de solution militaire à ce conflit et qu'un règlement politique est la seule voie à suivre.

Les Émirats arabes unis condamnent avec la plus grande fermeté les attaques que les milices houthistes mènent contre le territoire du Royaume d'Arabie saoudite au moyen de missiles balistiques et de drones, de même que la menace constante qui pèse sur la navigation dans la mer Rouge. Une telle situation exige que le Conseil prenne des mesures plus déterminées pour mettre fin à ces violations et empêcher les armes iraniennes d'arriver jusqu'au Yémen, ce qui constitue une violation flagrante des résolutions 2216 (2015) et 2231 (2015).

Les attaques des houthistes sur le Royaume d'Arabie saoudite compromettent les perspectives de progrès au regard de la mise en œuvre de l'Accord de Stockholm et du cessez-le-feu à Hodeïda, alors même que les Émirats arabes unis et la coalition arabe font naître une occasion de paix en redéployant les forces au Yémen et en encourageant les efforts politiques à l'appui d'une solution globale.

Sur le plan humanitaire, mon pays condamne fermement les pratiques des milices houthistes, qui ont aggravé la crise humanitaire en pillant l'aide humanitaire et en refusant l'accès des organisations humanitaires aux bénéficiaires visés. Les Émirats arabes unis continueront de collaborer avec l'ONU et ses principaux partenaires pour améliorer la situation humanitaire et répondre aux besoins du peuple yéménite frère. Au total, depuis 2015, les Émirats arabes unis ont apporté au Yémen une assistance de 5,5 milliards de dollars.

Mon pays suit avec beaucoup d'inquiétude les derniers développements en Syrie et en Libye. Nous soulignons qu'une solution politique est le seul moyen de mettre fin à ces crises. Nous appelons toutes les parties concernées à rejoindre la table des négociations et à trouver, dans le cadre des résolutions pertinentes du Conseil, une solution à ces crises prolongées. Dans ce contexte, nous nous inquiétons du vide sécuritaire dont les groupes terroristes tirent parti en Libye, ainsi que de la situation de plus en plus grave des migrants en Méditerranée, à cause desquels il est plus difficile de parvenir à un règlement pacifique de cette crise. Nous

appelons à des efforts concertés pour mettre fin à la crise et rétablir la stabilité en Libye.

Nous, communauté internationale, avons une responsabilité collective s'agissant d'éviter les conflits et les tensions dans la région et d'empêcher une quelconque partie de tenter de nuire à la sécurité et la sûreté de la navigation maritime et de l'approvisionnement énergétique mondial. Le fait de saboter et de menacer les navires de commerce et la vie de leurs équipages est une évolution grave qui risque de nuire non seulement au commerce maritime mais, plus globalement, à la stabilité régionale. Les Émirats arabes unis insistent sur le fait qu'il importe de garantir la liberté de navigation et l'intégrité des filières d'approvisionnement énergétique, ainsi que de préserver la sécurité des voies maritimes et des détroits, en particulier les détroits d'Ormuz et de Bab el-Mandeb. Mon pays souligne également la nécessité de faire preuve de patience, de sagesse et de discernement, et appelle toutes les parties à donner la priorité à la diplomatie et à la stabilité de la région.

Pour terminer, nous affirmons que, face à la gravité de la situation au Moyen-Orient, la communauté internationale doit lui accorder une attention sérieuse et crédible. De plus, le Conseil doit assumer ses responsabilités et mettre fin à toutes les actions et pratiques déstabilisatrices, ainsi qu'aux actes de violence auxquels se livrent les groupes extrémistes et terroristes avec l'appui et le financement de certains États, et faire en sorte que les responsables du déclenchement et de la poursuite des conflits dans la région répondent de leurs actes.

Le Président (*parle en espagnol*) : Le représentant d'Israël a demandé à faire une autre déclaration. Je lui donne la parole.

M. Bourgel (Israël) (*parle en anglais*) : Après avoir entendu la déclaration prononcée au nom du Liban, je voudrais, si on me le permet, apporter quelques éclaircissements sur la situation dans notre région.

Le 11 août, cela fera 13 ans qu'aura été adoptée la résolution 1701 (2006), qui appelle l'établissement, entre la Ligne bleue et le Litani, d'une zone d'exclusion de tous personnels armés, biens et armes autres que ceux déployés dans la zone par le Gouvernement libanais et la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL). Il est clair que cet appel n'a toujours pas été entendu.

Au cours des 13 dernières années, la présence du Hezbollah dans la zone d'opérations de la FINUL n'a fait que s'amplifier, transformant tous les villages en centres de commandement et contrôle, en entrepôts d'armes et en bases de renseignement. Le Hezbollah ne fait que s'enraciner plus profondément dans le Sud-Liban, sur lequel son emprise se renforce et s'élargit. Toutes ces activités ont lieu tandis que, dans le même temps, les

capacités du Hezbollah en termes de roquettes et de missiles connaissent une croissance exponentielle.

Il y a huit mois, nous sommes venus dans cette salle alors qu'Israël venait de lancer l'opération Bouclier du Nord (voir S/PV.8432). La découverte et la démolition de six tunnels de la terreur, creusés en violation de la souveraineté israélienne et de la résolution 1701 (2006), auraient dû, à tout le moins, susciter le doute autour de l'affirmation selon laquelle la zone d'opérations de la FINUL demeure relativement calme. Soyons très clairs : la zone d'opérations de la FINUL est tout sauf calme.

Huit mois se sont écoulés et la FINUL n'a toujours pas obtenu l'accès aux points d'entrée du tunnel du côté libanais. Invoquer la propriété privée ne saurait continuer de priver la FINUL de sa capacité de s'acquitter de son mandat. L'Armée libanaise et les autorités libanaises ont la responsabilité de faire valoir leur souveraineté sur leur territoire, mais ne s'en acquittent pas. Résultat : ils font le jeu du Hezbollah. Cette situation devrait être inacceptable pour quiconque entend empêcher une nouvelle guerre. Il est aujourd'hui plus urgent que jamais de déterminer où s'arrête le Gouvernement libanais et où commence le Hezbollah. C'est une question à laquelle il faut répondre.

Il est alarmant que la liberté de circulation des forces de la FINUL soit restreinte dans sa zone d'opérations. La mission devrait signaler l'intégralité des restrictions qui pèsent sur ses déplacements, en précisant où elles ont eu lieu, qui en était responsable et quelles en étaient les raisons. Le Conseil de sécurité doit exiger des cartes détaillées assorties de coordonnées indiquant les lieux de ces incidents. Personne ne devrait avoir à accepter une attaque contre les troupes de la FINUL ou la saisie de leur matériel. Le Conseil de sécurité doit veiller à ce que les autorités libanaises mènent une enquête prompte et complète sur ces attaques. Il n'est tout simplement pas envisageable de fermer les yeux.

Le rapport du Secrétariat sur l'application de la résolution 1701 (2006) doit refléter fidèlement la situation dangereuse qui est en train d'émerger sur le terrain. Dans ce sens, l'élaboration d'une carte montrant où, à l'heure actuelle, la FINUL réussit à opérer et où elle n'y parvient pas serait très utile. Les armes entrent et sortent du Liban en énormes quantités et les autorités libanaises ne semblent pas décidées à faire le moindre effort pour régler ce problème urgent. La communauté internationale et le Conseil de sécurité doivent veiller à ce que l'embargo sur les armes décrété par la résolution 1701 (2006) fasse l'objet d'une mise en œuvre intégrale et des rapports idoines.

La séance est levée à 16 h 20.